

23 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/22/la-transition-ecologique-en-manque-de-recit_6146920_3232.html

La transition écologique en manque de récit

Éditorial

Le Monde

Le cadre actuel, fondé sur la poursuite d'une croissance aveugle et une notion de progrès matériel obsolète, ne permettra pas de porter l'ambition d'une véritable transition écologique.

Publié hier à 12h00

« France nation verte ». L'intitulé de l'outil de **planification écologique** dévoilé, vendredi 21 octobre, par la première ministre, Elisabeth Borne, annonce la couleur. **Reste à inventer le modèle de société qui va avec.**

Pour atteindre l'objectif de sortie des énergies fossiles, de réduction de 55 % de nos émissions de gaz à effet de serre dès 2030 et de neutralité carbone en 2050, le gouvernement appelle à une mobilisation générale qui doit se décliner à travers vingt-deux chantiers, allant du transport au logement en passant par la façon de produire, de consommer, mais aussi par la préservation de la biodiversité et des écosystèmes. Etat, collectivités locales, entreprises et ménages, tous doivent apporter leur contribution et faire converger leurs efforts.

Emmanuel Macron avait promis lors de sa campagne pour l'élection présidentielle de faire de la transition écologique le fil rouge de son quinquennat, l'alpha et l'oméga des politiques publiques, le chantier dont tous les autres dépendraient. Plutôt qu'une « mesure magique », susceptible de régler tous les problèmes, le gouvernement propose un **grand plan d'ensemble**, coordonné entre les différents ministères, pour que toutes les décisions soient cohérentes. Chaque aspect du déploiement, qu'il s'agisse des financements, des mesures d'accompagnement pour une « transition juste », des impacts sur l'emploi, sur la formation ou sur l'aménagement du territoire, doit découler de la même logique pour aboutir à une transition qui est sur toutes les lèvres, **mais qui, jusqu'à présent, avance à pas comptés, sans vision d'ensemble.**

Un modèle de société flou

Les premières mesures en faveur de la lutte contre les passoires thermiques ou de la promotion du véhicule électrique montrent qu'il ne suffit pas de bonnes intentions pour changer les comportements, mais qu'elles doivent faire l'objet d'une anticipation et d'une programmation afin que les décisions s'ancrent dans le réel. **De ce point de vue, la planification écologique est l'outil adéquat.**

Les objectifs de « France nation verte » sont clairs et partagés désormais par une majorité de Français. La méthode pour y parvenir en recourant à une approche systémique, servie par des instruments de pilotage, capables de fournir des évaluations régulières, peut être à la hauteur des enjeux. **Mais il manque encore au dispositif un maillon essentiel : dans quel modèle de société doit s'inscrire cette transition écologique ?**

A ce stade, celui-ci reste flou. Le gouvernement parle de « *vivre mieux* », sans préciser ce que cette amélioration recouvre concrètement. **Les efforts, les changements de mentalité, les renoncements que cette bascule historique implique sont tels qu'ils nécessitent de tracer une nouvelle ligne d'horizon, donnant à chacun l'envie de se dépasser au service d'un enjeu collectif.**

Le cadre actuel, fondé sur la poursuite d'une croissance aveugle et une notion de progrès matériel obsolète, ne permettra pas de porter l'ambition d'une véritable transition écologique. Celle-ci ne constitue pas simplement un cap difficile à passer. Elle requiert de nouvelles logiques intellectuelles, économiques et sociétales, qui restent à définir.

Elisabeth Borne appelle à la « ***mobilisation de tous*** ». Mais, pour entraîner tous les rouages de décision sur le terrain, pour garantir à chaque citoyen une part d'effort juste et équitable selon ses moyens, pour emmener les Français dans ce projet, tout en évitant un mouvement type « gilets jaunes », **il est indispensable de leur proposer un récit et une vision**. L'intervention télévisée du président de la République, mercredi 26 octobre, serait une bonne occasion de nous en dire plus sur l'un comme sur l'autre.

23 octobre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/meurtre-de-lola-radioscopie-des-dysfonctionnements-de-la-justice-les-reels-et-les-fantasmes-beatrice-brugere>

TIRER LES CONSÉQUENCES

Meurtre de Lola : radioscopie des dysfonctionnements de la justice (les réels ET les fantasmés)

La mort de la petite Lola a fait ressurgir de nombreuses critiques à propos de la justice et de l'incapacité des gouvernants à gérer l'immigration clandestine. Certaines de ces critiques ne sont pas forcément justifiées.

Béatrice Brugère

Atlantico : Alors que l'émoi suscité par la mort de la jeune Lola ne faiblit pas, les critiques que l'on entend régulièrement à propos de la justice ressurgissent. Comment faire le distinguo entre celles qui sont recevables et celles qui ne le sont pas ?

Béatrice Brugère : Les critiques ne portent pas tant sur le fonctionnement de l'institution judiciaire que sur **l'incapacité des gouvernants à réguler une véritable politique migratoire et notamment à mettre à exécution les OQTF**

De fait du point de vue de la justice, même si la question de la fragilité et donc de l'irresponsabilité psychique de la meurtrière présumée a été évoquée, elle n'a pas en l'état été déclarée irresponsable pénalement, a pu être mise en examen puis écrouée, son état psychique n'ayant pas été déclaré incompatible ni avec la garde à vue, ni avec le placement en détention provisoire.

Sur l'aspect de **la situation administrative** de la mise en cause, qui n'aurait pas dû se trouver sur le territoire français, **celle-ci ne concerne de fait pas tant les juges que le rôle du préfet et du législateur, donc du pouvoir politique : c'est bien le Préfet qui 1/ décide des OQTF, de leur délai d'exécution, de l'interdiction de revenir ou non sur le territoire national et 2/ du placement en Centre de rétention administratif, le juge n'intervenant qu'à la marge.**

On pourrait ajouter le rôle des **associations** (type CIMADE, France Terre d'asile) qui conseillent les étrangers sur la régularité de la procédure.

La difficulté très concrète à expulser les étrangers en situation irrégulière (et donc à mettre à exécution les OQTF) résulte essentiellement d'une **législation ultra complexe et d'une multitude de recours possibles**, pointée d'ailleurs dans un rapport d'information du Sénat du 10 mai 2022. Elle résulte aussi d'un **manque de volonté politique, à mettre en place un véritable contrôle et donc une véritable contrainte, sur les étrangers en situation irrégulière.**

L'Etat est-il dépassé par les événements ou a-t-il organisé son impuissance politique et juridique ?

Pour ce qui est de l'institution Justice, ce n'est pas elle qui est « dépassée » par les événements ; les magistrats traitent « habituellement » les affaires criminelles, et ce avec efficacité, étant précisé que des faits d'une telle atrocité et d'une telle gravité que ceux dont la jeune Lola a été victime restent heureusement assez rares ; en l'occurrence, la principale mise en cause qui n'était pas connue de la justice pénale, a été déférée puis écrouée à l'issue de sa garde à vue dans le cadre d'un mandat de dépôt criminel.

Ce qui semble en revanche bien dépasser nos politiques, c'est l'émoi suscité par cette affaire, et en grande partie au regard de la situation irrégulière de la mise en cause, indépendamment de l'horreur des faits en eux-mêmes.

Ce qui ressort dans le discours de l'opinion publique, c'est que la jeune Lola n'aurait jamais dû croiser le chemin de son agresseur, ce jour là, cette dernière n'étant pas censée se trouver sur le territoire français.

Nos responsables politiques, plutôt qu'accepter le débat sur les réelles questions que pose cette nouvelle affaire, tentent de l'étouffer, l'empêcher, en brandissant tel un anathème l'accusation de « récupération » ; tel un article 49-3 « dégainé » pour empêcher tout véritable débat, ces accusations n'empêchent pas, cette volonté populaire de s'exprimer.

De fait le politique semble bien dépassé et rattrapé par cette opinion publique, qui réclame un débat légitime sur les questions que pose à nouveau cette dramatique et sordide affaire.

De plus l'affaire Lola suscite un autre débat dans l'opinion publique, celui de la peine dite de réclusion "à perpétuité réelle".

Si l'article 221-4 du CP la prévoit expressément, c'est pour la limiter à 4 cas (en l'espèce, la meurtrière présumée de Lola encourt cette peine). Dans le même temps, l'article 720-4 du CPP édicte la possibilité d'une libération à l'issue d'une période de 30 ans sous réserve d'une expertise réalisée par un collège de 3 experts psychiatres.

Sans connaître le détail du dispositif juridique, l'opinion publique met en balance l'atrocité des faits avec une peine de réclusion criminelle à temps dont la durée, même conséquente, lui paraît insuffisante. **L'inexistence d'une perpétuité réelle pourrait relancer le débat sur la peine de mort à laquelle environ 40% des Français sont favorables.**

Dans l'imaginaire collectif, la vie ôtée à la victime doit entraîner le sacrifice de la vie de l'auteur du crime. La fonction rétributive de la peine n'est pas remplie même pour la majorité de nos concitoyens opposés à la peine de mort, par une peine à temps qui sur le plan théorique, pose en principe un possible amendement de l'auteur des faits et son éventuel retour dans la communauté.

Or c'est précisément son exclusion définitive qui est attendue par l'opinion publique pour qui la mort sociale servirait de substitut à une exécution, tout en prévenant le risque de récidive.

Que l'on soit d'accord ou non avec cette option, le débat mérite d'être posé, et d'être ouvert, sans encourir une stigmatisation et un baillonnement immédiats.

Dans quelle mesure ces difficultés sont, ou non, une question de moyens ?

Comme il vient d'être dit, il ne s'agit pas tant d'une question de moyens, (même si ce sujet ne saurait être évidemment éludé) que de volonté politique qui passerait clairement par un changement de législation en matière de contrôle de l'immigration, vers plus d'efficacité et de simplification, mais aussi par un changement d'état d'esprit en terme de culture du contrôle ; nous pourrions à cet égard être bien inspirés de voir comment certains pays

occidentaux, pays anglo saxons notamment, (USA, Australie) gèrent leur politique migratoire avec **de véritables dispositifs de contrôle permettant bien plus d'efficacité.**

Faudrait-il des lois plus sévères ? ou y-a-t-il une justice laxiste ?

En soi, la loi pénale est déjà sévère, il suffit de lire dans le code pénal les peines maximales encourues pour la plupart des délits et crimes, qui sont tout à fait significatives ; mais là aussi **c'est à mettre en balance avec les injonctions contradictoires du politique de ne pas mettre à exécution les courtes peines de prison par exemple, de vouloir aménager quasiment systématiquement les peines de prison.**

S'agissant des crimes particulièrement atroces comme il a été dit précédemment, le débat doit pouvoir s'ouvrir sur des questions telle une **véritable perpétuité**, qui relèvent du politique.

La justice se décharge-t-elle trop vite vers la psychiatrie ?

La question de l'irresponsabilité pénale de l'auteur d'un crime atroce s'était déjà posée notamment avec l'affaire Sarah Halimi, ayant provoqué un émoi considérable dans l'opinion publique, suite à la déclaration d'irresponsabilité pénale prononcée par la Chambre de l'instruction, confirmée par la Cour de cassation, le 14 avril 2021, eu égard aux expertises psychiatriques ayant conclu pour la majorité à l'abolition du discernement de l'accusé.

Il y a lieu de rappeler que ce sont les experts psychiatres qui déterminent le profil psychiatrique des mis en cause et concluent ou non à leur irresponsabilité pénale ; si le juge reste souverain et n'est pas lié par les conclusions d'une expertise psychiatrique, **il n'en demeure pas moins que si les experts concluent à l'unanimité à une abolition du discernement et donc à une irresponsabilité pénale, le juge ira dans le même sens.**

En revanche il n'est pas rare que les experts se contredisent entre eux, la psychiatrie n'étant pas une science exacte, et n'arrivent en conséquence pas aux mêmes conclusions ; en ce cas il apparaît opportun de renvoyer l'accusé ou le prévenu à une audience, pour en débattre.

Enfin, et pour rappel, les criminels irresponsables pénalement sont pris en charge dans des hôpitaux psychiatriques sous contrainte ; Le temps qu'ils y passent ne dépend ensuite pas des juges, mais des médecins psychiatres.

Y a-t-il une idéologie de la magistrature ? Si oui, que peut-elle expliquer ?

La notion « idéologie de la magistrature » est un concept fourre-tout, qu'il conviendrait de définir ; les magistrats en tant qu'individus ont bien évidemment des sensibilités diverses et il n'y a donc à notre sens pas d'homogénéité au sein de la magistrature.

23 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/wir-muessen-uns-misstrauen-liberal-sein-heisst-skeptisch-bleiben-ld.1707689>

Wir müssen uns selbst misstrauen: Warum die liberale Gesellschaft Bürger braucht, die ihre Ideale dauernd auf die Probe stellen

Alle haben das Recht auf eine eigene Meinung. Das ist liberal. Aber dieses Recht schliesst nach liberalem Verständnis die Pflicht ein, Distanz zu halten zu den eigenen Überzeugungen.

Maximilian Zech

22.10.2022, 05.30 Uhr



Wer eine Meinung hat, will recht haben. Doch auch den eigenen Positionen gegenüber ist Skepsis nötig: Teilnehmer einer AfD-Kundgebung in Berlin. Hannelore Foerster / Imago

Wie es ist, das grandiose Scheitern einer bahnbrechend anmutenden Idee mitzuerleben, weiss vielleicht niemand so gut wie Francis Fukuyama. Der amerikanische Politikwissenschaftler muss seit drei Jahrzehnten mit ansehen, wie der von ihm prophezeite Aufstieg der liberalen Demokratie zum neuen Weltprinzip sich immer offensichtlicher als banaler Fehlschluss offenbart.

Die Sehnsucht nach westlichem Wohlstand geht eben nicht zwangsläufig mit dem Wunsch nach einer freiheitlich-pluralistischen Ordnung einher. So gut wie alle Versuche, einer Gesellschaft ohne breiten liberalen Konsens die Strukturen eines freiheitlichen Rechtsstaats zu verleihen, sind gescheitert. Das gilt für den Irak und Afghanistan, für fast alle Länder des Arabischen Frühlings, und es gilt sogar – wie sich in den letzten Monaten bestätigt hat – für manchen europäischen Staat des ehemaligen Ostblocks.

Das Erstaunen des Westens über diesen Vorgang hat auch etwas damit zu tun, **dass man Demokratie lange Zeit als eine evolutionäre Stufe in der kulturellen Entwicklung der Menschheit verstanden hat. Als einen Automatismus, der greift, sobald bestimmte Bedingungen – wie etwa eine hohe Alphabetisierungsrate, wirtschaftlicher Erfolg oder ein Geburtenrückgang – erfüllt sind.** Blickt man auf Länder wie Saudiarabien, China oder Russland, zeigt sich schnell, dass es offenbar nicht so einfach ist.

Mensch und Meinung

Demokratie und Freiheit mögen durch Gesetze geschützt, durch Bildung begünstigt werden. Aber wirklich gedeihen können sie nur dort, wo sie tiefe Wurzeln schlagen. Der freiheitliche Staat muss sich, so Ernst-Wolfgang Böckenförde in seinem berühmten Diktum, «von innen her, aus der moralischen Substanz des einzelnen und der Homogenität der Gesellschaft» regulieren. Ohne liberale Bürger kein liberaler Staat.

An dieser Stelle sollte nun auch der Westen angesichts eines sich ausbreitenden Klimas der **Intoleranz** ins Grübeln kommen. In Phänomenen wie der Cancel-Culture, dem Aufstieg identitärer Bewegungen oder dem bewussten Rückzug in Meinungsblasen drückt sich **der zunehmende kollektive Unwille aus, freiheitlich-demokratische Werte und Umgangsformen zu akzeptieren**. Bedroht ist vor allem deren **Herzstück – der respektvolle Umgang mit Andersdenkenden**. Dass die Diskreditierung anderer Meinungen zu einer üblichen Praxis geworden ist, sagt vor allem etwas darüber aus, wie sich das Verhältnis zu den eigenen Idealen gewandelt hat.

In alltäglichen Gesprächen lässt sich beobachten, dass **politische Anschauungen immer häufiger zu quasireligiösen Dogmen verkommen, die nicht hinterfragt und die nicht kritisiert werden können, ohne dass zugleich der Mensch dahinter angegriffen wird. Wo Ansichten zur Migration, zum Klimawandel oder zu Corona-Massnahmen zu einer sinn- und identitätsstiftenden Weltanschauung verabsolutiert werden, sind Mensch und Meinung nicht mehr voneinander zu trennen**. Um aber überhaupt in einen rationalen Diskurs mit einem Andersdenkenden treten zu können, bedarf es einer gewissen Distanz zu den eigenen Idealen. Es bedarf einer urliberalen Eigenschaft: **der Neutralität**.

Was richtig und was falsch ist

Ihr kommt im politischen Liberalismus einerseits in **Form staatlicher Neutralität** eine fundamentale Bedeutung zu. **Der liberale Staat muss blind sein gegenüber den persönlichen Überzeugungen seiner Bürger, solange diese sich im Rahmen des Gesetzes bewegen**. Weder darf er bestimmte Meinungen und Weltanschauungen systematisch unterdrücken oder benachteiligen noch andere gezielt protegieren.

Andernfalls müsste er freiheitlich-demokratische Grundwerte, allen voran die Meinungs-, Presse- und Redefreiheit, einschränken und verdiente es eben dadurch nicht mehr, liberal genannt zu werden. **Staatsideologie und politischer Liberalismus passen nicht zusammen. Man sollte darum Stimmen wie die des Extremismusforschers Eckhard Jesse durchaus ernst nehmen, die vor einer sukzessiven Erosion der staatlichen Äquidistanz warnen**.

In der liberalen Gesellschaft **muss andererseits Neutralität aber nicht nur eine Staats-, sondern auch eine Bürgertugend sein**. Der politische Liberalismus geht davon aus, dass man durch den Gebrauch von Vernunft zu unterschiedlichen Konzeptionen des Guten gelangen kann. Dieser Gedanke unterscheidet sich von der Mehrheit philosophischer Theorien seit Platon und Aristoteles, laut denen am Ende rationaler Überlegungen nur ein objektiv richtiges und wahres Ergebnis stehen kann. **«Wenn es eine Vielfalt vernünftiger Lehren gibt», so der Philosoph John Rawls, «ist es unvernünftig (oder Schlimmeres), die Sanktionen der Staatsgewalt benutzen zu wollen, um diejenigen, die unsere Meinungen nicht teilen, zu erziehen oder zu bestrafen.»**

Die besseren Gründe

Damit eine stabile und gerechte Gesellschaft möglich ist, auch wenn deren Mitglieder durch unterschiedliche, mitunter sogar konträre und einander ausschliessende Werte, Überzeugungen und Lehren voneinander getrennt sind, müssen alle einen Beitrag leisten. **Zu den Anforderungen der freiheitlichen Gesellschaft an den Einzelnen zählt der Verzicht auf einen absoluten Wahrheitsanspruch in der Konfrontation mit Andersdenkenden**.

Aus der Erkenntnis, dass mein Gegenüber nicht von Hass und Bosheit getrieben wird, sondern vernünftige Gründe für seine Haltung haben kann – vielleicht sogar bessere als ich –, resultiert eine grundsätzliche Offenheit gegenüber anderen Ansichten, aber ebenso ein Vorbehalt gegenüber den eigenen. Die liberale Idee von der Vielfalt und Gleichberechtigung unterschiedlicher Weltanschauungen fordert uns auf, unsere eigenen Standpunkte immer wieder aus einer kritischen Distanz heraus zu hinterfragen und uns gegebenenfalls eines Besseren belehren zu lassen.

Folglich sollten wir uns an keine Meinung so eng binden, dass sie konstitutiv für unser Selbstverständnis und damit unantastbar wird. Für Kant etwa ist die weltanschauliche Neutralität des Staates lediglich die äussere Erscheinungsform genau dieses distanzierten Verhältnisses des liberalen Bürgers zu sämtlichen Konzeptionen des Guten. Neutralität muss jedoch keineswegs den Verzicht auf eine eigene Meinung bedeuten. **Jeder Mensch hat das Recht, im Privaten an die Richtigkeit seiner eigenen Lehren zu glauben. Doch daraus sollte eben nicht folgen, dass wir diese Lehren anderen mit Gewalt aufzwingen wollen.**

Misstrauen gegen das eigene Ideal

Neutralität als liberale Bürgertugend regt stattdessen dazu an, **Debatten nicht auf der Basis individueller Moralvorstellungen oder einer bestimmten Ideologie zu führen, sondern sich auf vernünftige, also allen zugängliche Argumente zu berufen.** Es handelt sich damit auch um ein **Diskurswerkzeug, eine «Haltung, die wir einnehmen, um ein besonderes Problem zu lösen, das sich aus unseren unterschiedlichen Überzeugungen ergibt», wie der Philosoph Charles Larmore schreibt.** Gerade in Gesellschaften, die durch extrem divergente Positionen gespalten sind und in denen kaum noch ein politischer Minimalkonsens möglich ist, kommt dieser Form der Konfliktbewältigung eine entscheidende Funktion zu, um den inneren Frieden zu bewahren.

Die Neutralität des Liberalen ist also weder mit Gleichgültigkeit noch mit Relativismus zu verwechseln. Ihr liegt nicht der Gedanke zugrunde, dass es etwas wie Wahrheit gar nicht gibt – und dementsprechend alles zu Wahrheit erklärt werden kann –, sondern dass es im Reich der politischen Meinungen und Weltbilder mehrere Wahrheiten geben kann, sofern sie auf einem soliden rationalen und ethischen Fundament stehen. Darauf beruht die Toleranz des liberalen Staates gegenüber den unterschiedlichen Lehren, Überzeugungen und Grundsätzen seiner Bürger.

Der jakobinische Eifer für die eigene Sache, der sich an den Rändern aller politischen Lager breitmacht und zunehmend in die Mitte der Gesellschaft vordringt, droht genau dieses freiheitliche Fundament zu untergraben. **Wo politische oder ideologische Zugehörigkeit jene Sehnsüchte stillt, die der Bedeutungsverlust von Religion und Nation hinterlassen hat, gibt es nur eine Wahrheit und ist der Andersdenkende stets der Feind, den es erbittert zu bekämpfen gilt.** Nietzsche hat einmal geschrieben, **Toleranz sei «ein Beweis des Misstrauens gegen ein eigenes Ideal».** Wir müssen lernen, uns selbst wieder mehr zu misstrauen.

Maximilian Zech ist Journalist und Schriftsteller und lebt in Leipzig.

23 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/finanzen/nouriel-roubini-erwartet-die-mutter-aller-schuldenkrisen-ld.1708421>

Als belächelter «Dr. Doom» sagte Nouriel Roubini die Finanzkrise voraus – nun sieht er die «Mutter aller Schuldenkrisen» kommen

Der amerikanische Ökonom gilt als Schwarzmaler. Dennoch lohnt es sich für Anleger, sich mit seinen neuesten Analysen im Sinn einer Worst-Case-Betrachtung auseinanderzusetzen.

Lorenz Honegger

22.10.2022, 05.30 Uhr



Der amerikanische Ökonom Nouriel Roubini übt scharfe Kritik an den Zentralbanken. Francesca Volpi / Bloomberg

Hätte der amerikanische Ökonom Nouriel Roubini den Tumult am britischen Finanzmarkt kommen sehen, hätte er den Erscheinungstermin seines Buchs wahrscheinlich noch hinausgezögert, um die Episode in die Publikation aufzunehmen.

Mit einer aus heutiger Sicht toxischen Kombination aus hohen Steuersenkungen und Ausgabenerhöhungen löste die britische Premierministerin Liz Truss diesen Herbst an den Märkten für britische Staatsanleihen Panik vor einem weiteren Inflationsschub aus.

Die Zinsen auf den Gilts schossen in die Höhe, das Pfund stürzte ab, und die britische Zentralbank musste mit notfallmässigen Anleihekäufen eine weitere Eskalation der Situation verhindern. Als Konsequenz musste die britische Regierung das sogenannte «Minibudget» zurückziehen. Am vergangenen Donnerstag schliesslich gab Truss nach nur 44 Tagen im Amt ihren Rücktritt bekannt.

Mit seinem Vorgehen liefert Grossbritannien das Paradebeispiel dafür, was laut Roubinis neuestem Buch über die «zehn grössten Megabedrohungen für die Weltwirtschaft» in der Geld- und Fiskalpolitik falsch läuft.



Grossbritannien lieferte diesen Herbst ein Paradebeispiel dafür, was laut Roubini in der Geld- und Fiskalpolitik falsch läuft.

Toby Melville / Reuters

Roubini dürfte sich auch kaum davon beeindrucken lassen, dass die Zinsen auf britischen Staatsanleihen mittlerweile wieder leicht gesunken sind und die globalen Aktienmärkte jüngst wieder etwas Boden gutmachen konnten: Immerhin beendete der Schweizer Leitindex SMI die Woche unter dem Strich mit knapp 1 Prozent im Plus, der deutsche DAX legte sogar um mehr als 2 Prozent zu.

Schwarzmalerische Effekthascherei?

In seinem soeben erschienenen Buch schildert Roubini eine düstere Zukunft. Für ihn ist klar: Die Politik und die Wirtschaft haben sich seit der Finanzkrise weltweit in eine Sackgasse manövriert.

Nun könnte man seine Warnungen als klassisches Beispiel für schwarzmalerische Effekthascherei abstempeln – wenn er nicht Roubini hiesse. Der in der Türkei geborene Amerikaner war eine von wenigen namhaften Stimmen, die schon Jahre vor der grossen Finanzkrise 2007 und 2008 auf die immensen Risiken im Finanzsystem hingewiesen hatten.

Damals nannten ihn andere Experten spöttisch «Dr. Doom» – wie damals, als er am World Economic Forum 2007 vor einer globalen Finanzkrise gewarnt hatte. «Als ich zwei Jahre später, als sich die Immobilienpreise in den Vereinigten Staaten im freien Fall befanden, in Davos erneut einen Vortrag hielt, wurde ich wie ein Prophet begrüsst.» Heute sieht er sich in einer ähnlichen Situation: Ihm schlage die gleiche Ablehnung entgegen wie damals.

Roubinis Buch greift eine grosse Bandbreite an Bedrohungen auf – darunter auch den Klimawandel und die ökonomischen Folgen des vermehrten Einsatzes von künstlicher Intelligenz in allen Bereichen der Wirtschaft.

Aus Anlegersicht spannend sind im derzeit unsicheren Börsenumfeld und im Sinn einer Worst-Case-Betrachtung jedoch in erster Linie seine Schlussfolgerungen zu den Konsequenzen der ultraexpansiven Geldpolitik seit der Finanzkrise.

Roubini ist überzeugt: Die «Mutter aller Schuldenkrisen» kommt

Die vielleicht grösste Bedrohung sieht Roubini in der Möglichkeit einer neuen Schuldenkrise, die alles Bisherige übertrifft. Die Weltwirtschaft befindet sich in seinen Augen in einer ähnlichen

Situation wie Argentinien, das in den vergangenen Jahrzehnten mehrere Male zahlungsunfähig wurde.

Die globale Verschuldung habe schon vor der Covid-19-Krise ein ungesundes Ausmass angenommen, das mit der nochmaligen Lockerung der Geldpolitik in der Pandemie und gewaltigen staatlichen Stützungsprogrammen endgültig ausser Kontrolle geraten sei, schreibt er. Als die Zinsen noch bei null oder sogar unter null gelegen hätten, seien die Schulden für Staaten, Unternehmen, Banken und Haushalte noch überschaubar gewesen. «Diesmal rasen wir auf einen Wendepunkt zu, der das Leben von Kreditgebern und Kreditnehmern, ob öffentlich oder privat, verändern wird. Die Mutter aller Schuldenkrisen könnte irgendwann in diesem oder im nächsten Jahrzehnt eintreten.»

Als symptomatisch für die durch billiges Geld befeuerte Geldpolitik und die dadurch entstehende Finanzblase sieht Roubini den Fall Gamestop von Anfang 2021, als Massen von amerikanischen Kleinanlegern teilweise auf Kredit Aktien des Computerspiele-Händlers kauften und den Kurs zum Explodieren brachten, bevor er wieder einstürzte. «Dies war ein Boom-Bust-Crash-Szenario im Miniaturformat.»

Roubini rechnet damit, dass herkömmliche geld- und fiskalpolitische Massnahmen nicht mehr funktionieren werden, wenn ein oder mehrere Schocks eine schwere Rezession in Verbindung mit einer Finanzkrise auslösen. Niemand könne vorhersagen, was genau den nächsten Schock auslösen werde, auch wenn der einsetzende Bärenmarkt an vielen Börsenplätzen ab Anfang Jahr signalisiert habe, dass sich die Zeiten änderten.

Vernichtende Kritik an den Zentralbanken

Überhaupt zeichnet Roubini in seinem Buch ein durchwegs vernichtendes Bild der Zentralbanken, die laut ihm ihre verfassungsmässige Unabhängigkeit längst preisgegeben haben. Sie konzentrierten sich nicht mehr auf das langfristige Gesamtbild und den Auftrag der Preisstabilität, sondern liessen sich stattdessen von kurzfristig motivierten Politikern und Investoren antreiben.

Ihren Teil dazu beigetragen hätten auch Anleger, die nach den grossen Krisen der letzten hundert Jahre nicht gelernt hätten, ihre «selbstmörderischen Tendenzen» zu zügeln. «Wie man so schön sagt, braucht man für den Erfolg an der Wall Street zwei Komponenten: einen steigenden Markt und ein kurzes Gedächtnis.»

Wie mittlerweile viele Experten erwartet Roubini für die kommenden Jahre eine Stagflation, die sich durch eine anhaltend hohe Inflation und eine stagnierende Wirtschaft auszeichnet. Allerdings geht er bei der Beurteilung der Folgen dieses Szenarios noch einen Schritt weiter: Er rechnet nicht nur mit einer tiefen Rezession in vielen Volkswirtschaften, sondern auch mit der oben erwähnten Schuldenkrise, ausgelöst durch Regierungen, die zur Besänftigung ihrer Wähler die Haushaltsdefizite weiter in die Höhe treiben.

Dass die Zentralbanken die zusätzlich entstehenden Schulden einfach verschwinden lassen können, indem sie eine höhere Inflation zulassen, glaubt Roubini nicht: «Die meisten Schulden

werden nicht zu festen Zinssätzen gehalten. Daher wird die Inflation im Laufe der Zeit zu einem Anstieg der Realzinsen führen.» Das Resultat sei eine «grosse Stagflations-Schuldenkrise».

Deglobalisierung als Bedrohung

Zu den Worst-Case-Szenarien Roubinis zählt auch die Gefahr, dass die Globalisierung rückgängig gemacht werden könnte. Die Anliegen der entsprechenden politischen Kräfte hält der Ökonom zwar für nachvollziehbar. Doch eine Politik, die darauf abziele, alle Arbeitsplätze in den Fabriken zu schützen und den Strukturwandel aufzuhalten, werde scheitern und den globalen Handel lähmen. Die Weltwirtschaft könne sich glücklich schätzen, wenn sie nach drei Jahrzehnten der «Hyperglobalisierung» nicht in eine radikale Entglobalisierung abrutsche.

22 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/10/20/europes-ambivalence-over-globalisation-veers-towards-scepticism>

Europe's ambivalence over globalisation veers towards scepticism

The EU is turning French



Oct 20th 2022

Pity the European policymaker trying to make sense of how voters feel about the outside world. **Over three-quarters of eu citizens from Ireland to Greece say they are in favour of free trade.** Globalisation is welcomed by an impressive six in ten Europeans, despite being vilified by lefties as a sinister American plot. It should follow that protectionism—essentially the opposite of free trade and the very thing to derail globalisation—would have few fans. And yet in the same series of opinion polls organised by the eu, far more Europeans say **they feel warmly towards protectionism than oppose it.** Not since Boris Johnson left Downing Street has anyone tried so brazenly **to eat a cake and have it too.**

The indecisiveness of the public is reflected in Europe's approach to its economic arrangements. For the most part the eu is open to trade and welcomes foreign investment, part of a squishy consensus that free markets work (with a few corrective measures). **At the same time, a protectionist instinct remains, and it has been gaining ground of late.** Europe has been looking at the outside world, and is not sure it wants to be overly reliant on it. War on the continent's doorstep, exploding Russian gas pipelines and endless trade fights between China and America—Europe's two largest trading partners—**have boosted those who would like to raise the drawbridge a touch.**

Think of it as Europe going French. For years Emmanuel Macron, France's president, has talked up the idea of **"strategic autonomy"**. The concept is all-encompassing, but includes the idea that Europe's economy should not be dependent on foreigners for critical inputs such as semiconductors or electric-car batteries. Underlining the point in thick marker-pen, France's finance minister these days is also minister for **"industrial sovereignty"**; its agriculture honcho is minister for **"food sovereignty"**. To sceptics France's pitch for **economic self-determination is simply a way of re-upping its penchant for dirigisme:** becoming less reliant on American or Chinese imports offers a path to **mollycoddling French firms, perhaps turning them into European "champions" in the process.**

This approach used to have enough critics for Parisian ploys to be foiled. Small countries, including the **Netherlands, Ireland and Scandinavians, made their fortunes on foreign trade and pushed the eu towards more openness.** **Germany has similar interests, given its world-beating exporting firms.** It also has its own **liberal tradition, in which the state set the rules but (usually) did not interfere to decide which companies thrived.** Crucially, Britain tipped the scales towards open markets, and liked rules that prevented France and others from doling out subsidies to favoured firms. The bits of the European

Commission in Brussels in charge of negotiating trade deals or keeping a lid on state aid formed a liberal deep state, on hand to enforce the free-market mantra.

One by one, the opponents to dirigisme have fallen by the wayside. Britain left the eu. That defanged the smaller northern European cluster that had long been its allies; a free-trading “**Hanseatic league**” they set up to lobby for a pro-globalisation approach disbanded after a time. The rise and rise of China spooked Germany, whose *Mittelstand* of small firms went from being suppliers to Chinese companies to competing with them. Donald Trump’s election in America in 2016, and an ensuing trade spat with Europe, further highlighted the perils of relying even on age-old allies. Then the pandemic seemed to prove Mr Macron’s fears were well founded as Europe discovered how dependent it was on outsiders for everything from face masks to paracetamol.

French claims that Europe was being naive when it came to trade—seemingly the only one playing by global rules—started to resonate. How could European firms bound by tough carbon-emission targets compete with Chinese ones left free to pollute? **The Dutch**, once ardent free-traders, began speaking of “open strategic autonomy”, **sounding like Mr Macron with a different accent.** French-infused remedies gained traction. **The eu is now putting together plans for a carbon border tax, which liberal critics once decried as a form of green protectionism.** Forget limits to state aid: under the aegis of a French commissioner, **Thierry Breton**, microchips and car batteries are receiving dollops of European cash. Investments by foreign firms into the eu are increasingly screened, better to keep corporate wrong’uns out of Europe.

Et tu, Manu?

Hopes that the pendulum might swing back towards open markets have been dashed by the war in Ukraine. “The energy crisis, like the pandemic before it, shows that the state has worked,” says **Jacob Kirkegaard** of the German Marshall Fund, a think-tank. Subsidies to industry are flowing again. Germany’s self-serving belief that trading with autocracies would in time turn them into good liberals blew up in its face. **Many people are asking whether German reliance on China for industrial exports might one day prove as foolish as its past reliance on Russia for gas imports.** **Joe Biden** only partly removed Mr Trump’s tariffs, and is pushing “Buy American” measures with just as much vim (if a bit less bluster) than his predecessor. Governments featuring populists, as in Italy or Sweden, tend rather to like **state capitalism à la Française.**

What looked like a healthy tension between free-traders and their opponents may turn into a rout. After America infused its recent “Inflation Reduction Act” with green subsidies that only applied to stuff made at home, **the eu at first aired a quiet protest.** Allowing European firms to participate in America’s decarbonisation efforts would make the measures even more effective, suggested **Margrethe Vestager, one of the remaining liberal stalwarts in the European Commission.** If nothing else, that might avoid a new trade war. **Mr Macron** has picked a different tack, demanding Europe “wake up” and start favouring its own industries. **In the past even sceptics of free trade only muttered such things in private. Now they are being said out loud.**

22 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/10/20/indias-next-green-revolution>

Renewable energy

India's next green revolution

The country's clean-energy push shows a way to escape the coal addiction



Oct 20th 2022

If you care about the climate a crucial question is how emerging economies, which accounted for 67% of carbon-dioxide emissions from energy last year, can shift to a cleaner approach. They derive a third of their primary energy from coal, and must meet the aspirations of poor citizens who lack cheap electricity.

China offers one template: its energy industry is shifting towards renewables. Yet it is still moving far too slowly to reduce its emissions and many countries may be wary of replicating its state-led approach. An alternative model is now visible in the other Asian giant, India, which is in the [early stages of a green boom](#) led by the private sector. Although it has obvious flaws, it provides hope that India can make the green leap.

India has immense energy needs. It is forecast to be one of the fastest-growing big economies this decade and will need to add capacity equivalent to the size of the European Union's power system by 2040. After a flirtation with hydro in the 1950s and 1960s it came to rely heavily on coal, which met 58% of its primary-energy needs in 2021. Like many governments, India's has committed to reaching net-zero emissions (by 2070).

The big surprise is that major changes are happening on the ground. In the past decade India has seen a 50-fold increase in installed solar power. In 2021 its renewables accounted for 5% of its primary-energy consumption, and 5% of global renewable primary-energy consumption. Private firms have plans to invest perhaps \$200bn in the coming years in everything from generation facilities to green hydrogen plants (by comparison, global investment in wind and solar last year was about \$300bn, and India's was roughly \$15bn). The government wants to triple non-fossil-fuel capacity by 2030.

Behind the boom are a number of forces. One is the country's underlying attributes: sun-drenched India has some of the cheapest solar power in the world, and the life-cycle cost of new plants is lower than for coal ones. The government has helped by introducing guarantee mechanisms so that firms forced to deal with rickety power distributors can still secure funding. The prime minister, Narendra Modi, views clean energy as a catalyst for an industrial boom based on cheap power, batteries and electric vehicles that may shift manufacturing supply chains away from China. Clean power will help cut a large import bill for fossil fuels and, by lowering pollution, save millions of lives.

The final force is that India's big local conglomerates (including Reliance Industries, Adani Group and [Tata Group](#)) are deploying capital at scale. Whereas previously they would have been wary of such investments, now they think they have the certainty, financial clout and expertise to plough ahead. One gauge of the boom

is that some investors and firms are getting more nervous about long-run coal projects, as cheap renewable power starts to undercut coal-fired power on price. Between 2010 and 2022, proposals for over 600_{gw} of coal-fired power in India (about three times its installed base of coal plants) have either been put on hold or scrapped, with another 15_{gw}-worth of coal generation retired from service.

Yet for all its successes India's surge faces several hurdles. One is financing. Experts reckon it will take over \$500bn of investment by 2030 in clean energy, transmission lines, grid-scale batteries and related kit to achieve the government's 500_{gw}. That is at least twice the present investment plans of the big firms, so India will have to attract new sources of capital at a time when interest rates are rising. The financial strain of huge capital projects could yet weaken the appetite of the big conglomerates: Adani Group, for example, is significantly indebted.

Power struggle

The biggest hurdle of all relates to government policy, which needs to be predictable enough to provide certainty to investors. It also needs to anticipate challenges—redesigning electricity grids, for example, as the share of intermittent power rises. India's officials have a good sense of what to do. But they face resistance from a coal lobby which controls vast budgets and employs millions. A state-run firm, ntpc, has just gone ahead with its first new coal plant for about six years; a government advisory body has called for more coal capacity. India's green boom is a test of the private sector's ability to marshal resources—and also of the government's ability to overcome vested interests.

22 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/22/441005-de-greta-a-just-stop-oil-lecologisme-en-pleine-crise-adolescence>

De Greta à Just Stop Oil : l'écologisme en pleine crise d'adolescence

Jean-Paul Oury

« Il faut que jeunesse se passe »... entre Greta qui revient à la raison sur le nucléaire et les jeunes activistes de Just Stop Oil qui commettent une agression sur le tableau de Van Gogh.

« Il faut que jeunesse se passe » ... entre Greta qui revient à la raison sur le [nucléaire](#) et les jeunes activistes de Just Stop Oil qui vandalisent le tableau de Van Gogh, jamais l'actualité de la semaine n'aura autant illustré ce vieux dicton populaire...

Encore faut-il que notre société en proie au jeunisme cesse d'accorder une valeur à ce dernier. Or quand on voit l'emprise de l'écologisme sur nos [politiques scientifiques](#), on a toutes les bonnes raisons de douter de cette possibilité.

Pendant que Greta accepte de ranger sa chambre...

Greta Thunberg [a surpris tout le monde en déclarant](#) qu'il ne fallait pas forcément fermer les centrales nucléaires allemandes.

Une volte-face qui pourrait presque faire oublier qu'elle s'est fait connaître en appelant à la grève des cours, un geste de protestation contre la société du savoir et notre civilisation contemporaine. Comme je l'ai expliqué dans [Greta a tué Einstein](#), elle a incarné la mort symbolique du père de la science moderne. Au-delà des manœuvres de communication et de lobbying cet acte fut l'aboutissement du sacrifice de la science prométhéenne sur l'autel de l'écologisme, sachant qu'il est désormais tabou de modifier le vivant, de fissionner l'atome, de diffuser des ondes et de synthétiser des molécules.

Pourtant loin d'être achevée [la pensée de Greta Thunberg](#) ne semble cesser de mûrir au fil des déclarations... et devant le vent de protestation académique qu'a soulevé sa démarche initiale, elle a dû revoir sa copie et est allée déclarer à l'[ONU](#) et à Davos qu'il fallait écouter la science. Intrigué par cette nouvelle déclaration, je me suis interrogé sur le sens qu'il fallait alors lui donner dans [Greta a ressuscité Einstein](#), sachant qu'elle continuait de condamner le nucléaire sur sa page [Facebook](#) et qu'elle s'en est encore pris [récemment](#) à l'UE qui au dernier moment a intégré le nucléaire dans la taxonomie.

Son dernier revirement fait-il pour autant d'elle une convertie à la manière d'un Lomborg, d'un [Shellenberger](#) ou d'un [Moore](#) ?

[Même si la question se pose](#), il est encore trop tôt pour se prononcer et il nous faudra attendre la prochaine déclaration de cette pythie des temps modernes, tout en étant conscients que le Grétatisme n'a pas fini de sévir, bien au contraire.

... Just stop oil ne termine pas sa soupe

En effet, alors que les technosolutionnistes du monde entier étaient encore en train de sabler le champagne pour célébrer l'approbation atomique, même si à demi-mot, de la jeune Suédoise, un attentat à la soupe de tomate projetée sur *Les tournesols* de Vincent van Gogh est venu gâcher la joie des naïfs qui avaient commencé d'enterrer le Grétatisme.

On rapproche souvent Just Stop Oil d'Extinction Rebellion, et avec raison : la stupidité de l'acte est à la hauteur du postulat de Roger Hallam, fondateur de l'ONG dont il faut [lire la lettre](#) pour comprendre qu'il s'agit bel est bien d'un mouvement qui prône [le terrorisme écologique](#). Toutefois, cette surenchère dans l'action illustre à quel point la politique a récupéré la science du climat. Dans *Greta a ressuscité Einstein*, je décortique ce phénomène en mettant au jour les cinq sophismes qui permettent aux politiques de détourner et de s'approprier la science afin d'établir une Climatocratie.

En voici deux.

Tout d'abord, alors que la science cherche à calibrer son objet et propose des actions définies et ciblées, les idéologues au contraire se vautrent dans la démesure. **C'est ainsi que selon eux, on n'en fait jamais assez pour le climat, qu'il faut en faire toujours plus, qu'il faut agir plus vite et tout de suite maintenant, ou pour reprendre le fameux slogan de Greta « no more blah blah blah »... toutes ces locutions souffrent d'abstraction et forcément on peut y adjoindre n'importe quel type d'actions, les plus coûteuses, les moins efficaces, les plus pénibles, voire – c'est moins drôle – les plus violentes.**

Au contraire, la science essaye de chiffrer le coût du changement climatique comme le fait, par exemple, [Bjorn Lomborg](#) en s'appuyant sur les travaux de **William Nordhaus, prix Nobel d'économie** qui évalue un coût des dommages causés par le changement climatique sur le PIB mondial d'ici la fin du siècle, à - 4 % ; sachant que d'ici là, la richesse moyenne par individu sera multipliée par 450, (une fois déduit le coût du changement climatique, cela revient à 432) **ce n'est donc pas la catastrophe annoncée et cela permet de se poser la question sur les stratégies à adopter, autres que les mesures sacrificielles ou les actes terroristes motivés par les peur-paniques.**

Ensuite, si on s'interroge sur les motifs de l'action des deux jeunes terroristes, on réalise à quel point le débat a été moralisé : ces militantes ont voulu sensibiliser l'opinion au fait que de nouveaux projets pétroliers allaient être signés... Elles sont prisonnières de cette logique qui a diabolisé certaines énergies (notamment les énergies fossiles) et qui fait que l'on n'évalue plus l'utilisation de celles-ci – alors qu'elles représentent encore 83 % de tous les usages – en termes de risque-bénéfice (ce que doit faire la science), mais de bien ou mal...

Du point de vue scientifique on s'interroge sur ce qui est le plus risqué : avoir abandonné la prospection de **gaz de schiste en Europe** au regard des risques que nous prédisent les modèles les plus catastrophistes ou abandonner à leur triste sort les populations qui vont subir des pénuries d'énergie cet hiver...

Autre question possible : être autonome sur le plan énergétique ou dépendant d'autres pays ?

Hélas toutes ces questions sont occultées par la moralisation du débat ce qui finit par causer des actions désespérées et jusqu'au-boutiste.

On comprend alors l'erreur de ces jeunes qui croient justifier leur action en invoquant la science et l'urgence climatique et se sont fait bernier : il ne s'agit pas de science mais de politique qu'ils ont pris pour de la science.

Pour que jeunesse se passe

De nombreux internautes s'étonnent que l'on perde du temps à commenter et donc donner de l'importance aux propos de ces jeunes.

Hélas je pense qu'il ne faut laisser passer aucune des lubies de l'écologisme et les combattre pied à pied sans hésiter et dès qu'elles se présentent (ce que je fais à titre personnel depuis [La querelle des OGM](#))...

Car quand on laisse passer ce genre d'actions militantes, des années plus tard on se retrouve à devoir composer avec un vocabulaire, un corpus idéologique, voire une nouvelle législation qui s'en inspire et nous projette dans un monde dystopique qui devient notre réalité. Ceux qui en doutent peuvent se renseigner sur l'histoire récente de la R&D des biotechnologies vertes françaises ou de [Fessenheim](#) et s'interroger sur les raisons absurdes qui en sont à l'origine.

Il est vrai que si une civilisation extra-terrestre nous observe, elle ne manquera pas d'être surprise de constater que nous attendons qu'une jeune adolescente change d'avis sur le nucléaire pour savoir si on doit se chauffer cet hiver. Mais si elle tire le fil rouge elle aura vite fait de comprendre.

L'écologisme a investi notre société en imposant une idéologie qui tout en dénigrant la science prométhéenne et sa promesse de nous libérer de contraintes que nous impose la nature (la science des ingénieurs), réclame au contraire de pouvoir s'appuyer sur la science pour créer de nouveaux déterminismes (la science des législateurs). Dans ces conditions, il est difficile d'incriminer un manque de rationalité et d'attendre que jeunesse se passe.

Car pour que ce soit le cas il faudrait que le référentiel de valeurs qu'on propose à ladite jeunesse soit tout autre et qu'il aide l'adolescence à accéder à l'âge de raison. Or comme on l'a vu, au travers de la [vague de bifurqueurs](#) et autres déserteurs qui a déferlé dans les grandes écoles, une majorité semble choisir de s'orienter vers l'écologisme et de l'embrasser.

Pour donner une tournure biblique à notre conclusion, une majorité a décidé d'enterrer son talent (voir [l'introduction de Greta a ressuscité Einstein](#)).

Dans ces conditions il ne sert à rien d'attendre que jeunesse se passe... C'est toute la génération précaution qui doit changer et se ré-intéresser aux vertus émancipatrices de la science pour l'humanité.

22 octobre (Contrepoints)

Pourquoi les Français détestent les riches patrons

Olivier Maurice

Quand l'argent rencontre le capital, c'est l'horreur absolue. Rien de pire qu'un grand patron. Rien de pire que les revenus d'un grand patron du capital.



Screenshot 2022-10-21 at 12-55-59 (5) Le gaz russe c'est terminé prévient Patrick Pouyanné PDG de TotalEnergies -

Les Français détestent l'argent. Plus que l'argent, ils détestent le capital.

« Si l'argent, comme dit Augier, vient au monde avec des taches de sang naturelles sur une joue, le capital quant à lui vient au monde dégoulinant de sang et de saleté par tous ses pores, de la tête aux pieds. » écrivait Karl Marx dans *Das Kapital*.

Alors quand l'argent rencontre le capital, c'est l'horreur absolue. Rien de pire qu'un grand patron. Rien de pire que les revenus d'un grand patron du capital.

Patrick Pouyanné, le PDG de Total a été rémunéré 5 944 129 euros en 2021.

Et voilà. Ça suffit pour créer l'indignation. Presque 6 millions d'euros, c'est une somme totalement indécente, un salaire totalement injustifié, une injustice totale.

Double discours

Enfin, ça, c'est le discours entendu dans les médias, sur les réseaux sociaux ou au café du commerce. Parce qu'en réalité, les Français adorent l'argent et ils adorent le capital. Ils adorent les joueurs de foot et leurs salaires mirobolants. Ils adorent les artistes *bankables*, les films à gros budget, les grosses voitures, les résidences secondaires, les vacances *all-inclusive*, les montres de luxe, les vêtements de **marque, les repas au restaurant et les foires au vin.**

Mais ça fait bien de détester l'argent, de détester les bourgeois, les riches, les patrons, les capitalistes, les banquiers... On se rend d'ailleurs vite compte que ceux qui détestent le plus d'argent, ce sont ceux qui en ont le plus. C'est un luxe, un snobisme de détester l'argent et nombre de personnes ne savent plus quoi inventer pour exhiber leur moralité.

Qu'ils se rassurent. Lidl va bientôt ressortir ses fameuses baskets de prolos. Les bourgeois urbains (et les spéculateurs) vont bientôt pouvoir contenter leur perversité en s'exhibant avec ce signe extérieur de conformisme bien-pensant altruiste, humaniste, empathique et sympathique.

Comment mieux cacher sa haine et son dégoût des pauvres, comment mieux travestir sa haine de classe qu'en se travestissant en pauvre ? Les baskets *Lidl* ont atteint des sommes astronomiques sur EBay : 500 voire 1000 euros.

Comment faire d'une pierre deux coups : assouvir sa pulsion de concupiscence et nourrir son complexe de supériorité, tout en faisant la leçon et en exhibant sa vertu ?

Néron à l'intérieur, Marx à l'extérieur.

La haine de classe

C'est normal de détester les patrons : ils sont payés pour être détestés et détestables. S'ils sont grassement payés, ce n'est pas pour être gentils ou pour faire plaisir à leurs employés. Les patrons sont méchants, mais ça ne veut absolument pas dire que les employés sont gentils. Eux aussi, ils sont payés pour être détestés et détestables.

Ils vous mentent comme des arracheurs de dents quand ils vous expliquent que la robe en 34 vous va bien ou que [les chaussettes-claquettes](#) vous donnent un air distingué. Ils vous prennent pour des abrutis quand ils vous servent un café à 5 euros ou quand ils collent des étiquettes « bio et équitable » sur des légumes tout moches. D'ailleurs, ce sont eux qui ont fabriqué la voiture avec laquelle vous avez eu un accident, ce n'est pas leur patron. Ce sont eux qui ont distillé l'alcool qui a rendu votre voisin alcoolique ou qui ont cuisiné le gras qui a fait grossir vos enfants.

Tout, absolument tout nuit à autrui, d'une façon ou d'une autre. Ce n'est qu'une question de point de vue.

Mais au fait, si votre voiture ne s'arrête pas ou si votre plat surgelé vous envoie à l'hôpital : est-ce vraiment l'employé qui va se retrouver devant les tribunaux ?

Qui nourrit l'État obèse ?

Le monde actuel est abruti de moraline et de rhétorique. Il en dégouline de partout. La politique a envahi les moindres recoins de la vie publique. Tout est question de bien ou de mal, de polémique et d'indignation. La vie publique française est un gigantesque télé crochet permanent où s'affrontent des donneurs de leçons arrogants qui ne cherchent qu'une seule chose : se faire remarquer en se faisant élire « la plus belle personne au monde ».

Ce combat à mort des hypocrites incompetents et arrogants, nous en payons les pots cassés tous les jours. Ou plutôt, ce sont les entreprises qui sont mises à contribution pour en payer les conséquences.

Si les grands patrons sont si cher payés, c'est parce qu'il y a besoin de grands patrons. Il y a besoin de grands patrons parce qu'il faut rendre les entreprises super efficaces. Et les entreprises ont besoin d'être super efficaces pour une seule raison : pour survivre, pour vivre, pour exister tout simplement.

Alors oui, Total n'a pas payé d'impôts en France ces dernières années, mais le carburant que vend Total est [taxé entre 50 % et 60 %](#), les salaires que paye Total sont taxés, [les dividendes que distribue Total](#) sont taxés, ce qu'achètent les salariés et les actionnaires de Total est taxé...

Cette pression pour survivre, ce n'est pas la concurrence qui la leur impose. Il faut bien comprendre que le principal responsable, de très, très loin : c'est l'État. La moitié de la production de richesse Française est « redirigée » vers la puissance publique qui va quant à elle faire bien peu attention à comment tout cet argent sera utilisé. De toute évidence, l'État ne subit pas la même pression.

Est-ce que le monde peut continuer longtemps avec des entreprises forcées à être super-efficaces par un État lui-même super-inefficace ?

Mais toutes ces considérations n'intéressent personne. Pour l'instant. Parce que pour l'instant, l'État Français est persuadé qu'il n'a pas besoin de survivre et qu'il est tout autant persuadé que tout le monde trouve normal d'engraisser toute une clique de parasites moralisateurs.

22 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/22/441275-vote-du-budget-2023-le-bal-des-faux-culs>

Vote du budget 2023 : le bal des faux culs

Pierre Robert

Le vote du budget 2023 est révélateur des pires idées et attitudes des forces politiques françaises.

Publié le 22 octobre 2022

Dans son avis du 26 juillet dernier sur les prévisions économiques qui ont permis au gouvernement d'établir le projet de [loi de finances](#) aujourd'hui en discussion, le [Haut Conseil des Finances Publiques](#) relève que le déficit public restera « important » en 2023, à 5 % du PIB, avec un ajustement structurel nul et que l'objectif d'un retour sous la barre des 3 % en 2027 manque singulièrement d'ambition.

Tout aussi préoccupant, il note que l'inflexion visée de la trajectoire de dette (qui se stabiliserait à 112 % du PIB) « est limitée et tardive **alors même que les hypothèses de croissance sont optimistes** » pour ne pas dire irréalistes. Il observe en outre que le [gouvernement](#) attend trop de la suppression des niches fiscales (« un levier dont l'expérience montre la difficulté de mise en œuvre ») et d'une réforme des retraites qui paraît bien mal engagée.

Il en tire la conclusion **qu'entre 2023 et 2027 « la situation de finances publiques de la France continuera ainsi de se dégrader par rapport aux autres pays comparables de la zone euro »** et que le programme de maîtrise des dépenses publiques qui lui a été présenté n'est pas solide.

Dans les 4 ans qui viennent **l'endettement public va donc continuer sa course folle alors même que le taux de prélèvements obligatoires va rester très élevé en contrepartie de services publics de plus en plus médiocres**. Faute de réformes d'ampleur on va en effet continuer à déverser des flots d'argent public dans des structures inefficaces que manifestement on a renoncé à améliorer.

Face à une telle situation on aurait pu attendre du Parlement qu'il discute sérieusement des moyens de la redresser et à terme de retrouver des marges de manœuvre. **De fait il n'en a rien été, chaque groupe politique n'abordant la discussion de la loi de finances qu'au prisme de ses intérêts partisans mais sans souci manifeste de l'avenir du pays.**

49-3 : la NUPES en embuscade

À l'issue d'une semaine de débats parfois agités mais ayant débouché sur l'adoption de nombreux amendements par des majorités de circonstance, l'exécutif, un peu comme dans un western, a dû [dégainer l'article 49-3](#).

Hypocritement [la Nupes](#) qui a tout fait pour l'y contraindre le déplore.

Très en amont du travail en commission, ses responsables ont en effet explicitement annoncé que quels que soient les dispositions du projet de loi de finances, ses différentes composantes (PS, EELV, LFI) ne le voteraient pas. La Nupes a donc sans équivoque créé les conditions du blocage.

Cela n'empêche pas Mathilde Panot, la présidente du groupe parlementaire La France Insoumise, de dénoncer cette atteinte à la démocratie et à la vox populi en sachant très bien que le gouvernement n'avait pas d'alternative puisque d'emblée les jeux étaient faits. Dénonçant la « brutalisation des débats », elle accuse dans l'hémicycle la minorité présidentielle de « magouiller dans son coin » pour piétiner le scrutin majoritaire et parle de passage en force. En cela elle est sur la même ligne que Jean Luc Mélenchon fustigeant « le recours au 49-3 par le monarque présidentiel ».

Prendre des positions aussi caricaturales permet à LFI d'affirmer sa prééminence au sein de la Nupes et de se poser en principale force d'opposition au pouvoir en place. Dans cette optique le reste importe peu.

Exit tax : les LR à contre-emploi

Parmi les amendements adoptés (mais non retenus par le gouvernement), l'un d'eux a vraiment créé la surprise. Proposé par le député [Les Républicains Fabrice Brun](#), son objectif était de rétablir l'exit tax, une contribution établie en 2011 pour enrayer les délocalisations fiscales des contribuables français. À titre d'exemple, il était prévu que si un patron s'installait à l'étranger puis dans les 8 ans qui suivent son départ (portés à 15 ans par l'amendement) revendait 1,5 million une société dans laquelle il avait investi un million d'euros, l'exit tax (30 % au total) s'appliquait à la différence.

Ce mécanisme a été [supprimé en 2019](#), à l'instigation d'Emmanuel Macron considérant qu'il nuisait à l'attractivité de notre économie :

« C'est un gros problème pour nos propres start-ups, parce que la plupart d'entre elles, considérant la France moins attractive que l'étranger, ont décidé de se lancer de zéro depuis l'étranger rien que pour échapper à cette taxe ».

On comprend que son rétablissement, souhaité par [Thomas Piketty](#), ait figuré dans le programme de la Nupes aux législatives et réjouit **Mathilde Panot s'empressant de déclarer que « Pour les riches et leur président, la fête est finie. »**

On comprend moins que les députés LR se soient aventurés sur cette voie qui tourne le dos au libéralisme à moins de se référer à des considérations purement politiciennes induites par la campagne qui, sur fond de dissensions internes, agite ce parti pour désigner celui ou celle qui en assurera la présidence. Dans cette perspective qui en son sein écrase tout, le groupe a manifestement perdu sa cohésion interne et sa cohérence idéologique.

Là encore, nous sommes loin du sérieux budgétaire qu'on serait pourtant en droit d'attendre de la part des Républicains et qui ne semble pas non plus être une priorité pour le Modem.

Superdividendes : le Modem dans la surenchère

Au sein d'une majorité devenue relative, le Modem se bat pour faire valoir son autonomie. Selon François Bayrou, son président, il est *« en quête de signes de justice »*.

Rejoignant les partisans d'une pression fiscale accrue sur les riches, et contre l'avis du gouvernement qui ne l'a pas retenu, le groupe a déposé et fait adopter un amendement portant à 35 % (au lieu de 30) le taux de prélèvement sur les dividendes distribués par les grandes entreprises ou sur les sommes affectées aux rachats d'actions, quand ces revenus sont *« supérieurs de 20 % à la moyenne des revenus distribués entre 2017 et 2021 »*.

Ce faisant, le Modem s'inscrit dans l'air du temps, devenu très hostile aux riches avec la conviction de plus en plus répandue que les taxer permettrait de régler tous les maux du pays. Depuis longtemps ancrée à gauche de l'échiquier politique, cette passion politique l'est désormais aussi à l'extrême droite avec le Rassemblement national, touche le parti LR et se propage au sein de Renaissance dont près de 20 députés (y compris le suppléant d'Élisabeth Borne) ont voté le texte sur les *« superdividendes »*.

On peut avancer sans risque de se tromper que ces derniers ont temporairement joué contre leur camp *« pour faire entendre leur voix »*, en sachant fort bien que cet amendement ne pouvait avoir d'impact. La posture des responsables du Modem est du même type. L'objectif du parti est de préparer l'après-Macron en marquant sa différence. Mais il agit bien plus par opportunisme que par esprit de sérieux budgétaire, un sérieux qu'en revanche le gouvernement prétend à tort incarner.

Loi de finances : Renaissance en faux parangon de la vertu

L'attitude de ses partenaires comme de ses adversaires **permet de fait au gouvernement de se parer à bon compte des habits du libéralisme et de la raison.**

Bruno Le Maire peut sans sourciller proclamer le 19 octobre sur BFM TV : « On ne peut pas faire n'importe quoi avec les dépenses publiques » et s'attribuer le quasi-monopole « de la responsabilité et du sérieux budgétaire ».

Or comme l'a souligné le HCFP on sait que le budget défendu par le gouvernement est en fort déséquilibre et ne remplit aucune des conditions du retour à une situation plus saine. Dans cette Loi de finances comme dans les précédentes **on s'attache à financer les priorités du moment, celles qu'ont imposé successivement le mouvement des Gilets jaunes, l'épidémie de covid et aujourd'hui la guerre en Ukraine couplée au brutal retour de l'inflation. L'assainissement des comptes publics attendra.** Avec le budget 2023 les perspectives de maîtrise des dépenses publiques s'éloignent donc encore un peu plus alors que se rapprochent celles d'une banqueroute de l'État.

De quelque côté de l'échiquier politique qu'on se tourne, plus personne ne semble se soucier de l'état déplorable de nos finances publiques devenues la proie de petits calculs et de petites querelles politiciennes. Les cartes budgétaires sont toutes biseautées et on a bien du mal dans ce jeu de dupes à discerner ce que serait l'intérêt du pays.

Serions-nous revenus aux pires heures de la Quatrième République ?

22 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/monde/frank-dikotter-le-capitalisme-chinois-etait-une-illusion-21-10-2022-2494784_24.php

Frank Dikötter : « Le capitalisme chinois était une illusion »

Dans son dernier livre, l'historien néerlandais spécialiste de Mao tire à boulets rouges sur le mythe de l'ouverture de la Chine de Deng à Xi. Entretien.

Propos recueillis par [Jérémy André](#)



L'historien néerlandais Frank Dikötter remonte aux déclarations et aux actions des successeurs de Mao, jusqu'à Xi Jinping. (Photo d'illustration)© STRINGER / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

Publié le 21/10/2022 à 19h00

Tandis que le Parti communiste chinois (PCC) organise son XX^e Congrès, figurant un Xi Jinping tout-puissant entre décorum, manœuvres d'appareil et monologues rouge écarlate, les souvenirs de son intronisation, dix ans plus tôt, paraissent comme une hallucination collective. À l'époque, la presse étrangère présentait le nouveau Prince rouge comme un réformateur, et le pays paraissait à la croisée des chemins, à deux doigts d'adopter les fameuses réformes politiques qui auraient fait entrer la Chine dans le concert des nations démocratiques, après son adhésion à l'économie de marché.

L'historien néerlandais Frank Dikötter, grand spécialiste de Mao (auquel il consacre plusieurs chapitres dans *Comment devenir dictateur*, publié aux Arènes) dynamite le mirage d'une Chine capitaliste qui aurait failli embrasser jusqu'aux libertés politiques. Dans son dernier livre, *La Chine après Mao* (*China After Mao. The Rise of a Superpower*, Bloomsbury, traduction en français prévue pour 2023 chez Tallandier), il remonte aux déclarations et aux actions des successeurs de Mao, jusqu'à Xi Jinping, il démontre que leurs intentions n'ont jamais été que de tirer profit des investissements étrangers, sans jamais adopter le modèle et les règles de la mondialisation libérale.

Entretien.

Le Point : Il y a dix ans, certains croyaient que Xi Jinping serait un réformateur. Mais depuis Mao, y a-t-il eu de vrais réformateurs au sein de la direction du PCC ?

Frank Dikötter : Tout dépend de ce que l'on appelle des réformes. Comme l'expliquait George Orwell, les mots n'ont pas le même sens dans les États totalitaires à

parti unique. Alors, certes, le PCC parle de sa politique de « réforme et d'ouverture » depuis Deng Xiaoping et la fin des années 1970. Et la Chine d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec la Chine de Mao. Mais c'est oublier que l'Union soviétique de Brejnev était bien différente de celle de Staline. Contrairement à une idée reçue, les économies socialistes ne sont pas figées dans le temps. Dès les années 1930, les étrangers s'émerveillaient de la transformation spectaculaire de Moscou, qui se hérissait de gratte-ciel – soit dit en passant, déjà dessinés pour certains par des architectes américains. Le parallèle est frappant avec ceux qui aujourd'hui sont béats devant la modernité de la Chine. Mais la modernité technique n'est pas le propre du capitalisme.

Comme l'expliquait George Orwell, les mots n'ont pas le même sens dans les États totalitaires à parti unique.

« Réforme et ouverture » doivent s'entendre de manière relative, par rapport à l'ère Mao. La Chine sortait de dix ans de Révolution culturelle. Elle était alors totalement fermée, ayant agressé militairement la totalité de ses voisins, même ses supposés amis, comme l'Union soviétique. En 1976, le niveau de vie était inférieur à celui de 1949. « Réforme et ouverture » signifiaient donc d'abord revenir à la politique plus mesurée des années 1950, avant le Grand Bond en avant. Dans les années 1980, Deng Xiaoping a eu cette déclaration incroyable, qui dit en somme : « Il va nous falloir dix ans pour en revenir aux années 1950. »

Mais la Chine semble pourtant bien s'être libéralisée économiquement. N'est-ce pas désormais une économie de marché comme les autres ?

Non. Pourquoi cela reste-t-il une économie socialiste ? Parce que les moyens de production restent dans les mains de l'État, qui contrôle le capital, l'énergie, les infrastructures, les terres, et même le travail. Le travail n'est pas libre en Chine communiste, puisqu'il est largement assuré par une classe en situation d'apartheid, les travailleurs migrants, qui n'ont aucun droit. Rien de tout cela n'a changé avec les supposées réformes.

Le père de Xi Jinping, Xi Zhongxun, a été un des dirigeants qui ont créé Shenzhen et sa zone économique spéciale. Il est aussi connu pour son approche plus douce au Xinjiang, la région ouïghoure. N'était-ce pas là un réformiste ?

C'est un contresens. Dans les années 1980, l'ancien numéro deux de Deng Xiaoping, Zhao Ziyang, s'était justement rendu à Shenzhen et avait rappelé : nous avons créé une zone économique spéciale, pas une zone politique spéciale ; nous devons toujours lutter contre le capitalisme. Il l'a redit quand il a visité Wenzhou, cette ville côtière souvent vue comme la capitale du capitalisme chinois. Et a même remis les points sur les *i* face aux entrepreneurs de la province. L'expérience des ZES n'avait pas vocation à s'étendre à tout le pays. Car si d'autres qu'eux étaient autorisés à devenir des capitalistes, cela pourrait produire une dangereuse instabilité sociale. À aucun moment, ces dirigeants dits « réformistes » du parti n'ont en réalité envisagé de soustraire la société et l'économie à la main de l'État. L'entreprise privée ne pouvait avoir qu'un rôle subalterne. L'économie dans son ensemble est restée largement planifiée. Il ne fallait surtout pas donner de droits aux travailleurs et à la société civile – au risque sinon de voir ce qui se produisait en Pologne avec Solidarnosc.

Xi Jinping a lui-même été un dirigeant de ces provinces côtières, au Fujian puis au Zhijiang. Est-ce que les cadres communistes comme lui se sont sentis débordés par les bouleversements de la société ?

Je ne sais pas comment Xi Jinping lui-même l'a vécu. Mais les cadres communistes de sa génération ont tous eu un traumatisme : la révolution culturelle. Pour les dirigeants du Parti, celle-ci a d'abord été une très violente attaque des masses contre eux, déchaînée par Mao avec sa formule : « Bombardez le quartier général. » Après Mao, les dirigeants du PCC n'ont donc eu qu'une obsession : interdire à jamais aux gens ordinaires de les critiquer. Et le moment clé de cette période est évidemment le 4 juin 1989. Employer 200 chars et 100 000 soldats pour écraser la populace à Pékin sert à envoyer un message clair : oui, vous pourrez avoir certaines libertés économiques, mais vous ne contesterez jamais le monopole du pouvoir du PCC. Ce monopole est gravé dans le marbre par les quatre principes cardinaux de la constitution de 1982 : défendre la voie socialiste, défendre la dictature du prolétariat, défendre la direction du PCC et défendre le marxisme, le léninisme et la pensée de Mao.

En Chine, ce n'est pas le marché qui alloue le capital et les ressources, mais le Parti. Et n'importe quel milliardaire chinois peut être arrêté à tout moment, et ses biens confisqués.

Quelles limites ont été fixées au développement d'une économie de marché libre et au secteur privé ?

Il ne peut pas y avoir de marché libre dans un système où un parti ou une personne a le monopole du pouvoir. Car la liberté du marché dépend de l'existence d'un système judiciaire indépendant qui s'assure que les transactions sont vraiment libres et justes et qui protège la propriété privée, mais aussi d'une presse libre qui enquête sur ces transactions et les entreprises. Il n'y a pas vraiment de liberté économique sans liberté politique. En Chine, ce n'est pas le marché qui alloue le capital et les ressources, mais le Parti. Et n'importe quel milliardaire chinois peut être arrêté à tout moment, et ses biens confisqués. Ce qui est aussi vrai pour les gens ordinaires des campagnes, qui peuvent toujours tout perdre sur décision du potentat local ou du pouvoir central du Parti.

Mais des entreprises privées, comme Alibaba, ont eu l'air de bouleverser l'économie chinoise. Était-ce une illusion ou un accident ?

Le capitalisme chinois était une illusion. Parce qu'il n'y a pas d'entreprise privée en Chine. Ce n'est pas une exagération. En juin 2004, 96 % des actifs des 500 plus grandes entreprises chinoises appartenaient à l'État. Et de toute façon, comment pourrait-il y avoir une entreprise privée dans une économie où le capital est distribué exclusivement par des banques d'État ? Où l'on dépend intégralement de l'État pour l'énergie et les matières premières ? Sans vraie propriété foncière ? Depuis la fin des années 1990, Jiang Zemin a insisté pour que des cellules du Parti soient implantées dans chaque entreprise privée. Une politique que Xi Jinping n'a fait que poursuivre. Une entreprise n'a pas le choix en réalité que de suivre la politique du Parti, qui la dirige en coulisse ; si elle résiste, elle est reprise en main ou fermée. C'est ce qui s'est passé pour Alibaba et Jack Ma.

Économiquement, le PCC assoit sa légitimité sur son efficacité, supposée avoir sorti de la pauvreté 800 millions de Chinois. N'est-ce pas un succès ?

Cette affirmation remonte aux années 1980. Mais déjà, elle était contestable. À la campagne, personne n'a attendu Deng Xiaoping pour relancer l'économie après le désastre de la révolution culturelle. Avant même décembre 1978 et la politique de réforme et d'ouverture, les Chinois avaient repris la culture des terres, ouvert des marchés noirs, relancé les usines... Les Chinois se sont sortis eux-mêmes de la pauvreté, ce n'est pas Deng Xiaoping qui l'a fait. D'autant que le

pouvoir central a bien davantage capté les produits de la richesse qu'il ne les a redistribués. La part de la richesse par habitant des campagnes chinoises reste parmi les plus basses de l'histoire humaine.

La mondialisation a enrichi la Chine et en a fait la deuxième économie mondiale, alors que les communistes lui sont hostiles. Comment le PCC comprend-il cette contradiction ?

C'est la vision traditionnelle des marxistes-léninistes : ils luttent pour survivre et vaincre le camp impérialiste, qui tenterait toujours de les infiltrer et de les renverser. En 1982, Deng Xiaoping a eu cette magnifique formule : « [des] outils capitalistes dans des mains socialistes ». Nous pouvons nouer des joint-ventures, laisser venir des étrangers avec leurs investissements et leurs usines. Nous n'avons rien à craindre tant que cela reste dans les mains des socialistes, qui gardent le contrôle des moyens de production. Lors de l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, la Chine a eu la permission de ne pas rendre sa monnaie convertible, de ne pas adopter un taux de change flottant, de ne pas réformer ses entreprises d'État. Résultat, personne ne peut la concurrencer, car l'État peut toujours rendre des terres disponibles, subventionner l'énergie, fournir de la main-d'œuvre bon marché, abaisser ses règles de sécurité ou environnementales... Même le Bangladesh ne parvient pas à concurrencer la Chine dans l'industrie textile !

Croire en de possibles réformes était soit très naïf, soit extraordinairement mal informé, soit, la plupart du temps, une excuse pratique pour faire de l'argent en Chine.

La politique de coopération occidentale avec la Chine supposait que l'ouverture économique produirait des réformes politiques. Était-ce une erreur ?

Pour le comprendre, il suffisait de lire la Constitution chinoise, et les déclarations de la presse d'État. Croire en de possibles réformes était soit très naïf, soit extraordinairement mal informé, soit, la plupart du temps, une excuse pratique pour faire de l'argent en Chine. Ceux qui l'assurent encore, comme Henry Kissinger ou Henry Paulson, ont fait, et continuent de faire énormément d'argent en Chine. Proclamer sa croyance dans des réformes politiques justifie d'investir en République populaire de Chine, sans tenir compte du fait qu'il n'y a aucun syndicat en RPC, aucun droit de grève, aucune liberté d'expression... Cette hypocrisie est scandaleuse.

22 octobre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/politique/louis-boyard-elisabeth-borne-a-un-esprit-de-dictateur-22-10-2022-2494814_20.php

Louis Boyard : Élisabeth Borne a « un esprit de dictateur »

ENTRETIEN. Le député LFI-Nupes fustige le choix de la Première ministre de recourir au 49.3, au mépris des débats menés par l'Assemblée.

Propos recueillis par [Thibaut Déléaz](#)

Publié le 22/10/2022 à 08h00 - Modifié le 22/10/2022 à 10h50

Louis Boyard ne décolère pas. Au terme d'une semaine de débats intenses à l'Assemblée nationale et le déclenchement, par deux fois, du 49.3 par Élisabeth Borne pour faire passer en force le projet de loi de finances (PLF) et le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS), le député LFI-Nupes fustige un gouvernement incapable selon lui de supporter les débats. Un exécutif coincé dans l'impasse d'une Assemblée où il n'a plus la majorité absolue.

De son siège dans l'Hémicycle, l'élu du Val-de-Marne diagnostique l'essoufflement du modèle politique français et en appelle à la rue pour faire pression sur le gouvernement et changer la société. Avec une conviction pour le deuxième plus jeune député de cette législature : la jeunesse doit jouer un rôle de premier plan dans ce bouleversement. Entretien.

Le Point : Les motions de censure déposées par la Nupes comme le RN après le déclenchement du 49.3 n'ont aucune chance d'aboutir, chacun refusant de voter celle de l'autre et LR restant en retrait... Est-ce vraiment utile ?

Louis Boyard : Le rôle d'une opposition, c'est de s'opposer. Qu'est-ce qu'on devrait faire ? Ne pas déposer de motion de censure, se taire et faire comme si de rien n'était ? C'est à chacun de prendre ses responsabilités, et particulièrement à LR. C'est LR la clé du problème. Mais ils sont devenus une majorité élargie puisque c'est une opposition qui ne s'oppose pas.

Les Républicains ne sont pourtant pas des soutiens du gouvernement...

Les LR ont peur de la clarification politique. On en a pourtant besoin. On a un président de la République qui n'a participé à aucun débat pendant l'élection présidentielle et qui, fait inédit, a été battu aux élections législatives. Il se retrouve maintenant en minorité : c'est bien la preuve qu'il y a des questions politiques qui n'ont pas été tranchées dans le pays. La motion de censure apporte une première pierre à cette clarification politique. LR n'en veut pas. Pourquoi ? Parce qu'ils y perdraient, parce qu'en vérité, une majorité de Français ne veut plus de cette politique austéritaire.

Pourquoi ne pas envisager de voter la motion de censure du RN alors que vous partagez, sur ce point, le même objectif ?

La motion de censure du Rassemblement national parle d'un record d'impôts. On ne peut pas voter cela dans un moment où on n'a jamais eu autant besoin de la solidarité nationale. Il faut aussi que la classe politique se rappelle qu'il faut lutter contre l'institutionnalisation du RN. Quand je suis arrivé ici, je n'ai pas serré la main aux élus RN : je pensais que c'était quelque chose

de normal, une pratique courante de l'Assemblée. Finalement, ça ne l'est pas, parce que ça a choqué beaucoup de gens. Donc on fait comme si le RN était un parti normal ? Nous, dans la Nupes, on est clairs sur le sujet. Est-ce que Jacques Chirac et Simone Veil, s'ils étaient élus dans cette Assemblée, se comporteraient comme LREM et LR avec le RN ?

La Constitution devrait être abandonnée pour une VI^e République.

La majorité présidentielle pointe pourtant qu'il vous arrive de voter comme le RN...

C'est un argument de mauvaise foi. LREM l'utilise grossièrement en prenant les Français pour des idiots. Regardez quand on a proposé un vote sur l'augmentation du smic. Par qui a été sauvé LREM ? Par le RN. Pourtant, nous n'irons jamais dire que ces deux partis sont la même chose. Ils ont, certes, la même ligne économique – c'est-à-dire une politique libérale au détriment des plus pauvres –, mais je ne ferai jamais l'amalgame. LREM, eux, jouent à un jeu dangereux.

La Première ministre justifie notamment le déclenchement du 49.3 par le fait que les oppositions avaient dit d'emblée qu'elles ne voteraient pas le texte. N'était-ce pas une erreur stratégique de votre part ?

Non. Le projet de loi de finances, ce n'est pas une petite loi ou une formalité. On parle du budget de l'État, de son orientation pour l'année qui va suivre. Quand je vois l'orientation que veut prendre le gouvernement dès le début, je peux assurer que je ne suivrai pas cette trajectoire-là. Le débat était important et intéressant ; Élisabeth Borne elle-même l'a reconnu sur TF1. C'est le rôle de la représentation nationale de faire le budget de l'État, pas celui du gouvernement. Grâce aux débats, on a gagné l'exit tax et une taxe sur les super dividendes, et on aurait pu continuer. La Première ministre sort le 49.3 parce que ça ne lui plaisait pas de voir la représentation nationale élaborer son propre budget, alors que c'est comme ça que ça doit se passer. Elle nous renvoie à la Constitution, mais c'est elle qui ne la respecte pas !

Faut-il abandonner le 49.3 ?

Oui. Je pense aussi que c'est la Constitution qui devrait être abandonnée et qu'on devrait faire une VI^e République. On a un gouvernement VI^e qui a été nommé et qui a perdu les élections législatives, minoritaire à l'Assemblée nationale, qui refuse d'engager sa responsabilité devant le Parlement comme ça se fait de façon coutumière et qui utilise le 49.3 en masse. C'est bien la preuve que la V^e République est à bout de souffle. N'oublions pas aussi que la Constitution, c'est le pacte qui nous lie toutes et tous en tant que citoyens et qui fixe l'orientation que l'on veut donner à notre pays, la société que l'on souhaite. Notre Constitution actuelle a été écrite à une époque où Internet n'existait pas, où les femmes venaient à peine d'avoir le droit de vote et avaient peu de place dans la vie institutionnelle et politique, où on n'avait pas vraiment conscience de l'enjeu du réchauffement climatique. L'Assemblée constituante n'a jamais été aussi nécessaire et d'actualité.

Du côté de la majorité présidentielle, on rétorque que c'est la faute des oppositions, qui ne seraient pas dans la construction mais dans l'obstruction....

C'est prendre les Français pour des imbéciles. Encore une fois, Élisabeth Borne a elle-même admis que les débats étaient de bonne qualité. On réussissait à avancer, à faire passer des amendements... Ce n'est pas vrai de dire qu'on ne veut pas avancer. On travaille ensemble, on améliore les textes du gouvernement. Pourquoi utilise-t-elle le 49.3 ? Parce que ce qui est voté à l'Assemblée ne lui plaît pas. C'est un esprit de dictateur : ils ne peuvent pas accepter que la

représentation nationale vote des choses qui ne sont pas de la volonté du président de la République.

La Première ministre a tout de même annoncé garder une certaine d'amendements pour le texte du PLF passé en 49.3. N'est-ce pas un pas vers les députés ?

C'est de la com ! Quand l'Assemblée nationale vote des amendements, qui est Élisabeth Borne pour décider de retirer telle mesure ou d'en garder une autre ? Pourquoi retirer la taxe sur les superdividendes, alors qu'une majorité de Français y est favorable ? Si la V^e République est à bout de souffle, c'est à cause d'eux, et parce que leur légitimité politique est contestée. Ils sont complètement perdus, incapables de changer la vie des gens. Les prix augmentent, la pauvreté explose ; ils ne veulent pas augmenter les salaires. Dans certaines écoles, il fait dix degrés parce que les villes ne peuvent plus payer les factures d'énergie ; ils n'ont pas de solution. Le Giec dit qu'il nous reste trois ans pour agir, que notre système économique doit être profondément transformé ; ils n'avancent pas et font de la com.

22 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/21/en-allemande-les-verts-assument-desormais-une-politique-eloignee-de-leurs-fondamentaux_6146807_3232.html

En Allemagne, les Verts assument désormais une politique éloignée de leurs fondamentaux

Les racines contestataires du parti écologiste allemand semblent loin. Transformés par l'exercice du pouvoir, les Verts défendent des positions à rebours de leurs convictions, notamment sur le nucléaire ou l'aide militaire à l'Ukraine.

Par [Thomas Wieder \(Berlin, correspondant\)](#)

Publié hier à 15h00

Analyse. Les Verts allemands n'ont pas le remords du pouvoir. Dix mois après leur entrée au gouvernement, ils assument pleinement une politique qui, dans trois domaines qui leur sont chers, est pourtant souvent éloignée des positions défendues lorsqu'ils étaient dans l'opposition. C'est sur les questions de **défense** que l'évolution est la plus saisissante. A leur congrès de Bielefeld, en **1999**, les Verts s'étaient déchirés sur la participation de l'Allemagne à l'intervention de l'OTAN dans la guerre du **Kosovo**. Le oui l'avait emporté, mais après des débats enfiévrés. Une image est restée : celle du ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, aspergé de peinture rouge par des militants l'accusant de trahir les idéaux pacifistes du parti.

Vingt-trois ans plus tard, les Verts n'ont pas bronché quand le chancelier social-démocrate, Olaf Scholz, trois jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a proposé de créer un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour la Bundeswehr. Au gouvernement, ils sont même ceux qui poussent le plus pour que l'Allemagne intensifie son aide militaire à l'Ukraine. Lors de leur dernier congrès, qui s'est tenu à Bonn du 14 au 16 octobre, ces choix ont été plébiscités.

Quant au récent aval donné par le gouvernement à des **exportations de matériel militaire vers l'Arabie saoudite**, il n'a été que mollement contesté, la ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock, le justifiant par le fait qu'il s'agissait d'un contrat scellé sous Angela Merkel et que ses successeurs risquaient de décrédibiliser la parole de l'Allemagne en refusant de l'honorer... **Difficile d'imaginer que le même parti, il y a seulement un an, proclamait sur une de ses affiches pour les élections législatives : « Pas de livraisons d'armes dans les régions en guerre. »**

Origines contestataires

Sur les questions énergétiques et climatiques aussi, l'exercice du pouvoir a conduit les Verts allemands à faire des choix qu'ils n'avaient pas envisagés : remettre en service des centrales à charbon, construire des terminaux flottants de gaz naturel liquéfié, ou encore prolonger jusqu'à avril 2023 l'exploitation des trois dernières centrales nucléaires du pays encore en activité, alors qu'elles devaient fermer définitivement à la fin de l'année. Pour un parti dont l'histoire se confond avec celle du mouvement antinucléaire, la décision n'était pas évidente à assumer. Elle n'a provoqué aucune vague.

A Bonn, certaines de ces décisions ont toutefois fait l'objet de vrais débats. Une en particulier : l'extension de la gigantesque mine à ciel ouvert de Garzweiler (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) impliquant la destruction d'un village, Lützerath, devenu un lieu de manifestations pour les défenseurs de l'environnement. Lors du congrès, une motion emmenée par les jeunes du parti a tenté d'obtenir le sauvetage de Lützerath. Elle n'a pas été adoptée, et c'est le compromis défendu par la direction qui l'a emporté : pas de moratoire pour le village, mais un engagement scellé avec le géant énergétique RWE de fermer ses centrales à charbon dans la région dès 2030, soit huit ans plus tôt que prévu.

Que ces choix difficiles et parfois si éloignés des promesses faites par les Verts lorsqu'ils étaient dans l'opposition n'aient pas suscité plus de critiques à Bonn a frappé tous les observateurs. *« Un congrès*

partisan aussi sage qu'un congrès de pharmaciens », a justement résumé la *Süddeutsche Zeitung*, soulignant **qu'un si faible niveau de contestation aurait été inimaginable il y a encore quelques années dans ce parti qui garda longtemps dans sa culture militante le souvenir de ses origines contestataires, à l'époque, celle du début des années 1980, où il se définissait volontiers comme un « parti antiparti ».**

Ecole du pouvoir

Si les Verts allemands ont aujourd'hui si peu d'états d'âme à assumer leur politique au sein du gouvernement fédéral, c'est aussi – et peut-être surtout – **parce que des années de participation à des coalitions aux niveaux municipal et régional, tantôt avec la gauche, tantôt avec les conservateurs et parfois avec les libéraux, ont été pour eux une formidable école du pouvoir.** De sorte que lorsqu'ils ont rejoint le gouvernement fédéral, en 2021, ils avaient pour eux l'avantage de n'y avoir pas siégé depuis 2005 – soit l'attrait de la nouveauté –, tout en ayant celui d'avoir exercé des responsabilités dans la plupart des Länder – soit le capital de l'expérience.

Loin d'avoir le pragmatisme honteux, les Verts allemands le revendiquent. Quant au pouvoir, ils l'assument, n'hésitant pas à reconnaître les « *dilemmes* » auxquels sont condamnés ceux qui l'exercent. **« Nous faisons de la politique par rapport à la réalité que nous avons devant nous et non par rapport à celle que nous aurions souhaitée »**, a martelé la cheffe du parti, Ricarda Lang, lors du congrès de Bonn. **« Nous revendiquons d'avoir pris nos responsabilités, et, croyez-moi, cela vaut la peine d'être au gouvernement »**, a, quant à lui, affirmé le ministre de l'économie, Robert Habeck.

C'est en faisant **une campagne résolument réformiste** que les Verts, en 2021, ont obtenu 15 % des voix, leur permettant non seulement de faire leur retour au gouvernement, mais d'y occuper les prestigieux ministères des affaires étrangères et de l'économie. Que ces deux portefeuilles soient détenus par le « duo » qui présidait le parti depuis 2018, Annalena Baerbock et Robert Habeck, explique sans doute pourquoi, près d'un an après leur arrivée au pouvoir, l'un et l'autre sont en tête des ministres les plus populaires. **« Realos » tous les deux – c'était d'ailleurs la première fois que deux représentants du même courant centriste se sont trouvés ensemble à la tête du parti** –, ils gouvernent aujourd'hui le pays comme ils dirigeaient leur parti, de sorte que le pragmatisme dont ils font preuve ne surprend personne. A commencer par leurs propres troupes.

22 octobre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/cem-ozdemirs-rede-zum-leo-baeck-preis-18404911.html?premium>

CEM ÖZDEMİR ZU LEO-BAECK-PREIS:

Kritik ja, aber niemals Boykott und Isolation

VON CEM ÖZDEMİR

-AKTUALISIERT AM 22.10.2022-08:21



Cem Özdemir bei seiner Rede zur Verleihung des Leo-Baeck-Preises. Bild: dpa

Keine Toleranz den Intoleranten: Die wehrhafte Demokratie darf dem Gespräch mit Antisemiten nie den Anschein der Normalität geben. Es reicht auch nicht, sich nur mit Floskeln zum Existenzrecht Israels zu bekennen.

Im April 1996 stand ich hinter einer Bühne neben einem deutschen Staatsbürger jüdischen Glaubens (so sein Selbstverständnis): Ich spreche von [Ignatz Bubis](#) seligen Angedenkens. Ich war seit zwei Jahren Mitglied des Deutschen Bundestages, und seither hatten sich unsere Wege immer mal wieder gekreuzt. 1995 sprachen er und ich beim Auftakt der – auch heute noch aktiven und notwendigen – Initiative Schule ohne Rassismus. Jetzt, 1996, wurde Ignatz Bubis in Stuttgart mit dem Theodor-Heuss-Preis ausgezeichnet, ich mit der Theodor-Heuss-Medaille.

Ignatz Bubis und meine Krawatte

Ich war ungemein nervös. Nicht nur angesichts all der namhaften Persönlichkeiten, die im Publikum saßen, sondern auch weil meine Eltern zugegen waren. Und was machte Ignatz Bubis? Er legte seine Hand auf meine Schulter, machte einen Scherz und beruhigte mich. Und dann half er mir auch noch beim Binden der Krawatte, weil er es nicht mitansehen konnte, wie ungeschickt ich mich dabei anstellte.

Ignatz Bubis war damals nicht nur Präsident des [Zentralrats der Juden](#) – er war quasi auch Sprecher der türkeistämmigen Community in Deutschland. Als am 29. Mai 1993 in Solingen fünf Angehörige der türkischen Familie Genc von Rechtsextremisten ermordet wurden, war die türkische Gemeinschaft sehr aufgewühlt – und dann sprach Ignatz Bubis in den Abendnachrichten. Er, dessen Familie in der Schoa auseinandergerissen und zerstört worden war, dessen Vater und Geschwister ermordet wurden. Er schaffte es, mit seinen Worten dem Schmerz, dem Zorn und der Angst vieler Migrantinnen und Migranten eine Stimme zu geben – und damit der Bundesregierung und der Bundesrepublik ins Gewissen zu reden.

„Für ein jüdisches Staatsoberhaupt nicht reif“

Es hatte seinen guten Grund, dass er 1993 als künftiger Bundespräsident im Gespräch war. Ich habe erst in der Vorbereitung dieser Rede in einem Text von Rafael Seligmann gelesen, dass Bubis damals erklärt hatte, Deutschland sei „für ein jüdisches Staatsoberhaupt nicht reif“. Das ist, auch nach bald 30 Jahren, beklemmend und traurig.

Seine Worte und sein Wirken haben auch meinen Weg geprägt und sicher auch dazu beigetragen, dass ich hier heute vor Ihnen stehe. Er ist eine der großen deutschen Persönlichkeiten der Nachkriegszeit.

„Ich habe versucht, Vergangenheit und Zukunft zu verbinden“, so hat Bubis sich einmal erklärt. Vergangenheit und Zukunft miteinander zu verbinden – das sollte selbstverständlich sein, gerade in Deutschland. Ist es aber nicht. Unser Land ist ohne die Schrecken des Nationalsozialismus nicht zu begreifen. Unsere Verfassung und unsere Grundhaltung zu den Menschenrechten sind direkte Auswirkungen der Verantwortung, die aus dem Holocaust folgt. Doch so wie wir Menschen Gefahr laufen, zukunftsvergessen zu handeln, so laufen wir auch Gefahr, vergangenheitsvergessen zu sein. Gerade dann, wenn die Gegenwart angesichts von Krisen so herausfordernd oder gar erdrückend ist, dass man nur auf Sicht fährt und meint, sich den Blick zurück sparen zu können.



Abraham Lehrer, Vizepräsident des Zentralrats der Juden, Cem Özdemir und Josef Schuster, Präsident des Zentralrates der Juden in Deutschland (von links). :Bild: dpa

Aber wer nicht zurückblickt, ist auch nicht davor gewappnet, von der Vergangenheit eingeholt zu werden. Wer nicht zurückblickt, der ist auch nicht vor jenen politischen Kräften gewappnet, die nur darauf warten, die vermeintlich lästige Vergangenheit im Bewusstsein endlich abzuschütteln – oder gar in der Gegenwart zu wiederholen. Kein Land dieser Welt kann einfach seine Vergangenheit abschütteln, aber wir ganz sicher am wenigsten.

Und das wertvollste, was aus den Lehren der Vergangenheit folgt, sind unser Grundgesetz und unsere liberale Demokratie. Gerade sie muss stets wehrhaft sein gegenüber ihren Feinden. Egal wie krisenhaft die Gegenwart, wie verunsichernd die Herausforderungen, wie bröckelig die Aussicht auf eine gute Zukunft – die liberale Demokratie ist der Grundstein unserer Freiheit und damit unseres Menschseins.

Wenn Demokratiefeinde an die Macht kommen

Nichts ist selbstverständlich, schon gar nicht die liberale Demokratie. Und sie ist es auch dann nicht, wenn sie in einem Land schon Jahrzehnte Bestand hatte und es geradezu unvorstellbar erscheint, dass man sich von ihr abwendet. Da wurden und werden wir schmerzhaft – und wohl etwas naiv – eines Besseren belehrt. USA, Türkei, Ungarn, Polen, Italien, Schweden – da fanden und finden keine Umstürze statt, sondern es sind (je nach Land mehr oder weniger) demokratische Wahlen, die Demokratiefeinde an die Macht führen.

Bei jeder Wahl in Frankreich warten wir gebannt und angespannt auf die Ergebnisse der zweiten Runden. Auch in Deutschland sitzen wieder Faschisten im Bundestag und in Landtagen, man muss es klipp und klar beim Namen nennen. In Ostdeutschland bilden sie laut Umfragen derzeit die stärkste Partei. In Sachsen und Thüringen waren sie es bei der Bundestagswahl. Stärkste Partei – was für eine unerträgliche Vorstellung, die Beklemmung auslösen muss bei allen, die sich als Patrioten sehen und einen guten Geschichtsunterricht hatten.

Antiliberalismus und Antisemitismus gehen stets Hand in Hand. Diese unheilvolle Allianz in der deutschen Geschichte und auch das historische Versagen des Bürgertums wurden inzwischen vielfach dokumentiert. Wo Antisemitismus grassiert, da werden auch unser Grundgesetz angegriffen und alles, wofür ein modernes, weltoffenes Deutschland steht. Und da, wo dieses moderne, weltoffene Deutschland angegriffen wird, da ist der Antisemitismus nicht weit.

Die liberale Demokratie muss sich beweisen

Es wäre falsch, nur darauf zu vertrauen, dass eine liberale Demokratie aufgrund ihrer bloßen Existenz überzeugt und den unzerstörbaren Kitt einer Gesellschaft bildet. Vielmehr muss die liberale Demokratie auch in ihrer alltäglichen Praxis und durch Entscheidungen der durch sie legitimierten Verantwortlichen nachweisen, dass sie tatsächlich besser ist als alle anderen Alternativen. Demokratie muss in der Lage sein, Krisen zu lösen. Sie muss sozialer Ungleichheit Schranken setzen, für eine funktionierende Infrastruktur sorgen, die öffentlichen Einrichtungen wie allem voran unsere Schulen stärken und sozialen Aufstieg ermöglichen. Sie muss der Bevölkerung nachweisen, dass es fair zugeht.

Ich stehe hier auch als Teil der Bundesregierung und stelle unumwunden fest: Bei all dem Genannten müssen wir Demokratinnen und Demokraten, trotz aller Meinungsunterschiede, besser werden. Auch das ist ein Teil unserer nicht verhandelbaren Verantwortung.

Aber – und das ist entscheidend: Keine tatsächliche oder vermeintliche Ungerechtigkeit dieser Welt kann und darf als Begründung für **Rassismus** und Antisemitismus herhalten. In diesem Sinne müssen wir stets eine klare und unmissverständliche Grenze zwischen Demokraten und Feinden der Demokratie ziehen, egal welcher Couleur.

Der Philosoph **Hans-Georg Gadamer** hat einmal erklärt: **„Ein Gespräch setzt voraus, dass der andere recht haben könnte.“** Ich schätze diesen Gedanken sehr, weil Demokratie auch davon lebt, die eigene Selbstgewissheit zu irritieren und zu hinterfragen. Aber es muss uns auch stets klar sein, dass ein Dialog selbst bereits den Anschein der Normalität erwecken kann. Und dieser Anschein der Normalität darf niemals aufkommen und einkehren, wenn wir es mit Antisemiten und Rassisten zu tun haben.

Die Wirkung von Argumenten hat ihre Grenzen

Die Wirkung vernünftiger Argumente hat ebenso ihre Grenzen wie Sozialpädagogik oder Resozialisierung. **„Uneingeschränkte Toleranz führt mit Notwendigkeit zum Verschwinden der Toleranz“, so hat es Karl Popper als Paradoxon der Toleranz treffend auf den Punkt gebracht.** Und er hat weiter erklärt: „Denn wenn wir die uneingeschränkte Toleranz sogar auf die Intoleranten ausdehnen, wenn wir nicht bereit sind, eine tolerante Gesellschaftsordnung gegen die Angriffe der

Intoleranz zu verteidigen, dann werden die Toleranten vernichtet werden und die Toleranz mit ihnen“.



Der ehemalige Berliner Oberrabbiner und Präsident der Reichsvertretung der deutschen Juden, Leo Baeck (1873 - 1956). :Bild: dpa

Deshalb gilt: Aus den dunkelsten Kapiteln deutscher Geschichte Lehren für die Zukunft zu ziehen bedeutet auch, dass die liberale Demokratie wehrhaft sein muss – mit allen Mitteln, die es dazu bedarf. Sie muss all ihre vorhandenen Waffen nutzen, um wehrhaft gegenüber Ideologien und Bewegungen zu sein, die die Demokratie aushöhlen und abschaffen wollen – ob rechtsextrem, linksextrem oder radikal islamistisch.

Wehrhaft zu sein bedeutet aber auch zu verstehen, dass Wahlen allein kein Garant sind, um die liberale Demokratie vor ihren Feinden zu schützen. Vielmehr geht es darum, die Fähigkeit zur Selbstkorrektur zu bewahren, insbesondere die Unabhängigkeit der Justiz, die Freiheit der Wissenschaft und nicht zuletzt die Freiheit der Presse.

Auch die Presse muss Kritik ertragen

Apropos Presse: Dazu gehört übrigens auch, dass die Presse selbst kritikfähig sein, Kritik ertragen und annehmen muss – auch der öffentlich-rechtliche Rundfunk. Aber auch diese Kritik sollte sich bewusst sein, dass der öffentlich-rechtliche Rundfunk eine zentrale Säule der freien und gründlich informierten Meinungsbildung in Deutschland ist. Kritik sollte daher dazu dienen, ihn besser zu machen – und nicht, um an dieser Säule zu sägen und sie abzuschaffen.

Es sind diese Mechanismen der Selbstkorrektur, die in den USA als einer Demokratie den Wechsel von Trump zu Biden ermöglicht haben – aber umgekehrt in Russland komplett ausgeschaltet sind. Es sind genau diese Mechanismen der Selbstkorrektur, die in Israel als einer Demokratie politische Veränderungen ermöglichen – aber umgekehrt quasi vor unserer Haustür in Ungarn mit Füßen getreten werden. Dessen sollte sich jede und jeder bewusst sein, der wahllos verschiedene Staaten in einen Topf wirft.

In der Gegenwart erinnern

Vergangenheit und Zukunft zu verbinden bedeutet, sich in der Gegenwart zu erinnern. Wer in Deutschland lebt und Teil dieser Gesellschaft ist oder werden möchte, wer das Land verstehen will, muss den Nationalsozialismus und die Schoa begreifen: nicht im Sinne von Schuld, sondern von Verantwortung. Dabei spielt es keine Rolle, woher die eigenen Vorfahren stammen. Egal woher ein

Mensch kommt oder woher die Eltern und Großeltern stammen: In Deutschland ist auch die Vergangenheit unsere gemeinsame Heimat.

Selbstverständlich verändert sich die Erinnerungskultur auch, weil unsere Gesellschaft sich verändert. Die Zeitzeugen werden immer weniger, während immer mehr Kinder in unserer ethnisch vielfältigen Gesellschaft keinen familiären Bezug zum Nationalsozialismus und zum Holocaust haben. Die aktive Gestaltung einer Erinnerungskultur muss darauf reagieren, um die Erinnerung an die Katastrophe wachzuhalten und daraus moralische und politische Konsequenzen für unser Handeln zu ziehen.

Kein Kind dieser Welt, ob deutsch oder nicht, kommt als Antisemit auf die Welt. Aber viele können es werden, wenn wir das Thema vernachlässigen. Umso wichtiger sind Kita und Schule, nicht nur als Orte der Wissensvermittlung, sondern auch als Orte der aktiven Erziehung zur Demokratie als Lebenseinstellung gegen jede Art von Rassismus und Antisemitismus.

Erziehung zur Demokratie

Dafür braucht es überzeugte und überzeugende Pädagoginnen und Pädagogen. Es braucht Bund, Länder und Kommunen, die die Schulen bei diesem Vorhaben nicht allein lassen, sondern unterstützen. Im Idealfall passiert diese Erziehung zur Demokratie gemeinsam mit der Familie – im Ernstfall aber auch gegen ein Milieu, in dem die Werte unseres Grundgesetzes nichts gelten.

Ich habe es immer als meine Verantwortung empfunden, darauf hinzuweisen, dass es Antisemitismus nicht nur am rechten Rand oder auch im linken Spektrum gibt, sondern auch in muslimisch geprägten Milieus. Ja, so manche Linksliberale tun sich schwer damit. Ja, Muslime sind auch Opfer von Rassismus und Ausgrenzung – aber sie können eben auch Täter sein.

Ich führe hier keine Debatte, inwiefern das Muslimische tatsächlich relevant oder ursächlich ist. Was uns aber keinen Schritt weiterbringt, ist, wenn es nach Angriffen, Anschlägen oder aktuell angesichts des Barbarismus der sogenannten Sittenwächter und Revolutionsgarden im Iran stets heißt, das habe mit dem Islam nichts zu tun, und den Islam gebe es ja gar nicht. Religion prägt Kultur, Werte und Milieus, in denen Menschen aufwachsen. Man könnte sich drauf einigen, dass es nicht nur mit dem Islam zu tun hat – aber eben auch und das nicht in geringem Maße.

Judenhass ist der Kern des Islamismus

Ronya Othmann hat in einer Kolumne einmal verdeutlicht, dass Judenhass der Kern aller islamistischen Bewegungen ist. Und sie hat zu Recht darauf hingewiesen, dass Fernsehsender der Hamas, der Hizbullah oder aus der Türkei antisemitische Hetze auch in deutsche Wohnzimmer senden. Über Social Media wird manches dann weiterverbreitet. Wer sich offen zu seinem Judentum bekennt, muss sich in einigen Gegenden Berlins nicht nur vor Neonazis in Acht nehmen, sondern auch vor feindseligen Menschen aus muslimisch geprägten Milieus. Auch vor meiner Haustür in Kreuzberg oder Neukölln, was unerträglich und niemals hinnehmbar ist.

Wenn wir sagen, dass Rassismus und Antisemitismus keinen Platz in unserer Gesellschaft haben dürfen, dann müssen wir dem auch Taten folgen lassen. Das bedeutet dann auch, dass nicht das Kind die Schule wechseln sollte, das im Ramadan nicht fastet. Oder das Mädchen, das kein Kopftuch trägt. Und auch nicht das jüdische Kind sollte die Schule wechseln müssen, sondern diejenigen, die es drangsalieren und antisemitisch sind – und das muss ich dann auch herumsprechen, damit auch andere Eltern es verstehen.

Dabei muss ebenfalls klar sein: Keine realen oder nachträglich konstruierten familiären Entbehrungen von Menschen, die aus dem arabischen Nahen Osten stammen, können Hass rechtfertigen. Sie können und dürfen auch nicht das Fundament unseres außenpolitischen Selbstverständnisses infrage stellen. Das Fundament, das gesamtgesellschaftlich getragen werden muss: Israels Existenz ist der Kern der

außenpolitischen Identität der Bundesrepublik. Nur so wird außenpolitisch unsere nachdenkliche Erinnerungspolitik zu einer handlungsfähigen Verantwortungspolitik.

Dabei reicht es nicht, dass Israels Bestehen floskelhaft und formell anerkannt wird – daneben aber manches getan wird, um Israels Gesellschaft zu verteufeln, alle Konflikte der Welt in Israels Verantwortung zu schieben, Israels Sorgen zu entwerten und weniger legitim zu betrachten als die seiner Nachbarn oder anderer Länder der Welt. Ein Lippenbekenntnis zu Israels Existenz reicht eben nicht, wenn Israel umzingelt oder isoliert wird. Eine boykottierte Existenz ist keine Existenz.

Kritik ja, so wie wir andere Staaten kritisieren oder auch selbst kritisiert werden – aber niemals Boykott und Isolation. Wir müssen auch erkennen, dass genauso, wie Antiamerikanismus oder Antikapitalismus oder Antikommunismus antisemitisch sein kann, auch obsessive Kritik an Israel antisemitisch sein kann. Ronya Othmann hat einmal darauf hingewiesen, dass schon das Wort „Israelkritik“ bemerkenswert sei. Eine iranische Sportlerin hat vor wenigen Tagen ihren Wettkampf ohne Kopftuch bestritten – im Iran ist das ein Grund, um um sein Leben zu fürchten. Mahsa Amini wurde das Leben deshalb genommen, 22 Jahre jung. Aber gibt es den gängigen Begriff „Irakritik“? Oder „Syrienkritik“? Oder „Saudi-Arabien-Kritik“?



Nichts rechtfertigt diesen Hass: Demonstration von BDS-Gruppen vor dem Reichstagsgebäude in Berlin :Bild: Fritz Engel/Laif

Jörg Scheller, Professor für Kunstgeschichte, hat es in einem Tweet sehr treffend auf den Punkt gebracht. Er hat darauf hingewiesen, dass man unter Akademikern endlos über die Frage räsoniert, wo genau die Grenze zwischen Israelkritik und Antisemitismus laufe. Er hat das mit einem treffenden Gedankenspiel veranschaulicht. Ich zitiere: „Aus Protest gegen die Finanzierung internationalen Terrors rief ein transnationales Bündnis, darunter viele Linke aus der Kulturszene, die Kampagne Boycott, Divestment and Sanctions ins Leben, um Iran wirtschaftlich, kulturell und politisch zu isolieren.“ Er hat dieses Gedankenspiel mehrfach wiederholt mit Russland, China, Kuba, Syrien, Saudi-Arabien, Afghanistan. Und er schließt dann mit dem Hinweis, dass es verdächtig sei, wenn manche sich im Namen universeller Werte selektiv und ideologisch tendenziös solidarisieren und mit unterschiedlichen Maßstäben messen. „Antisemitismus“, so Scheller, „ist umso gefährlicher, je breiter das ideologische Spektrum ist, das ihm, und sei es unfreiwillig, die Tür öffnet. Von religiösen Gruppen, Rechtsradikalen und einer diffusen ‚Mitte‘ ist man Antisemitismus gewohnt. Kommen noch Linke dazu, zieht sich die Schlinge zu.“

Auch in der Debatte über Antisemitismus bei der Documenta konnte man irgendwann den Eindruck gewinnen, die begründete Kritik an den Verantwortlichen sei denen lästiger und problematischer als die Kunstwerke selbst. Wehrhaft bleibt unsere liberale Demokratie nur dann, wenn man keine Unterschiede macht, aus welcher Ecke Antisemitismus stammt. Wenn wir ihn ernsthaft bekämpfen,

dann müssen wir dies anerkennen und es vor allem in unseren Schulen und an unseren Universitäten auch angehen und bearbeiten – an der Wurzel.

Am Ende meiner Rede verbleibt mir zu hoffen, das Thema nicht verfehlt zu haben, indem ich die Vielfalt des jüdischen Lebens vernachlässigt habe. Ich bin meinem Gewissen und Herzen gefolgt und habe gesagt, was mich bewegt und beschäftigt. Aber ich wünsche mir, dass künftige Preisträgerinnen und Preisträger ihre Redezeit eines Tages guten Gewissens auch dafür nutzen können, mehr als ich über die Vielfalt jüdischen Lebens und jüdisch geprägter Kultur in Deutschland zu sprechen, die ein Geschenk für unser Land ist.

Cem Özdemir ist Bundesminister für Ernährung und Landwirtschaft. Es handelt sich um die leicht gekürzte Fassung der Rede, die er am Donnerstag in Berlin aus Anlass der Verleihung des Leo-Baeck-Preises des Zentralrats der Juden in Deutschland gehalten hat.

21 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/mathieu-bock-cote-qu-appelle-t-on-recuperation-politique-20221021>

Mathieu Bock-Côté: «Qu'appelle-t-on récupération politique?»

Par Mathieu Bock-Côté

Publié il y a 7 minutes, mis à jour il y a 7 minutes



Il y aurait en ce pays des «charognards», des «ordures», même, ces mots furent utilisés, qui chercheraient à instrumentaliser de cynique manière le calvaire de Lola, pour occuper l'espace politique. GONZALO FUENTES/REUTERS

CHRONIQUE - Cette accusation n'est-elle pas l'autre nom d'un monopole revendiqué par la plus grande part du système médiatique sur l'interprétation légitime des phénomènes sociaux?

De quelle manière parler du martyr de la petite Lola? Le concept de fait divers est inadéquat, même si on prend la peine d'ajouter qu'il est atroce, pour marquer son caractère exceptionnel, qui nous plonge au cœur du mystère du mal. Son caractère nous empêche d'y voir aussi une manifestation parmi d'autres, quoique extrême, de la délinquance qui a transformé l'insécurité généralisée en fait de société. Cela exige de faire preuve de discernement, de finesse, ce qui ne devrait pas interdire de réfléchir aux dimensions sociologiques et collectives de ce drame, notamment lorsqu'on a constaté que la meurtrière présumée avait reçu une OOTE, et plus encore lorsqu'on fut bien obligé d'avouer qu'il n'est pas si rare que des individus dans la même situation illégale commettent des crimes violents contre les Français.

Très vite, toutefois, ce discernement fut interdit, sous prétexte d'empêcher toute «récupération» politique. Le terme était vague, presque indéfinissable, mais plein de reproches. Il y aurait en ce pays des «charognards», des «ordures», même, ces mots furent utilisés, qui chercheraient à instrumentaliser de cynique manière le calvaire de Lola, pour occuper l'espace politique.

Qui a voulu, cette semaine, jouir de son appartenance au consensus médiatique devait impérativement dénoncer les «récupérateurs», en se réclamant de la «dignité» et de la «pudeur». Qui se joignait au chœur des accusateurs envoyait par là un signe de vertu ostentatoire à la caste médiatique, peut-être aussi dans l'espoir d'y appartenir. La colère populaire fut culpabilisée par les prescripteurs de sentiments autorisés. On a même répété en boucle que la famille elle-même s'opposait aux manifestations. C'était faux, mais le régime se montre indifférent à la vérité, et a surtout le souci de conserver la maîtrise du récit médiatique et de neutraliser symboliquement les événements qui pourraient le fragiliser.

L'histoire de Lola aura réactivé l'antifascisme carnavalesque des tartufes : la véritable récupération politique n'était-elle pas là ?

Les «récupérateurs» sans vergogne furent associés, sans surprise, à l'«extrême droite». Et comme tous les chemins mènent à Rome, tous les discours mènent à la dénonciation de l'extrême droite, comme si

l'idéologie dominante était à ce point enfermée dans cette dénonciation rituelle qu'elle ne savait pas réagir autrement. En un semaine, l'histoire principale s'est inversée. Elle concernait d'abord Lola, elle concerne finalement cette puissance malveillante que serait le populisme identitaire, discours de hyène faisant scandale de tout malheur pour abattre la République. L'histoire de Lola aura réactivé l'antifascisme carnavalesque des tartufes: la véritable récupération politique n'était-elle pas là? Quant à l'accusation de récupération, n'est-elle pas l'autre nom d'un monopole revendiqué par la plus grande part du système médiatique sur l'interprétation légitime des phénomènes sociaux?

On s'est vite demandé toutefois à partir de quels critères on peut distinguer une colère populaire légitime d'une autre qu'on doit refouler. Ainsi, il était indécent d'exposer sur les réseaux sociaux le visage de Lola. Mais ceux qui disaient cela étaient souvent les mêmes à avoir diffusé, il y a quelques années, la photo du petit Aylan. De même, il était, nous disait-on, ignoble de manifester pour la mémoire de Lola. Mais pourquoi n'était-ce pas le cas, il y a deux ans, après l'affaire George Floyd, qui a conduit aux émeutes ethniques sous la bannière de Black Lives Matter? Quel est le mécanisme derrière ces indignations sélectives?

On comprend qu'un principe inavouable mais bien réel structure la vie publique. Si la victime peut être considérée comme appartenant aux catégories historiquement «discriminées» par la civilisation occidentale, on y verra un fait sociologique avec une dimension systémique. On parle ici des «minorités». Mais si la victime appartient à ce que la sociologie diversitaire associe au groupe majoritaire, il ne faudra y voir qu'un fait divers qui d'aucune manière ne devrait remanier la trame de fond du débat public et nous amener à nous mobiliser, pour qu'une telle histoire n'arrive plus ou, en tout cas, le moins souvent possible.

De cette semaine éprouvante, on retiendra une leçon: le système médiatique conserve une capacité exceptionnelle de manipulation de l'opinion et sait la retourner sans trop d'efforts, en jouant sur le registre de l'intimidation. Le récit médiatique dominant embrouille le rapport au monde au point de le falsifier, et condamne chacun à faire un effort immense pour décrypter le sens des événements, en se délivrant de la tutelle de la nouvelle *Pravda*. N'aurait-il pas été plus sain de pleurer simplement le sort de cet enfant sans diaboliser ceux qui voulaient exprimer leur refus fondamental d'une société rendant son calvaire possible?

21 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/21/441216-affaire-lola-pourquoi-la-recuperation-politique-gene-les-pro-de-la-politique>

Affaire Lola : pourquoi la « récupération politique » gêne les pro de la politique

[Claire Libercourt](#)

Analyser l'affaire dévoile crûment deux escroqueries politiques monumentales que tout le monde médiatique fait mine d'ignorer superbement.

Publié le 21 octobre 2022

Le [meurtre de Lola](#), par son caractère abominable, a provoqué la colère et l'effroi dans l'opinion publique. Comment un crime aussi terrifiant a-t-il pu être commis ? Quel esprit malade a pu s'en prendre à une petite fille innocente de manière aussi barbare ?

Très vite, la recherche des responsables et des coupables s'est emparée des esprits : un crime aussi odieux ne pouvait avoir été perpétré que par un esprit diabolique, répondant à des motivations tout aussi extraordinaires.

Les premières causes invoquées sur les réseaux et dans les médias évoquaient un trafic d'organes ou encore des sectes associées à la principale suspecte. Finalement, ces pistes se sont révélées être des impasses, et ce sera à la justice d'enquêter pour savoir le fin mot d'histoire sordide dont le gouvernement a du mal à évaluer la portée politique.

Attention à la récupération politique !

En effet, les premières réactions de la Macronie sonnaient comme des rappels à l'ordre : attention aux récupérations de ce « fait divers » par l'extrême droite, attention à une « instrumentalisation politique » nécessairement déplacée pour pousser l'agenda politique de la bête immonde dont le ventre est encore fécond. Il faut dire qu'à la droite de la droite, il n'a pas fallu longtemps pour colorer les prises de position indignée par des considérations xénophobes ou mêmes racistes une fois révélées les origines algériennes de la suspecte.

Il n'est pourtant pas nécessaire d'être diplômé de Science Po ou titulaire d'un doctorat pour constater que la « politisation » des affaires les plus tragiques ou des plus sordides fait partie du quotidien de l'activité politique en France.

De l'[affaire Adama](#) à l'[affaire Theo](#), de la [tragédie du petit Aylan](#) ou de l'[assassinat de Samuel Paty](#), à tort ou à raison les factions et les groupes d'intérêt réclament prises de conscience et réforme en s'appuyant sur de tels crimes et délits. Telle affaire témoigne de la violence policière, du racisme systémique, de la partition islamiste de la société, etc.

Dans certains domaines, l'industrie victimaire est même devenue un [véritable business parapolitique](#). Exciter les passions populaires pour ensuite se poser comme médiateur entre les professionnels de la politique et les électeurs est un modèle économique à part entière. C'est aussi ça, la politique sans le romantisme.

Alors pourquoi l'affaire Lola ne serait pas « politique » là où celle adouée par la classe politique et les médias dominants ne le serait pas ? Là encore, la réponse n'est pas non plus trop difficile à trouver.

Elle ne sert pas l'agenda politique gouvernemental ou celui des différents groupes de pression professionnels qui vivent de l'argent public.

Deux escroqueries fondamentales

Pire encore, analyser l'affaire dévoile crûment deux escroqueries politiques monumentales que tout le monde médiatique fait mine d'ignorer superbement :

La [montée de l'insécurité](#), et donc l'effondrement du régalien, est affolante et pointe du doigt la nullité politique de nos élites bureaucratiques. Elle touche principalement les classes populaires, et les rodomontades sécuritaires de Gérard Darmanin n'impressionnent finalement que les éditorialistes de France Inter. Les pouvoirs publics sont [incapables de réagir](#) face à l'[ensauvagement](#) d'une partie de la population, et c'est la justice et la police qui aujourd'hui reculent partout sur un territoire national que lui contestent islamistes, trafiquants et communautarismes.

La bureaucratie tentaculaire qui paralyse la France produit une montagne de papiers inutiles qui masque son impuissance réelle. La principale suspecte était [sous le coup d'une Obligation de quitter le territoire français](#) : elle n'a jamais été reconduite à la frontière, et de toute manière, [ce n'est pas prévu par le texte juridique](#). Pour elle, ce n'était qu'un papier parmi tant d'autres qui a dû finir à la poubelle comme la pub qu'on reçoit quotidiennement dans nos boîtes aux lettres.

Le problème n'est pas « l'instrumentalisation politique » du meurtre de Lola : il est humain de vouloir comprendre, et pour comprendre, il faut contextualiser et insérer le cas particulier dans la trame générale de la vie sociale, économique et politique d'aujourd'hui à partir de ce qu'on connaît.

De là, il est possible de tirer des conclusions, de demander des réformes ou de porter à l'attention du public ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas au sein de nos institutions. C'est en fait le cœur de l'activité civique démocratique : s'impliquer, porter à la connaissance du public des problèmes communs, demander des comptes aux édiles en cas de défaillance.

Ce besoin de comprendre et d'expliquer doit se faire cependant en connaissance de cause, ce que beaucoup oublient sur les réseaux sociaux : c'est à la justice et à la justice seule qu'il revient de juger, et éventuellement de condamner les coupables dans un État de droit, certainement pas à la foule ou aux médias.

21 octobre (L'Express)

https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/l-inflation-ce-poison-durable-le-regard-sans-concession-de-jacques-de-larosiere_2181822.html

L'Express, no. 3720

Economie LIBRAIRIE DE L'ÉCO, jeudi 20 octobre 2022 450 mots, p. 53

Retour de l'inflation : la faute à qui?

EMMANUEL LECHYPRE

EN FINIR AVEC LE RÈGNE DE L'ILLUSION FINANCIÈRE PAR JACQUES DE LAROSIÈRE. ODILE JACOB, 138 P., 17,90 €.

Il existe un moyen assez imparable pour trier le bon grain de l'ivraie dans la très abondante moisson d'ouvrages sur les déséquilibres financiers qui menacent l'économie mondiale : s'enquérir de qui parle et d'où il parle... Difficile, dès lors, de ne pas faire ressortir du lot le dernier opus de Jacques de Larosière.

Son CV? Le plus beau de la République et l'un des plus prestigieux de la planète finance : directeur du Trésor (homme clef du ministère des Finances) sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, il part diriger le FMI en 1978, avant de devenir gouverneur de la Banque de France en 1987, puis président de la Banque européenne de reconstruction et de développement en 1993. Ses faits d'armes? Personne sur cette Terre ne s'est autant battu que lui contre l'inflation : en France, après le premier choc pétrolier, en Amérique latine et en Afrique au tournant des années 1980, en Europe centrale et orientale après la chute du mur de Berlin dans les années 1990. Fort de son expérience unique, Jacques de Larosière livre un regard sans concession sur la financiarisation de l'économie mondiale depuis trente ans, marquée par une envolée de l'endettement comme le monde n'en a jamais connu en temps de paix. Avec la complicité de banquiers centraux qui ont ouvert sans limite les vannes de l'argent facile, auquel les gouvernements ont massivement recouru pour éviter de s'attaquer avec des réformes courageuses aux problèmes qui minent nos économies : désindustrialisation, chômage, inégalités, inefficacité de la sphère publique.

Face à ces lâchetés, Jacques de Larosière rappelle quelques lois d'airain : oui, il y a des limites à l'endettement. Si l'activité nouvelle rendue possible par la dette ne génère pas les ressources additionnelles qui permettent à leur tour de rembourser les emprunts, alors celle-ci créera plus de problèmes qu'elle n'en résoudra. Au premier rang desquels le poison qu'est **l'inflation. Non, les taux d'intérêt nuls ne favorisent pas l'investissement, au contraire : jamais dans l'Histoire une période de croissance n'a été aussi longue sans hausse des investissements productifs, de la productivité et des revenus. Non, comme le croient pourtant les banquiers centraux, la corrélation entre monnaie, robuste depuis des siècles, et inflation, n'a pas disparu.**

Conclusion : tout plaide pour une hausse des taux d'intérêt. La lutte contre l'inflation, la nécessité de relancer l'investissement à long terme notamment pour financer la transition énergétique, doper la productivité, tuer les entreprises zombies, remuscler banques et assurances. Derniers atouts de ce livre : sa concision et l'abondance de graphiques et d'exergues, qui donnent encore plus de force à la démonstration.

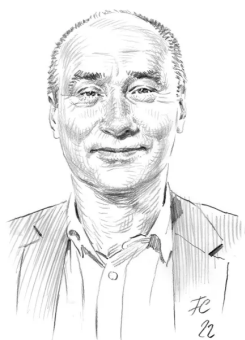
21 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/christophe-de-voogd-pourquoi-le-meurtre-de-lola-est-un-fait-politique-majeur-20221020>

Christophe de Voogd: «Pourquoi le meurtre de Lola est un fait politique majeur»

Par Christophe de Voogd

Publié hier à 19:15, mis à jour hier à 21:44



Christophe de Voogd, historien et président du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol, think tank libéral). *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - Le retentissement du meurtre de la jeune Lola dans le pays est encore renforcé par les déclarations étranges des pouvoirs publics ainsi que de nombreux élus et commentateurs, analyse l'historien, président du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique.

Évoquer le meurtre atroce de la petite Lola ne peut se faire sans de longues hésitations ; d'une part, parce que la retenue face au deuil est un devoir de civilisation plus encore que de civilité ; ensuite, parce que la famille a exprimé clairement son rejet de toute exploitation politique ; enfin, parce que cette exploitation justement fait rage de tous côtés et que le risque d'«en rajouter» menace toute prise de parole. C'est donc d'une main tremblante que le commentateur soumettra à la délibération collective des réflexions dont l'urgence lui paraît encore plus impérieuse que celle du silence et du respect.

Plus impérieuse, car l'exploitation politique est une chose, l'analyse politique en est une autre: or, cette tragédie, qu'on le veuille ou non, est d'ores et déjà un fait politique majeur.

Elle interroge d'abord directement la conduite des affaires du pays sur deux enjeux qui font l'objet d'une forte préoccupation des Français - là encore, qu'on le veuille ou non: l'immigration et la sécurité. Cette tragédie met en effet en jeu, dans son déroulement même, le statut de l'obligation de quitter le territoire français (OQTF) dont la principale suspecte était frappée et qui est restée sans suite. Malgré toutes les contorsions rhétoriques entendues ces derniers jours - contorsions sur lesquelles l'on reviendra -, un fait «incontournable» demeure, comme l'a rappelé le pragmatique David Lisnard: si cette OQTF avait été appliquée, Lola serait toujours vivante.

Et, malgré la grande spécificité de l'affaire, c'est là sa différence avec un fait divers qui renvoie à la présence au mauvais endroit et au mauvais moment, selon l'expression consacrée, de la victime, pas à celle de l'agresseur. Dès lors que se multiplient les cas de violence extrêmes commises par «des personnes qui n'auraient pas dû se trouver là», il est légitime de parler de faits de société et

d'interroger les politiques publiques qui ont, d'une façon ou d'une autre, permis cette présence indésirable.

Force est de constater que les déclarations et les commentaires entendus ces jours-ci constituent un florilège des pires ruses argumentatives repérées et dénoncées au cours de l'histoire de la rhétorique, de Platon à Schopenhauer

Mais ce qui rend la tragédie de Lola encore plus politique, ce qui met en jeu le fonctionnement même de la cité et nous conduit au cœur de notre démocratie, de ses mécanismes et de ses failles, c'est le fossé immense qu'elle révèle entre le «cadrage» du débat public qui s'en est suivi et la réaction populaire ultramajoritaire. Pour parler comme Raymond Boudon, ce qui est en jeu, ici, c'est la compétence morale du peuple confrontée à un discours dominant en total décalage. Peu suspect de démagogie et encore moins de populisme, ce sociologue - si marginalisé de son vivant et si regretté depuis sa disparition - faisait observer, dans une note lumineuse commandée par la Fondation pour l'innovation politique, que cette compétence morale n'était ni une illusion ni un vœu pieux, mais le postulat même de la démocratie représentative. Le peuple y est en effet le souverain et doit se prononcer de façon éclairée - comme disait le siècle des Lumières, si bien nommé - sur les enjeux collectifs comme sur le choix de ses mandataires.

Bien sûr, ce peuple peut s'égarer ; mais, comme le dit l'adage, il est impossible de tromper tout le monde tout le temps, surtout dans un pays de vieille culture démocratique. Or, ce à quoi l'on assiste ces derniers jours, c'est à la mise à mal de deux principes fondamentaux de cette compétence morale: le bon sens, d'une part, fondé sur le respect des faits et des règles de la logique ; et de l'autre, le principe de justice, c'est-à-dire d'équité, qui veut que l'on traite des situations analogues de manière identique et, inversement, des situations différentes de manière distincte.

Or, force est de constater que les déclarations et les commentaires entendus ces jours-ci constituent un florilège des pires ruses argumentatives repérées et dénoncées au cours de l'histoire de la rhétorique, de Platon à Schopenhauer.

Que dire par exemple de cette «série noire de faits divers», oxymore sidérant s'il en est? De cette «obligation de quitter le territoire qui n'est pas obligatoire»? De cet étrange raisonnement qui veut que «si la suspecte avait eu des papiers en règle, l'horreur du crime n'aurait pas été moindre»? De cette inversion victimaire qui met en avant les violences conjugales subies par cette dernière? De ce «sentiment d'insécurité qui n'est pas étayé par les faits» dont nous parlent les tenants sur tant d'autres sujets du «respect absolu du ressenti»? De cette «décence devant le deuil», invoquée par ceux-là mêmes qui ont battu estrades, plateaux et réseaux sociaux lors du meurtre de George Floyd? Enfin, de cette dénonciation, par des personnalités et des formations elles-mêmes politiques, de «l'exploitation politique du drame par l'extrême droite xénophobe»?

Le spécialiste de l'argumentation n'aura pas de difficulté à repérer les tours et détours de cette rhétorique abusive: du déni pur et simple à la substitution du sujet, en passant par la contradiction in terminis et par l'argument de l'ignorance («il n'y a pas de statistiques ethniques en France donc on ne peut rien dire sur la part des immigrés dans la délinquance»).

La violation systématique du bon sens et du principe d'équité provoque l'exaspération des Français, soumis à la torture de la dissonance cognitive et à l'écartèlement du « deux poids, deux mesures

Mais ce qui est en jeu est bien plus sérieux: la violation systématique du bon sens et du principe d'équité provoque l'exaspération des Français, soumis à la torture de la dissonance cognitive et à l'écartèlement du «deux poids, deux mesures». D'où leur oreille de plus en plus attentive au discours qui voudrait bien, par un sophisme inverse, assimiler immigration et délinquance.

On ne fera pas de procès d'intention à tous ceux qui mettent au-dessus de l'honnêteté intellectuelle le souci de «ne pas faire le jeu de l'extrême droite». Mais on leur fera remarquer, pour parler comme Max

Weber, qu'à force de saper tous les repères de la logique et de la morale leur éthique de conviction risque d'aboutir très précisément au résultat contraire.

Il se trouve que Max Weber est l'un des grands inspirateurs de Raymond Boudon, et on lui doit, comme le rappelle ce dernier, l'idée que *«le principe de dignité humaine est à l'origine de la notion de citoyenneté»* et qu'elle trouve sa source première dans l'*Épître aux Galates* de Paul. Il faudrait sans doute y ajouter l'héritage de l'universalisme stoïcien et le droit romain. Or, c'est bien cette dignité - lieu de convergence bien identifié au demeurant par le dialogue interreligieux - qui, seule, peut nous permettre de prendre un peu de hauteur dans la polémique ambiante. Rares sont les hommes politiques qui le rappellent, mais ils existent. Or, nul doute que cette inspiration est l'une des voies pour sortir de l'impasse du débat politique, où la victimisation générale fait trop souvent oublier les vraies victimes: celles dont la dignité justement a été bafouée en même temps que la vie leur a été ôtée.

L'une d'elles s'appelait Lola. Nous lui devons donc, comme le dit si bien l'expression courante, «un sursaut de dignité».

21 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/xavier-driencourt-alger-refuse-de-reaccueillir-les-algeriens-qui-sont-en-situation-irreguliere-en-france-20221020>

Xavier Driencourt: «Alger refuse de réaccueillir les Algériens qui sont en situation irrégulière en France»

Par [Alexandre Devecchio](#) et [Guillaume Perrault](#)

Publié hier à 19:16, mis à jour hier à 19:49



Xavier Driencourt. *Fabien Clairefond*

ENTRETIEN - L'ancien diplomate* explique l'état d'esprit des autorités algériennes, qui refusent d'accueillir les Algériens résidant en France et visés par une OQTF. Et il expose ce que peut faire le gouvernement français sur ce sujet.

**Ambassadeur de France à Alger entre 2008 et 2012, puis entre 2017 et 2020, Xavier Driencourt est l'auteur de «L'Énigme algérienne. Chroniques d'une ambassade à Alger» (Éditions de L'Observatoire, 2022),*

LE FIGARO. - L'affaire Lola attire l'attention publique sur les obligations de quitter le territoire français (OQTF), presque toujours inexécutées. Certains pays, en particulier l'Algérie, refusent de reprendre leurs ressortissants entrés ou restés illégalement en France. Pourquoi?

Xavier DRIENCOURT. - Beaucoup de pays refusent de reprendre les clandestins, le Maroc comme l'Algérie, la Tunisie comme le Mali. À ce refus, plusieurs raisons. D'une part, j'ai souvent entendu à Alger un argument assez spécieux, brandi officiellement par les diplomates algériens dans des réunions à haut niveau, argument comme quoi ces irréguliers seraient le «fruit d'une certaine occidentalisation», de notre «mauvaise éducation», ils auraient été en quelque sorte «contaminés» par nos «mauvaises mœurs» et on ne tient pas à voir revenir en Algérie ces mauvais sujets... qui d'ailleurs rentrent au pays mal accueillis par leur entourage. Et on nous disait cela sans rire.

D'autre part, pour tous ces pays, pas seulement l'Algérie, cette émigration irrégulière de jeunes turbulents est aussi une variable d'ajustement démographique pour des pays dont 70 % de la population a moins de 30 ans! Dans le fond, on nous «repass» le problème en quelque sorte. Alors, les reprendre est un peu compliqué. Et puis, parfois, je dis bien parfois (mais j'ai entendu cela), on perçoit l'idée sous-jacente, en filigrane, que, dans le fond, tout ceci serait le résultat de la colonisation, ce serait en quelque sorte le prix à payer pour plus d'un siècle de colonisation...

Une partie des observateurs et de la droite appellent à dénoncer les accords franco-algériens du 27 décembre 1968. Que contiennent ces accords?

Ces accords du 27 décembre 1968 ont été négociés et signés à une époque, celle des Trente Glorieuses, où la France cherchait, dans la foulée des accords d'Évian, à faire venir en France une main-d'œuvre algérienne francophone. De ce fait, ces accords comprennent de nombreuses dispositions dérogatoires par rapport aux autres nationalités, y compris les Marocains et les Tunisiens: certificat de résidence de 10 ans, régularisation des sans-papiers facilitée, regroupement familial accéléré, conditions d'intégration dans la société française assouplies par rapport aux autres nationalités, visas étudiants assez généreux etc. Beaucoup de facilités donc au bénéfice des Algériens.

Pour autant, les accords de 1968 ne créent pas, pour un ressortissant algérien résidant en France, de dispositif dérogatoire et plus favorable s'il est visé par une OQTF. Les accords de 1968 portent uniquement sur les conditions d'arrivée et d'installation des Algériens en France.

Les principaux moyens de pression de la France, ce sont les visas et les accords de 1968

Xavier Driencourt

Les autorités algériennes tiennent tout particulièrement à ces accords de 1968. Nous avons essayé à plusieurs reprises de les renégocier, la dernière fois c'était en 2011, et à chaque fois, les accords ont été maintenus et modifiés à la marge. On pourrait effectivement considérer que ces accords de 1968 sont dépassés, car le contexte politique et économique a changé et donc mettre fin à ce dispositif. Il faudrait se mettre autour d'une table avec les Algériens et, de bonne foi, revoir tout le dispositif. Ce sera difficile, car il faut une forte volonté politique ; cela provoquera une crise diplomatique avec l'Algérie. C'est un peu «l'arme atomique» dans nos relations avec Alger.

La France dispose-t-elle de moyens de pression? Peut-on par exemple bloquer certains transferts d'argent privé vers l'Algérie venant de l'immigration, comme Arnaud Montebourg l'avait proposé avant de se rétracter?

Autant cela peut marcher avec certains pays, autant avec l'Algérie cela me paraît inopérant. Les transferts privés bancaires sont peu nombreux car le dinar algérien est inconvertible. Deuxièmement, il existe un cours parallèle du dinar algérien, il existe un marché noir du dinar paradoxalement «officiel» en Algérie, qui se fait de la main à la main, en espèces. Et vous avez des sites internet qui indiquent la cotation parallèle de l'euro vs dinar. Par ailleurs, compte tenu de la forte communauté algérienne ou binationale en France, les transferts d'argent se font principalement dans les arrière-cafés de la Bastille, Saint-Denis ou Marseille pas par les banques ou Western Union. C'est un système de compensation privé entre un bistrot algérien et un particulier: je te donne des euros, au taux parallèle, contre des dinars que tu me donneras à Alger quand j'irai en vacances. Va-t-on contrôler tous les cafés kabyles de Paris? Soyons sérieux.

Il y a une gamme de moyens d'action que nous n'utilisons pas. Les principaux, pour parler net, ce sont les visas: ceux-ci sont absolument nécessaires à la société algérienne et Alger est soumis à une très forte pression interne. Fermer le robinet des visas, ou réduire fortement leur nombre, comme l'a fait le gouvernement français à l'automne 2021, a été assez efficace même si c'est évidemment douloureux pour la population algérienne.

On pourrait aussi réduire l'accès au territoire français aux - nombreux - détenteurs de passeports diplomatiques, qui sont distribués assez largement dans certains pays (pas en Europe) et exonèrent leurs détenteurs de l'obligation de visas. Une diminution des visas étudiants est également possible. Après, il y a la question des biens acquis en France par des dirigeants algériens. Les visas et les accords de 1968 sont de fait le levier principal.

21 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/social/les-greivculteurs-ces-extremistes-qui-bloquent-le-pays-20221021>

Les «gréviculteurs», ces extrémistes qui bloquent le pays

Par [Ghislain de Montalembert](#)

Publié il y a 3 heures



Les Français subissent le mouvement social actuel avec le sentiment de plus en plus désagréable d'être pris en otages. *Villette Pierrick/ABACA*

ENQUÊTE - Partant du bastion de la branche chimie de la CGT, historiquement jusqu'au-boutiste, les «gréviculteurs» ont engagé un bras de fer avec le gouvernement. Leur rêve: l'agrégation des mécontentements que prédit Jean-Luc Mélenchon depuis des mois.

Poursuite des blocages dans les raffineries, files d'attente interminables aux stations essence, marche contre la vie chère, appels à la mobilisation générale, manifestations interprofessionnelles du 18 octobre dans les transports, la fonction publique, l'éducation... **Les Français, au départ compréhensifs à l'égard des revendications des grévistes, commencent à en avoir ras le bol: ils subissent le mouvement social actuel avec le sentiment de plus en plus désagréable d'être pris en otages.** Impossible pour beaucoup d'aller travailler ou de se faire soigner, d'emmener ses enfants à l'école, voire de partir en vacances faute de carburant et peut-être de trains. **Une fois de plus, les syndicats ont choisi la manière forte: bloquer la France, son économie, ses centaines de milliers d'entreprises et ses millions de salariés qui n'ont que faire de savoir si les ouvriers des raffineries ou des centrales nucléaires, que l'on sait correctement rémunérés, seront augmentés de 5, 7 ou 10 % l'an prochain.**

Montrer les muscles

Comme d'habitude, la France qui bosse se tait. Elle n'a pas d'autre choix que **de subir la loi de la rue:** celle **des syndicats**, prêts à tout pour obtenir gain de cause sur le terrain des hausses de salaires ; celle de **l'opposition d'une gauche dure** qu'incarnent [Jean-Luc Mélenchon](#) et les troupes de la [Nupes](#), décidées à semer le chaos en France, rêvant de revivre les grandes heures de [Mai 68](#), du Front populaire, voire de 1789. **Le climat est d'autant plus tendu que se profilent à l'horizon des réformes qui n'enchantent guère tous ces rôleurs professionnels: la refonte de l'assurance-chômage et celle des retraites** tout particulièrement, que le gouvernement veut engager dès que possible malgré les réticences et les promesses de blocages, annonciatrices de bras de fer dévastateurs. Pour les syndicats les plus durs, le conflit social du moment n'est sans doute qu'un tour

d'échauffement, une manière de montrer les muscles, la mobilisation de leurs troupes... La dissuasion est une arme précieuse, en matière militaire comme sur le terrain du social.

La CGT se radicalise

Dans ce combat, la CGT est en première ligne. C'est elle qui a appelé à la poursuite de la grève dans les raffineries, malgré les accords signés par deux syndicats majoritaires, la CFDT et la CFE-CGC, chez Esso-ExxonMobil, puis chez TotalEnergies. La CGT, elle, a choisi de quitter la table des négociations. Sans rien signer du tout. *«Depuis le début du conflit, la CGT souhaite en découdre»*, analyse l'ancien conseiller aux affaires sociales de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, Raymond Soubie, président de la société de conseil Alixio. *«La Fédération chimie, qui est à la manœuvre depuis le début du conflit, est historiquement la branche la plus dure du mouvement. Elle veut profiter de la succession du secrétaire général Philippe Martinez, qui rendra son mandat en mars, pour faire prévaloir une ligne radicale, estimant que c'est la meilleure manière de contrer l'influence grandissante de la CFDT, sa grande rivale, dans la perspective des prochaines élections professionnelles. L'objectif, pour la CGT, est clair: il s'agit de démontrer qu'elle est la plus déterminée, la plus à même de défendre au mieux les intérêts des salariés.»* Les grandes manœuvres ont commencé!



Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, ne veut rien lâcher. LOU BENOIST

Drôle de pays où les syndicats sèment la zizanie quand ils l'entendent, alors même que leur légitimité ne cesse de décroître, année après année. Ils ne représentent que 8 % des salariés français, voire seulement 5 % en considérant uniquement le secteur privé. *«La confiance des Français dans les syndicats a beaucoup baissé. Elle se situe à peu près au niveau de celle qu'ils accordent aux politiques, ou aux banquiers!* reprend Raymond Soubie. *Mais mieux vaut des syndicats comme ceux que nous avons en France que pas de syndicats du tout*, précise-t-il. *Au moins, il y a des interlocuteurs avec qui on peut discuter, pour tenter de sortir de l'impasse. Le pire scénario, c'est quand il n'y a personne en face, comme dans le cas du mouvement des "gilets jaunes".»*

Où sont passés les adhérents?

Auteur, avec Rozenn Le Saint, d'une enquête qui fait référence, ***Le Livre noir des syndicats*** (Robert Laffont, 2016), Erwan Seznec s'inquiète toutefois de la **«déconnexion»** de ces derniers avec la base des travailleurs. *«Elle s'est accentuée à un point terrible*, explique-t-il. *Sur beaucoup de sujets, les syndicats sont devenus une force ultraconservatrice. Ils ont très peur de la nouveauté, refusent la réalité et s'accrochent comme jamais au maintien des avantages acquis. Ils vivent dans la nostalgie de la période des Trente Glorieuses, à l'époque où il y avait des augmentations de salaires tous les ans ou presque. Le syndicalisme est devenu une grosse machine*, ajoute le journaliste du magazine *Le Point*. ***Les syndicats roulent pour eux-mêmes et ne survivent que grâce aux aides publiques ou parapubliques. Les cotisations***

représentent aujourd'hui moins de 5 % de leurs ressources. La France est le seul pays d'Europe, peut-être même du monde, où les syndicats n'ont pas besoin d'adhérents!»

Seuls îlots de résistance: **la fonction publique où le taux de syndicalisation atteint 16 %** (la France compte trois syndicalistes du public pour un syndicaliste du privé alors que ce devrait être l'inverse, avec 15 millions de salariés du privé et 5 millions de fonctionnaires) et un certain nombre de bastions dans lesquels **l'influence des syndicats reste importante. Exemple: les contrôleurs aériens, les dockers, EDF, la SNCF, la RATP... ou encore les raffineries. Et, comme par hasard, ces secteurs sont ceux qui comptabilisent le plus de grèves.** Les salariés y seraient-ils plus mal traités que les autres? «**Bien au contraire**, reprend Erwan Seznec. **Ce ne sont jamais les plus mal payés qui font grève.** Les petits salaires se contentent de faire un débrayage sauvage ; ils gagnent ou ne gagnent pas, mais cela s'arrête là! En revanche, les grèves pensées, construites sont le fait de ceux qui gagnent correctement leur vie. **À la SNCF, les salaires sont décents ; dans les raffineries ou le contrôle aérien, ils sont excellents. Ce sont des secteurs dans lesquels un certain nombre de corporations trustent les postes clés. Ils ont parfaitement conscience de leur pouvoir de nuisance et savent qu'il est beaucoup plus facile de leur céder que de leur dire non, cette dernière option pouvant vite se révéler ruineuse.»**

Chantage à l'énergie

L'exemple parfait est donné par les contrôleurs aériens, ou encore les pilotes de ligne: ils obtiennent, en général, rapidement gain de cause. **Rien de plus coûteux qu'une grève paralysant le transport aérien pendant des semaines!** Dans les raffineries aussi, les compagnies pétrolières ont fini par lâcher du lest sur les salaires - mais pas assez, selon la CGT. Même TotalEnergies est revenu sur sa position initiale, qui était de ne pas négocier avant la fin de l'année... puis, avait dit la compagnie, avant la reprise de l'activité.

«**Les syndicalistes savent qu'ils ont entre leurs mains un levier d'action gigantesque. Ils ont très bien compris que le chantage à l'énergie est, en ce moment, quelque chose d'extrêmement puissant**, analyse **Agnès Verdier-Molinié**, directrice de la Fondation Ifrap. **Il est clair, cependant, que l'on ne pourra pas augmenter tous les salariés de 10 % en France alors que les difficultés économiques s'amoncellent, que l'on s'achemine potentiellement vers une récession, que nombre d'entreprises mettent déjà la clé sous la porte et que notre déficit commercial atteindra vraisemblablement 154 milliards d'euros en 2023! Par prudence, mieux vaudrait inciter les entreprises à octroyer des primes défiscalisées plutôt que des augmentations de salaires qu'elles ne pourront pas assumer par la suite.»** **Mais surtout, argumente Agnès Verdier-Molinié, mieux vaudrait réduire la fiscalité, qui pèse plus gravement encore que l'envolée du prix de l'énergie, sur le pouvoir d'achat des Français. «Les prélèvements obligatoires, en 2022, représentent 45,2 % du produit intérieur brut, soit un niveau qui n'avait pas été atteint depuis les années 1990. La situation est potentiellement explosive, d'autant que l'inflation est venue mécaniquement gonfler les recettes fiscales de l'État cette année, le barème de l'impôt sur le revenu n'ayant pas tenu compte du montant réel de l'inflation pour l'année 2022 mais de celui de 2021. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas utilisé cette manne inespérée - d'un montant de 3 à 5 milliards d'euros selon les estimations de la Fondation Ifrap - pour baisser les impôts des Français et leur permettre de vivre plus décemment de leur travail, grâce à l'argent qu'ils ont gagné? N'était-ce pas la meilleure façon de les aider à faire face à la flambée du coût de la vie - laquelle résulte en grande partie de la politique du «quoi qu'il en coûte» menée par le gouvernement face à la crise sanitaire? Au lieu de cela, on préfère distribuer des chèques et des augmentations de salaires qui vont alimenter, à leur tour, l'inflation. On risque de rentrer dans une spirale infernale!»**

Un jeu dangereux

Faut-il redouter un enlisement du conflit, voire le grand soir dont rêvent certains, dans les rangs de la Nupes, qui voudraient surfer sur la grogne sociale pour faire tomber le gouvernement? En fin connaisseur des questions sociales, Raymond Soubie préfère rester prudent. *«En matière sociale, je n'ai jamais de pronostic. Mais nous sommes clairement dans une zone de danger, prévient-il. **La tension est palpable dans toute la société. Le sujet du pouvoir d'achat est très prégnant.** Le mouvement ne concerne pas que les raffineries, mais, potentiellement, **une grande partie des salariés.** Il pourrait y avoir un effet d'entraînement, si la CGT obtient ce qu'elle réclame. Cela pourrait donner des idées à d'autres, qui se diront, qu'au fond, la seule méthode payante, c'est celle-là. **Tout cela pourrait devenir préoccupant, alors que la situation économique est inquiétante.** La plupart des organismes internationaux comme nationaux évoquent le risque d'une **récession mondiale** l'année prochaine, en particulier en Europe. Et l'inflation se poursuivra par ailleurs, au moins jusqu'en 2023. **Dans ce contexte, les réformes ne seront pas faciles à mener pour le gouvernement, d'autant que le pouvoir politique est fortement tributaire du jeu des parlementaires.»***

*«**Il y a clairement une volonté d'instaurer une sorte de chaos social en France, en profitant des faiblesses actuelles du pays,** estime de son côté Agnès Verdier-Molinié. **Mais comment en serait-il autrement, après le matraquage permanent que subissent les Français depuis des mois sur les soi-disant superprofits des entreprises? Sans doute y aurait-il eu moins de blocages dans les raffineries si on ne leur avait pas ainsi monté la tête. D'ailleurs, certains salariés dans les centrales EDF leur emboîtent le pas, alors que l'entreprise est loin d'être profitable. Les syndicats, mais aussi certains politiques, jouent un jeu dangereux et profondément cynique en ce moment,** ajoute la directrice de la Fondation Ifrap. **Bloquer l'économie comme ils le font, donner l'image d'une France irréformable, c'est envoyer un signal extrêmement négatif aux marchés financiers, au risque d'alourdir un peu plus la charge de la dette, voire de provoquer un réel sentiment de défiance chez les investisseurs. Nous risquons de payer tout cela très cher dans les mois qui viennent...»***

21 octobre (Le Figaro)

Ces professionnels du blocage qui prennent les Français en otage

Par [Guyonne de Montjou](#)

Publié il y a 4 heures



Depuis 1986, si on additionne les jours de blocage des voies ferroviaires de l'Hexagone, la barre des 150 jours est aisément franchie. JULIEN DE ROSA

DÉCRYPTAGE - Cheminots, enseignants, dockers, aiguilleurs du ciel, ils travaillent dans des secteurs incontournables pour le bon fonctionnement du pays. Leur pouvoir de nuisance cache leur nombre infime. Tour d'horizon de ceux qui, à chaque grève, prennent en otage les Français.

Cheminots

Au paradis des grévistes, les cheminots sont rois. Depuis 1986, si on additionne les jours de blocage des voies ferroviaires de l'Hexagone, la barre des 150 jours, l'équivalent de cinq mois, est aisément franchie. Sans compter les mouvements «perlés»: ces actions ponctuelles et localisées qui altèrent la circulation sans crier gare. À la SNCF, tel un coup de semonce inaugural en 1986, les cheminots ont fait la grève pour défendre leurs salaires et leurs conditions de travail durant 28 jours - Noël compris. Ils ont fait plier le gouvernement et la direction. En 1995, ils ont bloqué le pays durant 22 jours, puis en 2010 (31 jours) ou encore en 2018 (37 jours, pour un coût estimé pour la SNCF de 790 millions d'euros), au risque d'asphyxier l'économie et d'épuiser la population. Leurs revendications ont fini par être exaucées, pour la plupart. Comme si la peur avait changé de camp. On se souvient également de la mobilisation des cheminots en juin 2016, pour la défense de leur régime spécial, à quelques jours de l'Euro de football et en pleine contestation contre la loi travail.

Profs

La semaine dernière, au micro d'Apolline de Malherbe, arborant le sourire moustachu de la victoire, le patron de la CGT, qui doit quitter son fauteuil en mars prochain, s'est félicité que tous les syndicats de lycées professionnels aient appelé «*en même temps*» à la grève. «*Cela ne s'était pas vu depuis quarante ans*», a fanfaronné Philippe Martinez. Les grèves de professeurs impliquent souvent le confinement des parents à la maison et donc leur absentéisme au travail... Lorsque, en janvier dernier, près de 38,5 % des enseignants se sont mis en grève dans les écoles maternelles et élémentaires, selon les chiffres du ministère de l'Éducation, la moitié des classes avaient dû fermer. L'Éducation nationale compte 1,2 million d'agents, dont 900.000 sont au contact des élèves. Ainsi, lors des grèves de mars 2016 contre le vote des lois El Khomri visant notamment à renforcer la négociation dans les entreprises et à clarifier les règles du licenciement économique, les lycéens se sont mobilisés. Ils ont rejoint les syndicats contestataires et, durant plusieurs semaines, sous François Hollande, ils sont parvenus à bloquer de nombreux centres névralgiques de l'activité économique.

Dockers

Qui se souvient, à la veille de la crise du Covid, que la France était déjà empêtrée dans les grèves multiples, les pénuries d'essence et d'approvisionnement? Dockers, personnel hospitalier, cheminots ou retraités figuraient dans les cortèges. À l'époque, les dockers en grève avaient provoqué un manque à gagner colossal pour l'économie. On évoquait 100 millions d'euros de perte simplement à Marseille. Rappelons que, selon les Armateurs de France, 75 % du commerce extérieur hexagonal s'effectue par voie maritime. Lorsque les dockers se mettent en grève, c'est toute la chaîne d'approvisionnement qui en pâtit. Au Havre, Philippe Bonneau, secrétaire général Outre Normandie (transporteur routier), s'étranglait-il y a deux ans: *«Vous avez des transporteurs qui sont littéralement en train de crever, car 90 % des entreprises de transport routier sont des TPE et des PME. Ils sont dans une situation impossible, il n'y a jamais eu de conflit social aussi long et aussi dur!»* Les cargos ne pouvant plus accoster en France se sont rabattus vers les ports d'Anvers ou de Rotterdam, causant une perte irréversible.

Pilotes et aiguilleurs du ciel

Les 4000 ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (Icna) figurent parmi les fonctionnaires les mieux payés, avec un salaire moyen mensuel net de quelque 5000 euros, primes comprises, qui peut atteindre 9000 euros en fin de carrière, selon un rapport du Sénat. Lorsqu'ils ont craint qu'un tiers d'entre eux partent à la retraite dans sept ans sans être intégralement remplacés, ils ont déposé un préavis de grève. Après avoir annulé, le vendredi 16 septembre, près de 2400 vols en Europe, à destination ou au départ de l'Hexagone, les aiguilleurs du ciel ont fini par le lever.

Durant l'hiver 2019, alors qu'Édouard Philippe défendait le texte sur les retraites, un front hétéroclite de syndicats (CGT, CFE-CGC, Solidaires, FSU) et de professions protégeant leurs caisses «autonomes» (avocats, pilotes de ligne, soignants) s'était constitué. Trois ans plus tard, les expressions inéluctables de la grogne sociale combinées au réveil toujours possible des «gilets jaunes» continuent de traduire le jusqu'au-boutisme de certains et le ras-le-bol de tous.

21 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/by-invitation/2022/10/19/ruy-teixeira-asks-whether-america-has-reached-peak-woke>

By Invitation

Ruy Teixeira asks whether America has reached “peak woke”

The political demographer says institutions, not politicians, cling most tightly to the orthodoxy



Oct 19th 2022

The question of whether the pervasive push for wokeness in America has reached its apogee has different answers depending on where you look. My approach to answering it draws on the decades I have spent analysing American politics. Socially speaking, the peak was clearly attained during the summer of 2020, when no one outside of right-wing circles dared to dissent from the Black Lives Matter (blm) orthodoxy that quickly consumed the country’s discourse. The murder of George Floyd at the hands of police was the catalyst, but served as just one example of how black people were killed and oppressed every day, the victims of structural racism. America was a white-supremacist society, the narrative went; every white person was complicit in maintaining and benefiting from the system, and every American’s moral duty was to endorse this view. Knees were duly taken on sports pitches, black squares and other indications of blm support appeared in social-media profiles, and copies of Robin DiAngelo’s “White Fragility” and Ibram X. Kendi’s “How To Be an Anti-Racist” were dutifully purchased.

This was a moral panic. Progressive elites and their institutions rushed to embrace radical race essentialism—the idea that race is the primary driver of social inequality and that all whites should be viewed as privileged and all “people of colour” as oppressed—supported by millions of protesters who skewed educated, liberal and young. The violence that attended some of these protests was defended as the unavoidable cost of a righteous uprising. That it was mostly directed against property accumulated under white supremacy provided a ready-made moral justification.

At the same time, the slogan “defund the police” became popular in protest circles, linking the two messages in the nation’s consciousness. The woke view soon expanded far beyond opposing structural racism to envelop the entirety of identity politics—targeting ableism, sexism, transphobia and other forms of “intersectional” oppression that were presumed to be everywhere in America. Language policing, and self-policing, was rampant.

But as summer moved into autumn, that fervour faded. Many realised that much of what was being done in the name of wokeness didn’t make sense. “Defund the police” collided with the reality of rising crime. The shambolic “Capitol Hill Autonomous Zone”—an anarchic occupation in the centre of Seattle, Washington—and 100 straight days of clashes with police in Portland, Oregon, struck even many blm sympathisers as counter-productive.

More seriously, it became increasingly obvious that the people supposed to benefit from wokeness were not actually on board with some of its related initiatives. “Defund the police” was not popular with black voters,

especially those in crime-ridden communities, who simply wanted better policing. Hispanic voters rejected woke cultural radicalism. To an overwhelmingly working-class, upwardly mobile and patriotic population with kitchen-table concerns, the idea of America as a racist hellhole was absurd.

It soon became plausible in moderate-to-liberal circles to voice sentiments that fell short of blanket endorsement of blm ideology and woke orthodoxy. The space for heterodox liberal and moderate writers to express themselves, on platforms such as Substack, began and continues to increase. Socially, then, “peak woke” now seems in the past.

The political sphere is different. Leading Democrats eventually distanced themselves from “defund the police”. Eric Adams, a black politician and former police captain who was elected as New York’s mayor in 2021, was rewarded at the ballot box—particularly by working-class and non-white voters—for rejecting the idea and putting public safety first.

Other Democrat-stronghold cities have seen similar shifts, and San Francisco is an instructive example. The city’s school board voted unanimously in 2021 to reverse a plan to rename 44 schools named after people with connections to historical injustices. In February three school-board members were recalled after they, in the name of wokeness, replaced a rigorous entrance test to the famed Lowell High School with a lottery. And in June voters recalled Chesa Boudin, an ostentatiously woke district attorney. He had become the poster child for a perceived wave of progressive public prosecutors in Democrat-run cities who were reluctant to keep criminals off the street, even amid a national spike in violent crime.

Is that to say politics has passed “peak woke”? Perhaps. Democratic politicians have been loth to draw sharp lines within their party. Therefore woke stances on crime, immigration, race essentialism, gender ideology and school curriculums that are still alive and well in the party’s left could easily re-emerge. All it might take is another viral video or incident involving race (or perhaps gender) to touch that off.

It is in America’s institutions where the wokeness curve seems still to be on the rise. In academia, the arts, mainstream media, advocacy groups, ngos, foundations, school administrations, professional organisations and corporate human-resources departments, it is hard to detect an ebbing of the tide. In the past two years, there has been a proliferation of bureaucracies imbued with “diversity, equity and inclusion” principles, alongside ideological training, rules and strictures intended to compel conduct that is deemed sensitive to the marginalised. Even venerable science journals such as *Nature* are repenting for their past racism and pledging to “decolonise” scientific research.

Wokeness is stubbornly entrenched in these institutions, and it is there that it will make its stand. Millions of people have jobs, money, positions and influence that are now bound up with wokeness, and they will not give it up easily. The world they inhabit is more insulated from the views of ordinary people than those of social discourse and political competition. We may not yet have seen “peak woke” in that world—which means many of us, unfortunately, may yet face being called out, cancelled or targeted in some other way.

Ruy Teixeira is a political scientist and demographer, and a nonresident senior fellow at the American Enterprise Institute, a think-tank. He is the author of several books, including, with John Judis, the forthcoming “Where Have All the Democrats Gone? The Soul of the Party in the Age of Extremes”

21 octobre (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/20/retraites-la-vraie-reforme-consisterait-a-completer-le-regime-par-repartition-par-de-l-epargne-obligatoire_6146585_3232.html#xtor=AL-32280270-\[mail\]-\[ios\]](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/20/retraites-la-vraie-reforme-consisterait-a-completer-le-regime-par-repartition-par-de-l-epargne-obligatoire_6146585_3232.html#xtor=AL-32280270-[mail]-[ios])

Retraites : « La vraie réforme consisterait à compléter le régime par répartition par de l’épargne obligatoire »

Philippe Juvin Député

Le député (LR) des Hauts-de-Seine Philippe Juvin plaide, dans une tribune au « Monde », pour la création d'un fonds d'épargne retraite souverain garanti par l'Etat, aux cotisations constantes.

Publié hier à 06h30

Le fait que la dette devienne une modalité normale et pérenne du financement des retraites n'émeut plus. Bien que ce financement ressemble à une pyramide de Ponzi et nous paupérise un peu plus chaque année, certains persistent à nier la nécessité d'une réforme.

Le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) a montré que le système actuel conduit à une inéluctable érosion des pensions. Alors même que le COR sous-estime le déficit en ignorant les subventions d'équilibre versées par l'Etat et les collectivités territoriales pour financer les retraites de leurs agents, il écrit sans ambiguïté que la situation financière se détériorera de 2022 à 2032 (et, dans certains scénarios, jusqu'en... 2070) avec un déficit de -0,5 % à -0,8 % du PIB.

Tout cela est très logique. Dans un régime par répartition, les actifs paient la pension des retraités. Le système était viable en 1960, quand on comptait 4 actifs pour 1 retraité. Mais, en 2022, avec 1,4 cotisant pour 1 retraité dans le privé et 0,9 cotisant pour 1 retraité dans le public, il faudrait taxer les salaires à 28 % dans le privé et à 89 % dans le public pour atteindre l'équilibre. Une réforme des retraites est donc indispensable. Mais laquelle ?

On nous propose de reculer l'âge de la retraite. Pourquoi pas ? Mais cela ne fera que repousser les échéances. Tant que le vieillissement de la population s'aggravera, on se condamne à devoir régulièrement reculer le départ à la retraite, à perpétuité. D'autres proposent que l'Etat compense. Avec une dette de 129 % du PIB, cela n'arrivera évidemment pas.

[Les pharmaciens l'ont fait](#)

D'autres veulent mettre fin aux régimes spéciaux. Oui, certains coûtent cher. Mais la suppression du régime RATP, par exemple, ne rapportera la première année que de 7 à 10 millions d'euros, et celui de la SNCF, de 23 à 35 millions. Faut-il abîmer son énergie réformatrice pour de si petits enjeux ? Ne soyons pas dupes : centrer la communication sur la fin des régimes spéciaux permet de désigner des boucs émissaires et de détourner l'attention des vrais enjeux. Accessoirement, certains régimes spéciaux sont excédentaires et l'Etat a aussi l'idée non avouée de faire main basse sur leurs réserves...

Une première étape utile serait d'imposer à l'Etat de provisionner les retraites des fonctionnaires. Aujourd'hui, il ne le fait pas, et leurs pensions ne sont pas garanties. Un agent de catégorie C né après 1980 touchera une pension de retraite inférieure au seuil de pauvreté.

Mais la vraie réforme consisterait à compléter le régime par répartition, rendu insuffisant par la démographie, par de l'épargne obligatoire. Les pharmaciens l'ont fait : ils ont introduit en 2009 un modèle de capitalisation collective qui finance aujourd'hui 50 % de leurs retraites. Pareil pour le Sénat et la Banque de France, qui, protégés par leur indépendance, ont développé leurs capitalisations collectives depuis plus d'un siècle. Même si cela est largement ignoré, les fonctionnaires disposent aussi d'un tel fonds, efficace bien que trop modeste, car pas abondé, l'Etablissement de retraite additionnelle de la fonction publique, qui leur verse 2 milliards chaque année en complément de leur répartition.

L'enjeu est donc de faire bénéficier tous les Français d'un régime similaire. Notre proposition est de créer un fonds d'épargne retraite souverain (FERS) public, abondé par les cotisations de retraites salariale et patronale, à cotisations constantes. Ces cotisations seront investies dans des actifs financiers ou immobiliers, et les dépenses futures seront provisionnées.

Fonds prudentiel

La question est souvent posée du risque de krach boursier, qui pourrait ruiner les retraités. Les très rares exemples de faillites de fonds de pension ne concernent que des fonds privés, parfois investis en actions de leur propre entreprise et souvent victimes de fraudes. L'épargne de très long terme, sur plusieurs décennies, n'est jamais perdante. Les fonds étrangers et les quelques fonds français sont là pour en témoigner. Le FERS sera organisé de façon prudentielle : il sera public et inaliénable, géré par les partenaires sociaux, arbitré avec un objectif de préservation du capital et garanti par l'Etat. Le FERS sera aussi garanti contre l'Etat lui-même, avec une clause qui lui interdira de ponctionner son épargne.

Les Français peuvent certes déjà compléter leur future retraite par des mécanismes d'épargne. Mais ceux-ci sont individuels (par exemple l'assurance-vie), donc réservés à ceux qui peuvent cotiser. Et ils coûtent cher en frais de gestion (à titre d'exemple, la gestion du Fonds de réserve pour les retraites est de l'ordre de 0,15 % là où les frais d'assurance-vie s'élèvent de 1 % à 3 %). Seul le caractère collectif et obligatoire permettra à tous d'en bénéficier.

Dans les pays où ils existent, ces fonds ont une double utilité. Ils complètent les retraites par répartition et ils investissent à long terme les sommes collectées dans l'économie. Ils créent de la richesse pour le pays, ce que ne peut faire un système par répartition pur, qui dépense immédiatement l'argent ponctionné. Les actifs collectés représentent en moyenne 64 % de la valeur du PIB dans les pays de l'OCDE dotés de ces fonds. En Norvège, le fonds de pension souverain pèse 280 % du PIB... Dans le passé, c'est grâce à de tels capitaux longs que le rail et les canaux de la révolution industrielle, et, plus récemment, l'industrie numérique américaine, ont pu se développer.

Philippe Juvin est député (LR) des Hauts-de-Seine.

21 octobre (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/20/quand-les-iraniennes-volent-au-secours-des-feministes-d-occident_6146573_3232.html#xtor=AL-32280270-\[mail\]-\[ios\]](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/20/quand-les-iraniennes-volent-au-secours-des-feministes-d-occident_6146573_3232.html#xtor=AL-32280270-[mail]-[ios])

Quand les Iraniennes volent au secours des féministes d'Occident

La révolte des femmes en Iran rend justice aux féministes universalistes accusées de faire du voile islamique une « obsession ».

Par [Jean Birnbaum](#)

Publié hier à 05h45, mis à jour hier à 19h21

Analyse. Le 8 mars 1979, la féministe américaine [Kate Millett \(1934-2017\)](#) défile à Téhéran avec les Iraniennes qui y célèbrent, pour la première fois, la Journée internationale du droit des femmes. Cette intellectuelle de renom, autrice d'un livre consacré au patriarcat, entend soutenir les femmes qui ont été à l'avant-garde du soulèvement contre le chah, et qui protestent maintenant contre l'emprise du nouveau gouvernement islamique. Ce jour-là, Kate Millett et ses amies iraniennes voient s'abattre sur elles la violence des milices du régime, qui hurlent « *Le foulard ou la raclée !* » (« *Ya rousari, ya tousari !* »).

Menacée à la fois comme Américaine et comme lesbienne, Kate Millett est bientôt expulsée par le gouvernement, qui l'accuse d'être un agent de l'étranger. « *Je ne sais pas très bien ce que ces mots veulent dire, se souvenait-elle dans son beau récit, En Iran (Des femmes, 1981). Un agent de quoi ? D'un autre gouvernement ? Dans ce cas, lequel ? Des complots et des invasions idéologiques ? Est-ce que le féminisme international a des agents ?* »

A cette question, hier comme aujourd'hui, les islamistes répondent oui. Mais ils ne sont pas les seuls. Que le féminisme soit une idéologie au service de l'impérialisme, une perversion occidentale, voilà une idée que l'on retrouve aussi dans une partie des élites occidentales.

Complices de la domination « blanche »

Bien avant Ali Khamenei, le Guide suprême de la Révolution islamique, aux yeux duquel la révolte actuelle ne peut être qu'un complot ourdi par des « *puissances ennemies* », l'ayatollah Khomeyni dénonçait déjà les femmes qui refusaient le voile obligatoire, et les hommes qui étaient solidaires, comme des traîtres, des espions, des agents « contre-révolutionnaires ».

Bientôt, sur les campus des Etats-Unis et d'Europe de l'Ouest comme dans les cercles de la gauche dite « postcoloniale », une même idée allait se répandre : la solidarité des femmes occidentales avec leurs sœurs en terre d'islam masquerait souvent un état d'esprit condescendant, voire raciste ; les militantes qui se réclament d'un féminisme universaliste, en vertu duquel le mot d'ordre « *Mon corps m'appartient !* » doit être défendu partout de la même manière, seraient aveuglées par leurs œillères occidentalocentrées, et donc complices de la domination « blanche ».

Dans les universités américaines les plus prestigieuses, une telle argumentation fait l'objet de maints discours savants. En France, si la problématique postcoloniale a nourri moins de travaux élaborés, elle a toutefois inspiré une multitude d'articles engagés, et quelques livres d'intervention. Paru en 2012, le bref essai intitulé *Les Féministes blanches et l'empire* (La Fabrique), assez léger intellectuellement, n'en aura pas moins marqué une étape. Ses auteurs, Félix Boggio Ewanjé-Epée et Stella Magliani-Belkacem, y formulaient cette thèse appelée à être largement reprise : l'« *obsession* » des féministes pour le voile islamique marque leur « *ralliement* » à une entreprise colonialiste et raciste.

Féministes universalistes fustigées

Depuis lors, on aura pu lire toutes sortes de textes, académiques, journalistiques ou politiques, martelant peu ou prou la même idée. « *Mon corps ne m'appartient pas. Aucun magistère moral ne me fera endosser un mot d'ordre conçu par et pour des féministes blanches (...)* J'appartiens à ma famille, à mon clan, à ma race, à l'Algérie, à l'islam », résumait la fondatrice du Parti des indigènes de la République, Houria Bouteldja. Coutumière de propos tranchés, cette dernière n'a pas hésité à écrire que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad était devenu son « héros » quand il déclarait, en 2007, qu'il n'y avait pas d'homosexuels en Iran : « *la rhétorique persane à l'usage des progressistes blancs fait mouche* », s'est-elle enthousiasmée.

Rappeler qu'Houria Bouteldja se trouve publiquement [défendue par des figures culturelles de la gauche](#) comme la sociologue Christine Delphy, la philosophe Isabelle Stengers ou la récente prix Nobel de littérature Annie Ernaux, c'est constater combien ce type de positions, loin d'être marginales, ont pesé de tout leur poids sur la scène intellectuelle et militante.

Depuis plusieurs décennies, les féministes universalistes se trouvent fustigées comme des suppôts de l'impérialisme, qui « instrumentalisent » la cause des femmes pour mieux stigmatiser les musulmans. Prises en tenaille entre deux forces qui ont fait d'elles leur cible commune (islamisme d'un côté, gauche radicale de l'autre), ces féministes ont été condamnées à une invisibilisation inexorable.

Double geste internationaliste

De ce point de vue, le soulèvement en cours en Iran est susceptible de changer le rapport de force. A l'heure où les Iraniennes se découvrent la tête au péril de leur vie, qui osera faire du voile une « obsession » propre aux « Blanches » impérialistes ? A l'heure où les étudiantes de Téhéran arrachent le vêtement que les islamistes imposent partout où ils le peuvent, qui s'autorisera à traiter ces femmes de « musulmanes islamophobes », selon une formule abondamment utilisée, ces dernières années, pour faire taire les musulmanes élevant la voix contre l'islamisme.

En défiant les mollahs, les Iraniennes accomplissent ainsi un double geste internationaliste : d'une part, elles redonnent espoir à toutes les femmes qui subissent le joug islamiste en terre d'islam ; d'autre part, elles rendent justice aux féministes occidentales qui considèrent que leur combat est sans patrie ni frontières.

« *Ne nous laissez pas seules avec les mollahs !* », lançaient les Iraniennes, en 1979, à Kate Millett et ses camarades. Quatre décennies plus tard, ces mêmes Iraniennes pourraient bien, à leur tour, briser la solitude des féministes en Occident.

21 octobre (Fondation Jean Jaurès)

<https://www.jean-jaures.org/publication/les-enseignants-la-laicite-et-la-place-des-religions-a-lecole/>

LES ENSEIGNANTS, LA LAÏCITÉ ET LA PLACE DE LA RELIGION À L'ÉCOLE

06/07/2021

[FRANÇOIS KRAUS](#), [IANNIS RODER](#)

L'Observatoire de l'éducation de la Fondation Jean-Jaurès a réalisé avec l'Ifop une enquête permettant de mieux cerner la place que les enseignants accordent aujourd'hui aux religions à l'école, le sens qu'ils donnent à la laïcité, mais aussi leur point de vue sur le port des signes religieux par les différents acteurs (les élèves, les parents...) du système scolaire. Il s'agit du quatrième et dernier volet du Baromètre sur les enseignants publié par la Fondation depuis janvier dernier.

Au regard de cette enquête menée auprès d'un échantillon représentatif d'enseignants des premier et second degrés, le corps enseignant apparaît imprégné d'une vision de la laïcité qui serait avant tout associée à la liberté de conscience et à une certaine tolérance à l'égard des manifestations de religiosité (par exemple, le voile des accompagnatrices) dans la société en général et à l'école en particulier.

Un corps enseignant ferme sur les principes, mais une spécificité chez les "jeunes profs"

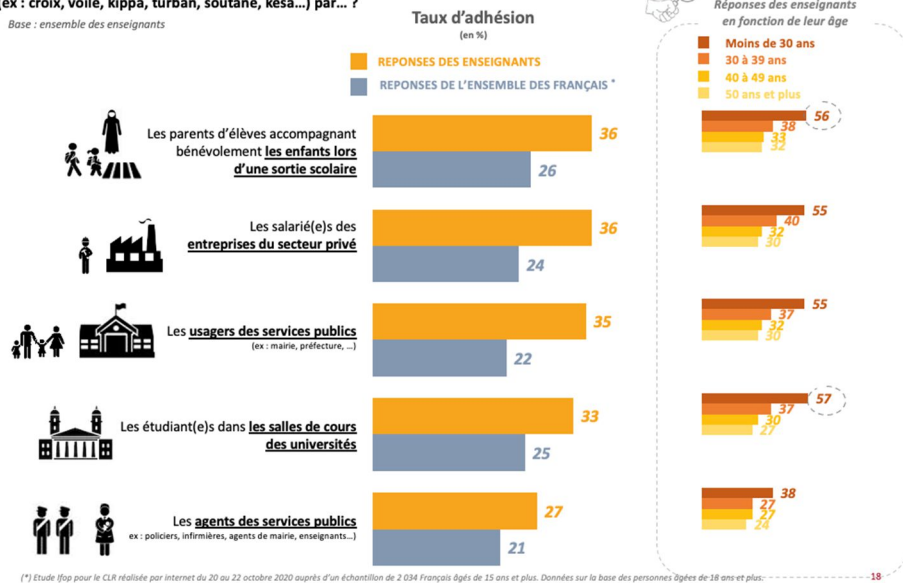
Sur l'épineuse question du port des tenues religieuses par les accompagnateurs bénévoles, la ligne un temps défendue par Jean-Michel Blanquer – initialement favorable à un projet d'interdiction en février 2019¹ – semble loin d'être isolée au regard de la forte majorité d'enseignants (64 %) opposés « au port de signes religieux ostensibles par les parents d'élèves accompagnant bénévolement les enfants lors d'une sortie scolaire ». Le corps enseignant dans son ensemble affiche également une nette hostilité au port de signes religieux – pourtant actuellement autorisé – par d'autres « usagers » du service public comme « les étudiants dans les salles de cours des universités » (à 67 %) ou les personnes fréquentant des « services publics » telles que les mairies ou les préfectures (à 65 %).

Ces chiffres d'ensemble masquent toutefois un point important : le corps enseignant apparaît dans cette enquête systématiquement plus favorable que le reste des Français au port de signes religieux, notamment en raison de la position des « jeunes profs » (les enseignants de moins de trente ans) qui s'avèrent très imprégnés du relativisme culturel de leur génération sur ces questions.

L'adhésion au port de signes religieux ostensibles

QUESTION : (...) seriez-vous favorable ou opposé au port de signes religieux ostensibles (ex : croix, voile, kippa, turban, soutane, kesa...) par... ?

Base : ensemble des enseignants



Notre étude a le mérite de mettre en lumière un clivage générationnel très net au sein du corps enseignant sur la question des tenues religieuses des usagers des services publics en général, et de ceux du service de l'enseignement en particulier.

La possibilité, pour un parent d'élève, d'accompagner une sortie scolaire en affichant son appartenance et sa pratique religieuses par le port du voile est ainsi soutenue par une majorité des jeunes professeurs (56 %), contre à peine un tiers des enseignants de plus de trente ans (34 %) et seulement un Français sur quatre (26 %). Et ce hiatus entre jeunes et moins jeunes se retrouve sur la question du port du voile par les étudiants – soutenu par 57 % des jeunes profs contre 36 % chez l'ensemble des professeurs – ou par les usagers fréquentant des services publics telles que les mairies ou les préfectures (soutenu à 55 % par les jeunes profs).

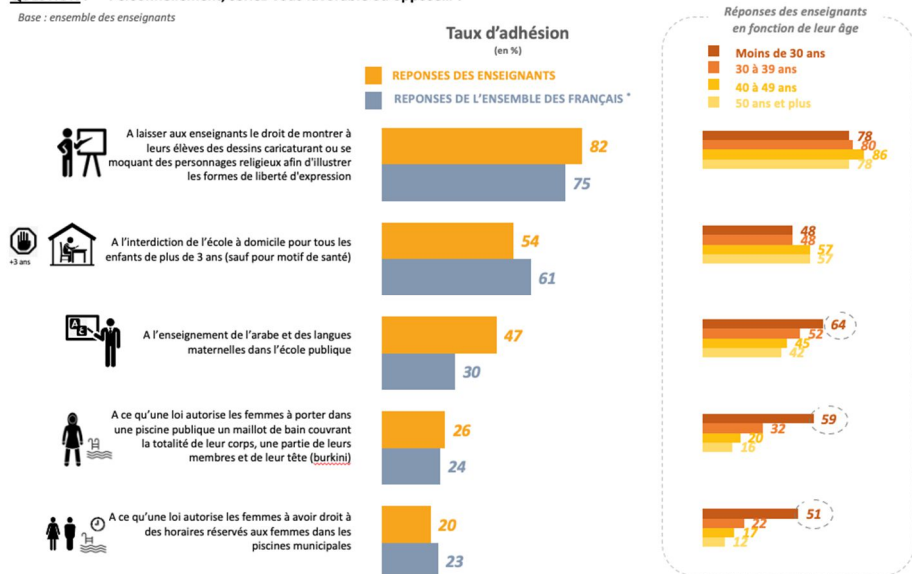
Signe que les principes de neutralité religieuse imposés à la fonction publique depuis 1905 ne semblent pas être un marqueur essentiel, nous notons que près de quatre jeunes enseignants sur dix (38 %) se disent aussi favorables au port de signes religieux par des agents de l'État comme des policiers ou des enseignants, soit une proportion deux fois plus élevée que chez l'ensemble des Français (21 %). S'agit-il ici d'un manque de formation sur les principes qui régissent le statut de fonctionnaire ou bien une prise de position en connaissance de cause qui renvoie à une pénétration importante dans notre société comme dans la jeune génération ?

Enfin, cette plus forte propension à l'acceptation de l'affichage communautaire et religieux par les jeunes professeurs à l'égard des manifestations de religiosité dans l'espace public transparait aussi dans leurs positions sur la mixité sexuelle dans les piscines publiques, question loin d'être anecdotique si l'on en juge la proportion d'enseignants (45 %) ayant déjà vu des jeunes filles « sécher » des cours de natation au nom de leurs convictions religieuses.² Car si le corps enseignant dans son ensemble reste aussi hostile que la moyenne des Français à une autorisation des horaires réservés aux femmes (à 80 %) ou au port du burkini dans les piscines publiques (à 74 %), ce n'est pas le cas des jeunes enseignants : la majorité des professeurs de moins de trente ans ne se disant majoritairement ni opposés au port du burkini – à 51 %, soit deux fois plus que l'ensemble des Français (24 %) – ni à des horaires réservés aux femmes (à 59 % contre 24 % en moyenne chez les Français).

L'adhésion à différentes propositions relatives à la laïcité et à la place des religions à l'école et dans les services publics

QUESTION : Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé... ?

Base : ensemble des enseignants



(*) Etude Ifop pour le CLR réalisée par internet du 20 au 22 octobre 2020 auprès d'un échantillon de 2 034 Français âgés de 15 ans et plus. Données sur la base des personnes âgées de 18 ans et plus.

21

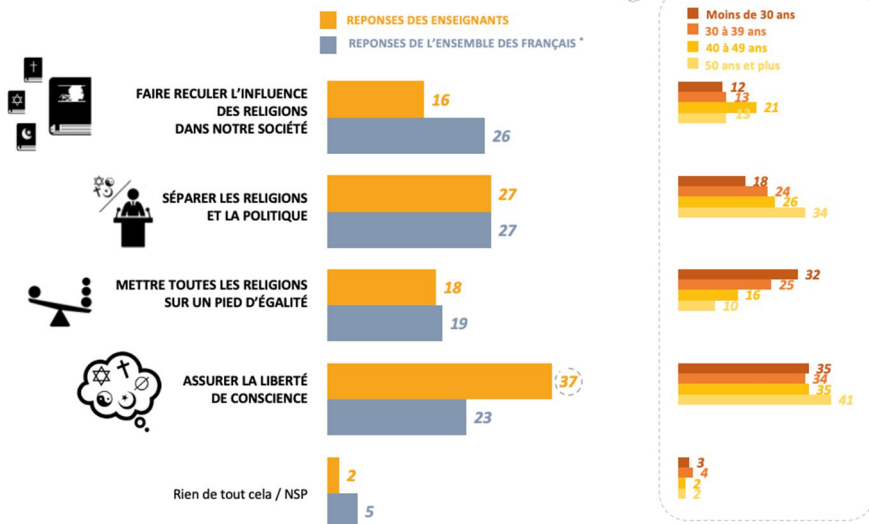
Les enseignants partagent une conception plus "minimaliste" du principe de laïcité que le reste des français

Le corps enseignant apparaît aujourd'hui imprégné d'une vision très « juridique » de la laïcité traduisant une lecture somme toute assez littérale de la laïcité fixée par la loi de 1905. En effet, pour les enseignants interrogés, la laïcité constitue avant tout un cadre juridique destiné à assurer la liberté de conscience individuelle (37 %) et, dans une moindre mesure, la neutralité de l'État (27 %) et l'absence de discriminations entre les religions (18 %). Les enseignants se distinguent ainsi par une vision plus ou moins « minimaliste » de la laïcité qui l'associe avant tout à un traitement égal de toutes les religions, et ceci dans des proportions largement supérieures (37 %) à la moyenne des Français (23 %). Notons que les jeunes enseignants sont significativement plus nombreux à considérer que la laïcité, c'est la mise sur un pied d'égalité des religions (32 % contre 18 % pour l'ensemble du corps enseignant), dans une vision qui pourrait relever de la laïcité comme principe organisateur de la coexistence plus que la vision d'une laïcité au rôle émancipateur (ils ne sont que 12 % des moins de trente ans à considérer que la laïcité, c'est avant tout faire reculer l'influence des religions). Mais les jeunes enseignants ne sont pas éloignés en cela de l'ensemble de leurs collègues.

La signification première du principe de laïcité

QUESTION : Pour vous, le principe de la laïcité, c'est avant tout... ?

Base : ensemble des enseignants



(*) Etude Ifop pour le CLR réalisée par internet du 20 au 22 octobre 2020 auprès d'un échantillon de 2 034 Français âgés de 15 ans et plus. Données sur la base des personnes âgées de 18 ans et plus.

6

En effet, contrairement à l'ensemble des Français, les enseignants sont peu nombreux à voir une forme de « combat culturel » (*Kulturkampf*) qui consisterait à chercher à réduire l'influence des préceptes et dogmes religieux dans la société. Ainsi, à peine 16 % des enseignants partagent l'idée selon laquelle la laïcité consisterait à « faire reculer l'influence des religions dans la société », soit presque deux fois moins que chez l'ensemble des Français (26 %). Et, dans le détail, il est important de noter que la tendance à réduire la laïcité à un cadre juridique garantissant la liberté de conscience est étroitement corrélée à l'âge, l'affiliation religieuse et la proximité politique des répondants : les enseignants de moins de trente ans (32 %, contre 9 % des plus de cinquante ans), proches de La France insoumise (26 %) ou membres de religions « minoritaires » (32 %) étant de loin les plus nombreux à considérer que la laïcité consiste avant tout à mettre sur un pied d'égalité toutes les religions.

La loi de 2004 n'en reste pas moins soutenue massivement par le corps enseignant

Malgré les accusations de « musulmanophobie » portées depuis une quinzaine d'années envers les lois associées (2004) ou apparentées (2010) à la laïcité, le soutien du corps enseignant à ces dispositifs législatifs est quasi-unanime. La loi de 2004 interdisant le port de signes religieux dans les établissements publics suscite ainsi un consensus plus large dans le corps enseignant (92 %) que chez l'ensemble des Français (85 %). Et sur le long terme, on note que chez les premiers concernés – à savoir les professeurs exerçant dans des établissements publics du secondaire –, le soutien à la loi est plus fort aujourd'hui (91 % en 2021) qu'il ne l'était il y a dix-sept ans (76 % en janvier 2004). Si ce soutien est, en effet, affirmé et massif, il est néanmoins notable que les jeunes enseignants sont ceux qui sont le moins favorables à cette loi (86 %), même si leur adhésion reste massive. En revanche, ils sont 26 % à être opposés à la loi de 2010 quand ils ne sont que 6 % au-delà de trente ans. Nous retrouvons ici, même si cela reste mesuré, cette particularité des enseignants de moins de trente ans.

Pour certains, ce soutien massif à la loi de 2004 de la part d'une profession dont une partie s'avère être plus souple face à l'expression religieuse dans la société tiendrait au fait qu'elle serait surtout perçue comme outil « disciplinaire » pour des enseignants ressentant plus largement un « effondrement de l'autorité attachée à leur fonction [...] à la fois dans la forme concrète d'une montée des indisciplines [...] scolaires [...] – et de leur capacité de résistance en face des revendications et pressions des famille ». ³ Nous pouvons aussi émettre l'hypothèse qu'à l'usage, la loi

de 2004 s'est imposée comme une loi de pacification scolaire car les problèmes soulevés par le port de signes religieux ostentatoires semblent s'être estompés et les incidents afférents semblent également principalement réglés par la conciliation.

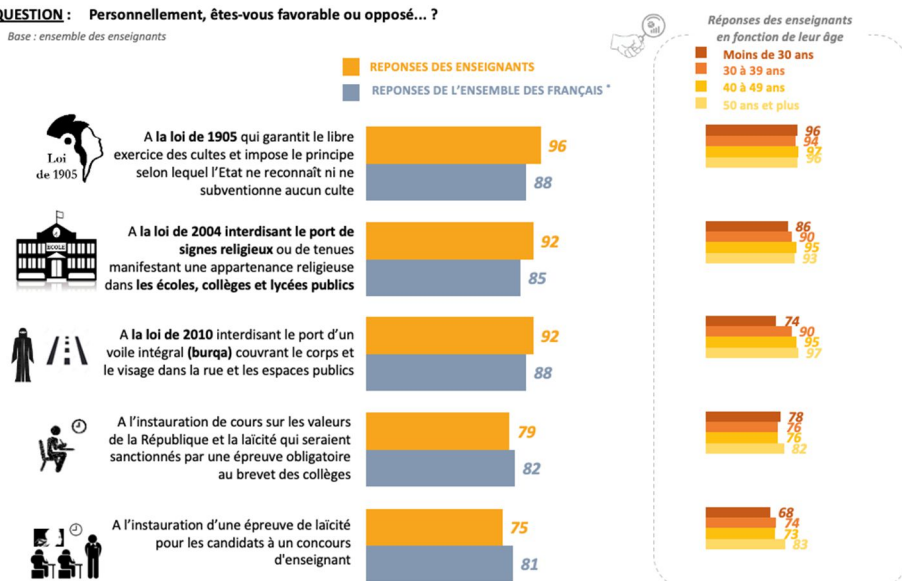
La loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État (à 96 %) et celle de 2010 sur la burqa (à 92 %) sont aussi massivement soutenues, tout comme des propositions issues de la droite comme l'idée d'instaurer des cours sur les valeurs de la République (à 79 %) ou d'introduire une épreuve de laïcité dans le concours d'enseignant (à 75 %).

Ce soutien croissant à la loi de 2004 va de pair avec une vision plus politisée des revendications religieuses exprimées dans une enceinte scolaire. Ainsi, les demandes de viande halal/casher dans les cantines scolaires sont désormais interprétées comme une remise en cause de la laïcité par une majorité d'enseignants du secondaire public (à 65 %), alors qu'ils n'étaient qu'un sur trois à le percevoir de la sorte il y a dix-sept ans (35 % en janvier 2004).

L'adhésion aux grandes lois actuelles en matière de laïcité

QUESTION : Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé... ?

Base : ensemble des enseignants

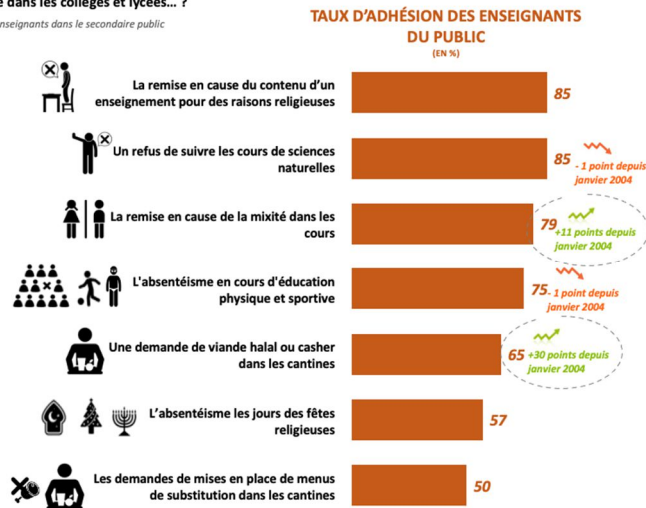


De même, la remise en cause de la mixité filles-garçons dans les cours est interprétée comme une entorse à la laïcité par une proportion plus forte (79 %) qu'en 2004 (68 %). Pour le reste, on relève un certain consensus dans le corps enseignant pour considérer comme une entorse à la laïcité la remise en cause du contenu d'un enseignement (85 %) ou le refus de suivre un cours de sciences naturelles (85 %).

La perception de différentes attitudes comme des remises en cause de la laïcité

QUESTION : Pour chacune des attitudes suivantes, considérez-vous qu'elles sont une remise en cause de la laïcité dans les collèges et lycées... ?

Base : ensemble des enseignants dans le secondaire public



Etude CSA / LE MONDE / LA VIE réalisée par téléphone du 22 au 24 janvier 2004 auprès d'un échantillon national représentatif de 504 enseignants des établissements d'enseignement général et technologique publics. 9

À ce propos, il est intéressant de noter que l'absentéisme les jours de fêtes religieuses, qui est toléré par l'Éducation nationale, est aussi perçu comme une atteinte à la laïcité par une majorité de professeurs (57 %), signe qu'ils méconnaissent la loi en la matière ou qu'ils trouvent que cette tolérance ne respecte pas leur vision de la laïcité.

Conclusion

Éloignés des images d'Épinal sur l'athéisme des « hussards noirs » de la République, les enseignants semblent aujourd'hui imprégnés d'une vision très « juridique » et « minimaliste » de la laïcité qui reflète une lecture assez littérale de la laïcité fixée par la loi de 1905. Tout comme le reste de leur génération, les jeunes professeurs se distinguent même souvent de leurs aînés par une adhésion assez nette aux principes d'une laïcité ouverte, libérale et inclusive dominant la plupart des sociétés anglo-saxonnes.

Méthodologie : Étude Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 10 au 17 décembre 2020 auprès d'un échantillon de 801 personnes, représentatif des enseignants des premier et second degrés en France métropolitaine.

«Europe: le cavalier seul de l'Allemagne»

Par [Philippe Gélie](#)

Publié hier à 20:33, mis à jour hier à 22:14

L'éditorial du *Figaro*, par Philippe Gélie.

Au milieu de ses déconvenues militaires en Ukraine, Vladimir Poutine trouvera une consolation dans le sommet européen convoqué ce jeudi soir à Bruxelles: le poison qu'il a injecté aux Européens en jouant avec le robinet du gaz produit ses effets. Inquiets et fébriles, [les Vingt-Sept se divisent](#) sur la réponse collective à apporter d'ici au printemps prochain, lorsqu'il faudra remplir les réserves en prévision de l'hiver 2024. La France et une quinzaine d'États membres veulent s'inspirer de la péninsule Ibérique pour plafonner les prix du gaz et, par effet mécanique, de l'électricité ; l'Allemagne et quelques-uns des plus riches y rechignent, craignant qu'une limitation artificielle des prix augmente la demande et menace la sécurité des approvisionnements.

Le cavalier seul allemand a toujours été la norme

Cette divergence politique finira peut-être par être surmontée, après des mois de négociations picrocholines à Bruxelles débouchant sur des montages d'une indéchiffrable complexité. Mais elle ne constitue que la partie émergée d'un iceberg de plus en plus massif: celui du cavalier seul de Berlin, de moins en moins intéressé par son fameux «tandem» avec la France. Ce «Soloreiter» allemand a en fait toujours été la norme, consubstantiel à une puissance industrielle reposant sur les importations de gaz russe et les exportations en Chine. On l'a vu à l'œuvre à chaque crise récente: en 2015, lorsque Angela Merkel a ouvert les frontières de l'UE aux réfugiés syriens, aux premiers symptômes du Covid, lorsqu'elle s'est lancée dans une course solitaire aux masques et aux vaccins, comme le mois dernier, lorsque Olaf Scholz a mis 200 milliards d'euros sur la table pour protéger les entreprises allemandes, sans concertation et au risque d'une distorsion de concurrence fatale pour le marché unique.

Dans son discours de Prague du 30 août, consacré à sa «*vision européenne*», le chancelier a à peine mentionné le partenaire français, dessinant une Europe à trente-six États à la fin du siècle, dont le centre de gravité naturel serait l'Allemagne. Un projet qui se matérialise lorsque Berlin invite quatorze pays du Nord et de l'Est sous un bouclier antiaérien commun, en excluant la France. Paris semble avoir pris note de ce mépris ; il lui reste à se rebeller.

19 octobre (Le Monde)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/celine-pina-le-meurtre-de-lola-revele-la-disparition-de-tous-les-acquis-civilisationnels-20221019>

Céline Pina: «Le meurtre de Lola révèle la disparition de tous les acquis civilisationnels»

Par [Eugénie Boilait](#)

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 53 minutes



«C'est la montée de la barbarie pure dans nos sociétés apaisées et le fait que celles-ci apparaissent comme liées à l'immigration». *STRINGER / AFP*

ENTRETIEN - La barbarie a franchi un cap avec le meurtre de Lola, 12 ans, en plein Paris. L'essayiste y voit le signe d'une tribalisation de la société où l'autre est déshumanisé. Loin d'être un «fait divers», cet assassinat est un «fait de société» qui s'ajoute à une longue liste de drames, affirme-t-elle.

Ancienne élue locale, Céline Pina est journaliste à Causeur, essayiste et militante. Elle est la fondatrice de «Viv(r)e la République», elle a également publié Silence coupable (Kero, 2016) et Ces biens essentiels (Bouquins, 2021).

LE FIGARO. - Ce crime doit-il être considéré comme un nouveau «fait divers» ou est-il le symptôme d'un malaise français plus profond ? A-t-on franchi un cap dans la barbarie ?

Céline PINA. - L'horreur du calvaire qu'a dû vivre cet enfant, le fait que les atrocités se soient déroulées en journée, à Paris, le fait que l'auteur de l'acte soit une nouvelle fois une personne issue de l'immigration, en situation irrégulière et sous le coup d'un OQTF, tous ces éléments font que derrière le caractère particulier de ce meurtre, on retrouve des éléments récurrents qui renvoient à d'autres affaires: le meurtre en 2017 de deux jeunes filles dans la gare de Marseille, celui du père Olivier Maire en Vendée. On se souvient plus récemment de cas du refus d'obtempérer à Grenoble, qui a abouti à la mort de la passagère, jeune fille de 18 ans, le conducteur était également sous le coup d'une OQTF, comme celui qui a poignardé deux femmes à Bayonne... Ce n'est pas l'ampleur des atrocités commises qui fait qu'un fait divers devient un fait de société, c'est qu'il réveille en nous le souvenir d'autres affaires et nous fait rentrer dans la représentation d'un continuum de violence qui nous montre une société en train de se défaire. C'est l'accumulation de faits divers, la récurrence des violences et l'identité de certains éléments qui font passer ce type de crime de la rubrique fait divers à celui des faits de société. Un fait divers est exceptionnel, un fait de société est révélateur, il est particulier mais renvoie à un phénomène plus général, il appelle également une réaction politique.

Ici, c'est la montée de la barbarie pure dans nos sociétés apaisées et le fait que celles-ci apparaissent comme liées à l'immigration. Non que nos sociétés aient été exemptes de crimes, ou que l'existence d'une immigration régulière et irrégulière soit nouvelle, en revanche ce qui apparaît

comme nouveau est l'ultraviolence des crimes et l'impossible assimilation dont ils semblent être un des témoignages. Pour nombre de Français, **le fait de laisser entrer en nombre des personnes dont la culture n'est pas celle de l'état de droit et qui refusent l'idée même de l'égalité entre les hommes aboutit à faire remonter le niveau de violence.** Cela parle aussi de la déshumanisation des victimes par leurs agresseurs, une déshumanisation ou un rabaissement qui peut être lié à **des logiques culturelles dans les sociétés d'origine où les inégalités sont de mise et où la violence que l'on exerce est un acte de virilité et de domination, une forme d'affirmation de soi.** L'avènement des références tribales sur notre sol déclenche un regain de violence. **En face le fait que la violence légitime (c'est-à-dire celle que l'État a seul le droit d'exercer dans le cadre de l'état de droit** et dans le but de maintenir l'ordre public et la paix civile) soit contestée et **qu'une partie de l'échiquier politique, à gauche, traite la police d'assassin, paralyse un État plutôt faible.** Ses lois paraissent en partie inadaptées aux nouveaux enjeux qu'il affronte en matière de sécurité comme d'immigration.

Faute de place dans les prisons et dans les asiles psychiatriques, beaucoup de personnes potentiellement dangereuses vivent hors de tout cadre, mais de cela pas grand monde n'est conscient.

Céline Pina

Le crime n'a pas fait la une des journaux... Qu'est-ce que cela nous apprend sur notre seuil de tolérance collectif à la violence ?

On vient de rendre hommage à **Samuel Paty. Le crime dont il a été victime était particulièrement atroce et pourtant il n'y a pas eu un «avant» et un «après».** En 2012, quand Mohamed Merah a tiré dans la tête d'une petite fille à bout touchant et abattu deux enfants de 4 et 5 ans et leur père, cela n'a même pas bouleversé le pays. Il en sera probablement de même pour ce qui est arrivé à la petite Lola. **L'émotion des gens est réelle, mais le fait qu'elle amène une prise de conscience et une action politique est une autre affaire. Pourtant l'émotion que ressentent les Français est une forme d'identification. Ils pensent qu'aujourd'hui cela pourrait arriver à leur enfant.** L'affaire du petit Gregory était bouleversante, mais elle ne paraissait pas reproductible. Elle paraissait liée à un contexte particulier. **Là le côté gratuit du meurtre et des faits de torture montre un assassin dont la haine paraissait chercher n'importe quel objet pour exercer sa furie.** Même une enfant. Faute de place dans les prisons et dans les asiles psychiatriques, beaucoup de personnes potentiellement dangereuses vivent hors de tout cadre, mais de cela pas grand monde n'est conscient.

En revanche, ce que tout le monde ressent c'est la montée de la haine et du mépris à travers la montée des discours radicaux. Les islamistes désignent tous ce qui n'est pas eux comme des cibles potentielles, les racistes désignent les Blancs comme des cibles potentielles, les gauchistes désignent la police comme des assassins et expliquent que l'État est raciste donc illégitime...

Déshumaniser l'adversaire, le diaboliser est devenu une base dans le débat public et cela a des conséquences. Avec les attentats et les plus de 300 personnes massacrées sur notre sol par le terrorisme islamiste, nous nous sommes habitués à l'horreur et à la barbarie. Et surtout nous n'avons pas d'autres choix que de nous y habituer ou de refouler notre peur: les islamistes continuent à exercer leur influence en France, l'école ne sait toujours pas résister aux violences et incidents qui se multiplient, le nombre d'affaires concernant des gens sous OQTF explose mais on est toujours aussi laxiste vis-à-vis des pays qui ne reprennent pas leurs ressortissants. La question du droit du sol et d'une meilleure maîtrise de notre politique d'immigration n'est pas posée... **Bref rien n'est fait au niveau politique pour que cette barbarie soit vraiment combattue.** Mickaëlle Paty a dit une chose très juste lors de son discours à la Sorbonne en l'honneur de son frère, «*Tant que rien ne change, c'est que rien n'est fait*», alors dans ce cas-là on serre les dents et on baisse la tête parce qu'on sait que quand la tolérance à la violence devient une habitude, c'est que l'on pense que cette violence n'est pas près de diminuer.

Je ne comprends pas pourquoi ni comment la plupart de nos représentants sont incapables de défendre ce que nous sommes et semblent paralysés par le risque d'être traités de racistes ou de fascistes.

Céline Pina

En tant que mère, cela vous inquiète-t-il sur le monde dans lequel grandiront vos enfants et petits-enfants ?

Bien sûr. J'ai le sentiment de les avoir jetés dans un monde en train de s'effondrer. J'ai l'impression parfois d'être **dans le chapitre inaugural d'une dystopie où tous les acquis civilisationnels sont en train de disparaître parce qu'il n'y a plus personne pour les incarner véritablement** et que les périls, eux, ne cessent de croître. **Ce que je trouve triste c'est que les idéaux qui fondent notre culture et notre civilisation sont beaux et qu'ils sont piétinés par des barbares qui n'ont aucun projet de société viable.** Islamistes, racistes, gauchistes en mode LFI, complotistes ou suprémacistes n'existent que dans la critique et la mise en accusation de la société. Ils ne disent jamais quelle société ils veulent construire. **Et c'est logique car leurs sociétés sont cauchemardesques.** Je ne comprends pas pourquoi ni comment la plupart de nos représentants sont incapables de défendre ce que nous sommes et semblent paralysés par le risque d'être traités de racistes ou de fascistes.

Je m'interroge sur ce que je dois transmettre à mes enfants. Jeune j'étais pleine de confiance en l'avenir, j'étais fière d'être française et consciente de la chance que j'avais d'être née et de vivre en Europe. Je ne me voyais pas dans un monde en déclin, dans un crépuscule de civilisation. Je me dis aussi que le pire n'est jamais sûr et que les hommes ont bien des ressources, que l'on est aussi l'enfant de son temps et qu'ils sauront peut-être redécouvrir nos trésors civilisationnels et humains. Ils arriveront peut-être à les faire vivre là où nous nous sommes contentés d'y voir un cadre et avons oublié qu'ils étaient censés être la source de notre société politique. Souhaitons-leur d'être plus à la hauteur que nous le sommes actuellement.

N'est-il pas également le signe d'un éclatement de la société, qui se manifeste par le manque d'empathie et la cruauté ?

De tels meurtres réveillent en tout cas **le sentiment que nous abritons des monstres en notre sein.** Quand il a un caractère unique, cet élément reste philosophique, quand il s'inscrit dans une montée de la violence sur les personnes, il peut effectivement parler d'un effondrement collectif. **La destruction d'un idéal politique fondé sur la nation en tant que projet collectif, histoire partagée et principes inspirants est en train de donner naissance sur notre sol à une société tribale. Or dans une telle société, le Bien et le Mal n'existent pas, il y a le clan et les autres clans.** Est bien ce qui est bon pour le clan, mal ce qui est mauvais. Il n'y a pas de lien à l'altérité. La logique est binaire, il y a les miens et les autres. Aux miens je dois tout, aux autres, rien. Il n'y a pas d'universalisme dans ce type de société. **Ce qui n'appartient pas au clan est déshumanisé, au mieux il est ignoré, au pire, il est une proie.** Ce qui est sûr c'est que la résonance que ce meurtre a dans la psyché collective dit que consciemment ou inconsciemment, les Français pensent que la violence gratuite ne va pas diminuer, qu'elle est un fait de société et un risque du quotidien.

19 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/19/samuel-paty-mort-pour-avoir-cherche-a-apprendre-le-recul-et-le-decentrement-de-soi-a-de-jeunes-esprits_6146412_3232.html

« Samuel Paty mort pour avoir cherché à apprendre le recul et le décentrement de soi à de jeunes esprits »

Tribune

Nicolas Souhait Professeur agrégé de Lettres classiques

Le professeur est mort parce qu'il effectuait son travail, c'est-à-dire enseigner la liberté d'expression de façon dépassionnée. Et non parce qu'il la défendait, souligne, dans une tribune au « Monde », Nicolas Souhait, agrégé de lettres classiques.

Publié aujourd'hui à 06h30, mis à jour à 06h30 Temps de Lecture 1 min.

Les politiques et les médias ont fait de Samuel Paty le parangon de la défense de la liberté d'expression. On rejoue ce moment de kitsch républicain une fois par an en rappelant aux élèves que la liberté d'expression, c'est important, et l'affaire est pliée, à l'année prochaine. Mais il me semble que l'essentiel n'a pas été suffisamment interrogé, ou que l'on ne lui a pas donné suffisamment de visibilité ; c'est oublier que c'est un professeur, et non un partisan, qui a été assassiné. Un fonctionnaire et non un militant.

Bien sûr, la question de la liberté d'expression n'est pas étrangère à cet assassinat, puisque le cours portait précisément sur ce thème. Toutefois, défendre la liberté d'expression et faire cours sur la liberté d'expression, ce n'est pas pareil. Je crois que ne pas distinguer les deux niveaux, c'est jouer le jeu des terroristes, qui ont vu en lui un partisan et non un professeur.

C'est sur ce geste, faire cours, que je voudrais tout simplement insister. J'espère rendre ainsi davantage hommage à mon collègue. Car cet assassinat témoigne d'une méprise, sinon d'un refus obstiné de comprendre ce qu'est l'école ; la manière dont il est traité médiatiquement – et la manière dont on demande aux professeurs de l'aborder – me paraît témoigner d'une égale méprise, qui n'est autre que le pendant de la première.

Mais où est Samuel Paty là-dedans ?

Samuel Paty est mort parce qu'il effectuait son travail, c'est-à-dire non pas tant défendre la liberté d'expression que l'étudier, soit l'aborder de façon dépassionnée. Un cours efficace fera sentir aux élèves la nécessité de la défendre, bien sûr. Mais il est hors de question d'y prendre parti personnellement, et surtout de tenir des propos qui ne rendent pas raison de leurs causes.

Le terrorisme a injecté de la passion dans un lieu qui aurait dû en rester éloigné. Le gouvernement et les médias jouent finalement le même jeu par réaction – légitime. Mais où est Samuel Paty là-dedans ? Où est l'hommage au professeur ? **L'école est un lieu, un des rares lieux, où l'on peut aborder les idées en tant qu'idées : c'est un espace de problématisation et de neutralisation – mais pas nécessairement de neutralité axiologique. Un lieu où le recul de l'adulte est primordial – condition nécessaire, mais non suffisante hélas, du développement de cette même capacité chez les élèves. C'est cette tâche-là qu'accomplissait mon collègue. Il est mort pour avoir cherché à apprendre le recul et le décentrement de soi à de jeunes esprits. Si l'on considère que Samuel Paty a été assassiné parce qu'il défendait la liberté d'expression, on manque donc le plus grave : on s'en est pris, le 16 octobre 2020, à la possibilité même d'enseigner.**

Nicolas Souhait est professeur agrégé de lettres classiques de la faculté des lettres, Sorbonne Université.

19 octobre (Le Monde)

Route sinueuse pour la voiture électrique

Éditorial

Le Monde

Toute la filière automobile est sous pression en raison de l'interdiction à la vente des moteurs thermiques dès 2035. Mais le passage à l'électrique pose plus de questions qu'il n'en résout, la moitié de la chaîne de valeur étant encore localisée en Asie.

Publié hier à 11h15 Temps de Lecture 2 min. [Read in English](#)

Le [Mondial de l'automobile s'est ouvert](#), lundi 17 octobre, au moment où les automobilistes ont les plus grandes difficultés à faire le plein d'essence en raison de la grève qui touche les raffineries et les dépôts de carburant. La situation aurait pu constituer la meilleure des promotions pour le véhicule électrique (VE), qui sera l'incontestable vedette de ce salon. **Elle permet surtout de constater que l'automobile reste indispensable aux déplacements du quotidien et que les Français demeurent très dépendants du pétrole. De quoi mesurer l'ampleur du défi qui reste à accomplir pour réussir cette grande bascule industrielle.**

A ce stade, le passage à l'électrique pose plus de questions qu'il n'en résout. Qu'il s'agisse de son accessibilité ou de sa fabrication, **le VE n'est pas la solution miracle, du moins, pas encore.** En se fixant pour objectif **d'interdire la vente de véhicules à moteur thermique dès 2035, l'Union européenne** a mis la pression sur toute une filière, qui doit maintenant composer avec une injonction qui peut avoir du sens sur le plan environnemental, mais dont les jalons restent flous.

L'accessibilité, d'abord. Les constructeurs estiment qu'il faudra entre cinq et sept ans pour résorber l'écart de prix entre un véhicule thermique et son équivalent électrique. En attendant, le nombre d'acheteurs potentiels menace de s'effondrer.

L'idée de mettre en place un système subventionné de location avec option d'achat à 100 euros se révèle plus compliquée que prévu. Le projet ne verra pas le jour avant 2024. D'ici là, Emmanuel Macron vient **d'annoncer une augmentation de la prime à l'achat**, qui pour les ménages les plus modestes va passer de 6 000 à 7 000 euros. **Malgré ces aides, le VE va rester hors de portée pour beaucoup de Français.** Même si les ventes commencent à décoller, même si plus d'un million roulent déjà sur nos routes, **les VE représentent à peine 2 % du parc total.**

Nouveaux usages

La technologie doit aussi surmonter un certain nombre de freins. **Seul un Français sur quatre croit à l'avènement du tout-électrique en 2035. Le rythme d'installation de bornes de recharges n'est pas de nature à les rassurer.** Sur les 100 000 promises par les pouvoirs publics, à peine les trois quarts ont été installés dont **beaucoup sont hors d'usage, faute de maintenance.** Sans une accélération des investissements dans ce domaine et une amélioration de l'autonomie des véhicules, l'usage du VE aura du mal à se généraliser. Surtout son adoption **impliquera un nouveau rapport à la voiture. Pour être réellement écologique, celle-ci devra être plus petite et elle n'aura pas les mêmes usages qu'aujourd'hui.**

Beaucoup d'inconnues subsistent sur les **conséquences industrielles** de la transition. **La moitié de la chaîne de valeur est encore localisée en Asie.** En outre, **l'Europe doit importer les principaux composants nécessaires à la fabrication des batteries, dont les prix explosent.** Si les constructeurs français tentent d'accélérer pour localiser l'assemblage dans leurs usines, **rien ne dit qu'ils gagneront la course contre la montre engagée avec des concurrents chinois, qui sont prêts à déferler sur le Vieux Continent avec des voitures qui coûtent de 20 % à 30 % moins cher.**

Se pose aussi la question de la disponibilité d'une électricité décarbonée en quantité suffisante. Enfin, le volet social de cette révolution industrielle s'annonce douloureux. L'assemblage d'un VE nécessite deux fois moins d'heures de travail qu'un véhicule classique, ce qui va se traduire par des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans la filière. Si la destination vers le tout-électrique est claire, la route qui y mène s'annonce sinueuse.

19 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/19/440969-taxer-les-superprofits-telle-nest-pas-la-question>

Taxer les superprofits ? Telle n'est pas la question

Claude Sicard

Avec la cogestion on fait participer l'homme « au produit de ses facultés ». Des pays comme l'Allemagne et la Suède pratiquent depuis très longtemps et avec succès ce système.



Publié le 19 octobre 2022

La guerre en Ukraine et les mesures prises par les pays occidentaux pour [pénaliser la Russie](#) de Poutine ont eu pour conséquence de provoquer un surenchérissement immédiat des prix de l'énergie. Les firmes qui sont les acteurs du secteur bénéficient ainsi de cet emballement.

En France, la multinationale TotalEnergie vient d'annoncer que pour le premier semestre de 2022 cette crise se traduit, pour elle, par des résultats bénéficiaires exceptionnellement élevés : [18,8 milliards de dollars](#) en « résultat net corrigé ». Ce chiffre est à comparer au résultat de [16 milliards qui était celui de tout l'exercice 2021](#). C'est un bond considérable.

Immédiatement et de toutes parts, on a crié au scandale. Du fait de la crise, cette multinationale engrange des superprofits qui n'ont rien à voir avec ses mérites propres. Il faut donc que l'État la taxe pour en faire profiter la collectivité. Le débat dans le public est donc ouvert : faut-il ou pas taxer les superprofits des sociétés quand ils apparaissent ? Le personnel de l'entreprise a immédiatement revendiqué une augmentation de 10 % des salaires. Il réclame sa part et, comme c'est l'habitude en France, [la CGT a déclenché une grève](#) pour aborder en position de force les négociations à venir avec la direction de l'entreprise.

Cette affaire soulève un certain nombre de problèmes de fond qui ne sont toujours pas réglés dans notre pays, et c'est donc l'occasion d'y réfléchir :

- **les manipulations trop fréquentes des règles du jeu pour les acteurs de la vie économique,**
- **la participation des salariés aux résultats de leur entreprise,**
- **l'indécente rémunération des grands dirigeants des multinationales.**

Des règles fiscales stables pour les entreprises

Les entreprises ont à prendre régulièrement des décisions qui engagent leur avenir et il leur faut pour cela des règles stables. Dans son livre *Économie, les règles du jeu*, paru en 1992, Michel Didier qui a été longtemps président de Rexecode écrit :

« *L'économie n'est pas le domaine de l'arbitraire.* »

En 2008, le cabinet d'avocats TAJ a plaidé pour des règles stables, se référant [à l'enquête qu'il avait réalisée auprès de grandes multinationales](#) d'où il ressortait que 69 % d'entre elles jugeaient notre système fiscal « peu stable », et 85 % « peu attractif ».

Inventer une taxe à propos de l'apparition de superprofits résultant de la guerre en Ukraine va à l'encontre de cette nécessité de règles stables afin que les acteurs de la vie économique puissent prendre des décisions. Cette règle s'impose plus que jamais en France au moment où l'on va avoir le plus grand besoin des [investissements directs étrangers](#) (les IDE) pour reconstituer un tissu industriel qui s'est considérablement rétréci depuis la fin des Trente glorieuses.

Un système d'association capital-travail reste à inventer

L'annonce par Total de profits exceptionnels a immédiatement enflammé les esprits dans la classe ouvrière et chez les hommes politiques de gauche.

[Philippe Martinez](#), le secrétaire général de la CGT, a [déclaré](#) :

« *On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires et les retraites mais nous sommes confrontés à des entreprises qui font des superprofits* ».

Et Jean-Luc Mélenchon, le leader de [La France insoumise](#), a [averti](#) le gouvernement :

« *Nous allons tous ensemble commencer à préfigurer ce nouveau Front populaire dont nous avons besoin dans le pays pour renverser la table* ».

La France est un pays où le dialogue social fonctionne mal et les grèves, bien plus nombreuses que dans tous les autres pays européens, illustrent ce phénomène.

Jours de grève par an pour 1000 salariés- Période 2009-2018 :

- France..... 114
- Espagne..... 54
- Grande-Bretagne..... 19
- Allemagne..... 18
- États-Unis..... 6
- Suisse..... 1

([Source](#))

Les syndicats français ont conservé dans leur ADN la [Charte d'Amiens de 1906](#), fondatrice d'un syndicalisme révolutionnaire, un syndicalisme de lutte pour la transformation de la société avec comme moyen d'action la grève générale, qui veut la prise en mains de la société par les producteurs associés. Ce n'est que tout récemment que certains syndicats en sont venus à s'éloigner de cette ligne pour devenir [des syndicats réformateurs](#). La CGT marxisante a finalement cessé d'être le premier syndicat de France.

Cette caractéristique particulière des syndicats français a empêché l'acheminement du pays sur la voie de la cogestion dans les entreprises, voie qui a fait la réussite industrielle de nos voisins allemands. Dans le système allemand les représentants du personnel sont à égalité avec les actionnaires dans les conseils de surveillance des entreprises ; il y a cogestion. En Suède, ce système existe également, mais les représentants du personnel ne disposent seulement que d'un tiers des voix.

Il serait temps que tout le syndicalisme français devienne réformateur plutôt que révolutionnaire et que l'on songe à s'acheminer **vers une plus grande association capital-travail** afin de mettre un terme à ce problème ancien de **lutte des classes** qui mine par trop notre société.

L'économiste [Thomas Piketty](#), mondialement connu, et idole d'une certaine gauche, plaide pour le renforcement de la cogestion dans les entreprises françaises.

Dans son ouvrage au succès extraordinaire, *Le capital au XXIe siècle* paru en 2013, il énonce qu'il faut dépasser le capitalisme afin de le rendre plus juste : il faut aller vers **une « véritable économie sociale de marché »**.

En 2015, les économistes Müller et Stegmaier ont également, de leur côté, montré tout l'intérêt des systèmes de cogestion.

Il s'agit là d'une mutation nécessaire en France afin d'aller vers une société plus harmonieuse.

En revanche, en Suisse la cogestion n'existe pas. En mai 1937 des conventions ont été passées entre les syndicats et le patronat pour privilégier la paix sociale par le dialogue. Cet accord exemplaire est devenu un élément de l'identité nationale de ce pays : il n'y a jamais de grève.

Les rémunérations de grands dirigeants sèment le trouble dans le public

On sait que les Français ont un amour immodéré pour l'égalité.

Déjà [Tocqueville](#) l'avait souligné :

« Les Français veulent l'égalité dans la liberté, et s'ils ne peuvent pas l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage ».

Dans [un article sur *Économie matin*](#), le banquier international et énarque Olivier Myard nous écrivait :

« En France, le fond culturel est majoritairement plus sensible à l'égalité qu'à la liberté ».

Aussi, les rémunérations faramineuses des PDG des grandes entreprises multinationales qui réussissent font scandale.

C'est à présent le cas avec le dévoilement de la rémunération de [Patrick Pouyaumé, le PDG de Total, qui aurait perçu 5,9 millions d'euros de rémunération en 2021](#), une augmentation de 52 % par rapport à l'année précédente.

Précédemment, c'était [la rémunération de Carlos Tavares](#), le directeur général du groupe Stellantis, qui avait défrayé la chronique : il avait perçu une rémunération de 66 millions d'euros en 2021, s'articulant en un salaire de 19 millions et des primes s'élevant à 47 millions d'euros du fait des résultats très brillants de l'entreprise, des profits près de trois fois supérieurs en 2021 à ceux de l'exercice précédent.

Bruno Le Maire [avait dit](#) à ce sujet :

« Cette rémunération est excessive et ça pose la question des grands dirigeants d'entreprise ».

Le gouvernement français ne manque pas de s'émouvoir de la situation explosive créée par de telles disproportions entre les rémunérations gigantesques des grands PDG et le salaire moyen des Français, mais nos dirigeants sont complètement désarmés.

Aucune solution n'existe pour régler ce problème car le marché des grands PDG est international.

Aux États-Unis les rémunérations des dirigeants sont encore plus élevées : Carlos Tavares est Portugais, et le président d'Air France, Benjamin Smith, est Canadien. Le PDG de Stellantis avait expliqué : *« C'est dans les valeurs de Stellantis de payer pour les performances »*. **Si en France des mesures étaient entreprises pour plafonner les rémunérations des grands dirigeants les entreprises délocaliseraient immédiatement leur siège social.**

Quelles solutions ?

Tous les éléments de réflexion exposés ci-dessus conduisent à la conclusion qu'il n'y a pas lieu de taxer des superprofits.

Dans le cas de Total Energie ils vont permettre d'accroître le *cash flow* dont l'entreprise a besoin pour financer son ambitieux plan d'investissement au rythme prévu entre 13 et 15 milliards de dollars par an dans la période 2022-2025. Il faut rappeler que l'exercice 2020 s'était soldé par une perte de 7,3 milliards de dollars. Certes, il est indispensable que le personnel de l'entreprise bénéficie, tout comme les actionnaires, de cette manne soudaine et le groupe Total ne manquera sans doute pas de le faire.

Il reste à trancher le problème de l'amélioration du climat social en France par une plus grande association du capital au travail, la solution étant, indubitablement, la cogestion à l'allemande, la *Mitbestimmung*.

On se souvient que, précisément, cette association du travail et du capital était ardemment souhaitée par [le général de Gaulle](#). Les historiens du gaullisme nous disent que ce projet issu du christianisme social était au centre de l'œuvre inachevée du général de Gaulle qui y voyait la seule solution possible pour mettre fin à la lutte des classes.

Le 4 janvier 1948, lors de son discours à Saint-Étienne il avait exposé sa conception de la participation :

« La solution humaine, française, pratique, est dans l'association du capital et du travail. Elle consiste, à partager les bénéfices et les risques ».

De Gaulle y revint sans cesse, mais sans succès. Il ne parvint pas à mobiliser le patronat, peu enthousiaste à l'idée de partager le pouvoir au sein de l'entreprise.

Cette attitude conservatrice n'a rien à voir avec le libéralisme. En effet, si l'on suit par exemple [Frédéric Bastiat](#) dans sa conception de la propriété, on voit que rien ne s'y oppose.

En 1848, dans un article du *Journal des économistes*, intitulé « [Propriété et la loi](#) » il explique :

« La propriété n'est que le prolongement des facultés [...] Séparer l'homme du produit de ses facultés, c'est le faire mourir ».

Avec la cogestion on fait participer l'homme « *au produit de ses facultés* ». Des pays comme l'Allemagne et la Suède pratiquent depuis très longtemps et avec succès ce système. Certes, en Allemagne des critiques s'élèvent aujourd'hui à l'égard de la cogestion, et les entreprises étrangères qui s'installent dans ce pays peuvent y échapper.

Une [publication de l'iFRAP du 30 août 2012](#), énonce :

« Il est indéniable que le système de cogestion allemand est bénéfique [...] Pourtant, face à la liberté de circulation des capitaux et d'établissement des entreprises, la cogestion allemande nécessite une révision urgente afin de s'adapter plus facilement à l'entrepreneuriat ».

C'est donc d'un chantier qu'il faut ouvrir sans plus attendre, mais il ne figure malheureusement pas dans le calendrier des urgences de notre Première ministre.

Dans le numéro du 12 octobre 2012, de la revue *CFDT Cadres*, on pouvait lire [un article sur la cogestion](#) où l'auteur concluait :

« La cogestion est un témoin et un révélateur des structures du capitalisme allemand. Elle propose un modèle à la fois alternatif et complémentaire du syndicalisme ».

19 octobre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/le-modele-social-francais-se-resume-une-fois-de-plus-a-une-chienlit-ingerable-carburant-petrole-essence-syndicats-cgt-hausse-des-salaires-greve-generale-totalenergies-jean-marc-sylvestre>

Le modèle social français se résume une fois de plus à une chienlit ingérable

avec [Jean-Marc Sylvestre](#)

Après deux semaines de blocage des dépôts de carburant, une marche de la Nupes dimanche menée par Jean-Luc Mélenchon, et une journée de grève générale organisée par la CGT conduite par Philippe Martinez, personne ne peut dire comment ce mouvement peut évoluer et surtout, si les feux qui ont été allumés par les personnels de TotalEnergies au tout début du mouvement réussiront à s'étendre à toute la société.

C'est assez peu probable, parce que les mouvements sont trop incohérents, avec des mots d'ordre contradictoires, disparates, des leaders aux egos très concurrentiels.

Au départ, les salariés de la CGT Energie de chez Total réclament des augmentations de salaires que la direction refuse. Le gouvernement va inciter tout le monde à négocier. La négociation débouche sur un compromis, accepte et signe par une majorité très large des syndicats de Total, sauf quelques 150 salariés CGT. Qui maintiennent leur blocage et essaient de contaminer d'autres entreprises, d'où la journée d'action qui a donné lieu à des manifestations dans la plupart des grandes villes de France.

Cela dit, tout cela est d'une confusion extrême.

Les salariés de Total qui sont en grève ont sûrement raison, mais ils ne sont pas parmi les salariés les plus défavorisés. Au contraire.

La journée d'action de Mélenchon ou les défilés de Philippe Martinez, hier mardi, n'ont pas été des francs succès. Ils ont attiré des salariés parmi les mieux protégés qui appartiennent soit à des grands groupes (TotalEnergies, Dassault, Safran), soit surtout à la fonction publique comme la Sncf. Mais la foule n'était pas dans la rue.

Ajoutons à cela, et les salariés le savent, que ces mouvements sont le théâtre d'une concurrence entre les responsables politiques et les responsables syndicaux. La gauche de JL Mélenchon était en train de se refaire une santé et la CGT a démarré la campagne pour les élections professionnelles. Ces histoires de chapelle traduisent davantage des conflits d'intérêt personnel qu'une prise en compte réelle des problèmes du monde du travail.

Par conséquent et a priori, ces spasmes sociaux n'annoncent pas une période de conflit sérieux et longs. Mais personne ne le sait en réalité. Parce qu'il peut se faire qu'une majorité de Français, comme souvent, se résolvent à faire la grève par procuration. Après tout, la grève peut aussi se faire en télétravail.

On ne connaît jamais par avance la réalité de ces phénomènes. Personne n'a été capable de dire au tout début du mouvement des gilets jaunes que la France allait être profondément perturbée pendant plus d'un an. Personne, et surtout ni la gauche politique, ni les syndicats.

Les institutions étaient larguées et exclues du jeu. D'où les risques de perturbation grave parce qu'il n'y avait pas de solutions politiques.

Actuellement, la classe politique et les syndicats essaient d'être présents et influenceurs, mais le sont-ils vraiment ?

Les mots d'ordre sont contradictoires. Comment lutter contre la vie chère et le réchauffement climatique en même temps? Quand on sait qu'une des sources de l'inflation réside dans la transformation écologique. D'un côté, la fin du mois et de l'autre, la fin du monde.

Le climat est très anxiogène en termes d'inflation, d'activité et d'emploi. Les chefs d'entreprises craignent une détérioration de leur situation, même si les fondamentaux restent bons. Les investissements vont baisser, les créations d'emplois aussi.

Aucun acteur sérieux ne peut imaginer qu'on luttera contre la hausse des prix par une augmentation généralisée des salaires, parce qu'on sait bien que l'augmentation des salaires sera répercutée sur les prix, donc à la charge du consommateur. On entrerait alors dans une spirale très toxique entre les prix et les salaires.

Aucun acteur sérieux ne peut imaginer qu'on puisse continuer à signer des chèques pour alléger les coûts supportés par les consommateurs. « Le quoi qu'il en coûte » va devenir insupportable, y compris pour les entreprises.

Ce climat-là ne mettra pas toute la France dans la rue mais il peut alimenter une chienlit sociale comme le disait le général De Gaulle, dont le système économique finirait par pâtir.

Cette chienlit est une spécificité française et aucun gouvernement ne s'est sérieusement attaqué aux origines.

Cette incapacité de nouer un dialogue social pour négocier le partage des ressources, cette allergie à la culture du compromis a des explications très connues et analysées mais auxquelles personne ne s'est malheureusement attaquée :

L'État trop centralisé, la disparition des corps intermédiaires, le déficit d'éducation et de formation des problèmes économiques, la faiblesse des contre-pouvoirs syndicaux, leur faible représentativité, l'excès de corporatisme professionnel, le poids de la fiscalité et son corollaire de générosité extrême du modèle social ... etc. etc.

La pire des chienlits s'était développée en France pendant les événements de mai 1968. Mouvement totalement différent de la situation actuelle. Un mouvement d'étudiants dans une France trop à l'étroit dans ses structures pour assumer la croissance économique forte. Le Général de Gaulle avait diagnostiqué le mal français mais il n'a pas guéri le mal français. Il a simplement réussi à calmer le jeu et à remettre la France au travail, et comment a-t-il fait? En donnant à son Premier ministre l'ordre de payer.

Georges Pompidou a donc signé des chèques à la CGT. « Il faut arrêter d'emmerder les Français » aurait-il dit . Un jeune conseiller de Matignon qui gérait le dossier aurait ajouté : « quoi qu'il en coûte ! » Le jeune conseiller avait les dents longues. C'était Jacques Chirac.

19 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/international/schwedens-liberalisierter-schulmarkt-steht-in-der-dauerkritik-ld.1706012>

Schulwahl, Profitgier, Segregation: Schwedens liberalisierter Schulmarkt steht in der Dauerkritik

In Schweden können Kinder seit dreissig Jahren zwischen privaten und kommunalen Schulen wählen – zahlen tut der Staat. Die weltweit einmalige Liberalisierung sollte mehr Freiheit und bessere Lernresultate bringen. Tatsächlich aber hat sie den Bildungssektor zu einem politischen Dauerbrenner gemacht.

Ingrid Meissl Årebo, Linköping

19.10.2022, 05.30 Uhr



In Schweden gehören heute neun von zehn Gymnasien gewinnorientierten Aktiengesellschaften. Die Ostra Real-Schule in Stockholm (Bild) aber ist eine öffentliche Schule.

Martin von Krogh / Getty

«Was ich an meiner Schule nicht mag? Das Essen», sagt die Sechstklässlerin Latifa ohne langes Überlegen, während sie herzhaft in einen roten Apfel beisst. «Aber wir haben ja Apfelbäume auf dem Pausenhof.» Ebenfalls wie aus der Pistole geschossen kommt ihre Antwort auf die Vorzüge: «Wir lernen unheimlich viel, bekommen viele Noten und haben klare Ziele.» Ihre Freundin Shahd, die mit einem Pflücker ebenfalls einen Apfel zu angeln versucht, findet die Lehrer sehr nett und mag es, dass Ruhe und Ordnung im Klassenzimmer herrschen. Auch der ein Jahr ältere Simon mag die Disziplin: «Es ist streng hier, aber auf eine gute Art – in einer so grossen Schule braucht es Regeln», sinniert er auf dem Basketballfeld.

Weltweit einmaliges Experiment

Latifa, Shahd und Simon sind 3 von 700 Viert- bis Neuntklässlern der Englischen Schule in Linköping, die zur nationalen Gruppe [International English School \(IES\)](#) gehört. Dank zweisprachigem Unterricht und einem Fokus auf Lernerfolg und Disziplin ist die IES eines der beliebtesten Schulunternehmen; es unterrichtet landesweit gegen 32 000 Kinder. 1993 gegründet, war die English School eine der ersten sogenannten freien Schulen, also Ausbildungsstätten in privater Regie, die durch die öffentliche Hand finanziert werden. Von den Eltern dürfen sie kein Schulgeld verlangen.

Schwedens 1992 lanciertes Konkurrenzmodell kommunaler und freier Schulen, die alle dem nationalen Lehrplan folgen müssen, ist weltweit einmalig. Das Land setzte die vom einflussreichen amerikanischen Ökonomen Milton Friedman skizzierte Idee von Bildungs-Vouchern, die die

Kinder wie Kinogutscheine an einer Schule ihrer Wahl einlösen können, in die Praxis um. Die Liberalisierungswelle, die auch das Gesundheitswesen erfasste, sollte Schwedens aufgeblähten Wohlfahrtsstaat entschlacken. Vom Wettbewerb erhoffte man sich bessere Lernresultate zu tieferen Kosten.

Jahrzehnte später hat die Realität die wildesten Träume der Reformen übertrafen. Heute besuchen 180 000 Kinder nichtkommunale Primarschulen, das entspricht einem Anteil von 15 Prozent. Die freien Gymnasien unterrichten gar einen Drittel der Mittelschülerinnen und -schüler. Landesweit hat sich ein dichtes Netz freier Schulen etabliert, hinter denen hauptsächlich Privatunternehmen stehen: 60 Prozent der freien Grundschulen und neun von zehn Gymnasien gehören gewinnorientierten Aktiengesellschaften, der Rest entfällt auf Stiftungen, Vereine und religiöse Gruppen. Die Ausbildung ist dadurch nicht besser geworden: Gemäss den internationalen Pisa-Vergleichsstudien der [OECD](#) hat der Schulwettbewerb dem Land nicht zum erwünschten Qualitätsschub verholfen – im Gegenteil.

Freie Schulwahl fördert die Segregation

Schwedens Schulexperiment ist damit zu einem politischen Dauerbrenner geworden. Sowohl die über Jahrzehnte hinweg regierenden Sozialdemokraten, die die Deregulierung vorgespurt hatten, wie auch die Bürgerlichen, die den Systemwechsel vollzogen, sind heute ernüchert. Im Fokus der Kritik stehen die Gewinne der Privatschulen, die Notendurchschnitte, die landesweit eine Tendenz nach oben aufweisen, und die «freie Schulwahl».

Letztgenannte ist nicht ganz so frei, wie der Name es suggeriert. Während kommunale Schulen Kindern aus ihrem Einzugsgebiet einen Platz garantieren müssen, können freie Schulen eigene Aufnahmekriterien erlassen, es kommt zu Wartelisten. Bei der von einer Stiftung betriebenen Stockholmer Privatschule Campus Manilla etwa standen letztes Jahr 11 000 Kinder Schlange; die gefragte Schule unterrichtet aber nur gut 500 Grundschülerinnen und -schüler, unter ihnen die Kinder von Kronprinzessin Victoria.

Für viele bildungsnahe Eltern in den Grossstädten ist die Schulkarriere schon ein Thema, bevor ihr Nachwuchs laufen kann. Wer bei populären Privatschulen eine Chance haben will, muss die Kids im Babyalter anmelden. Wer hingegen mit älteren Kindern zuzieht, sich spät oder gar nicht um die Schulwahl kümmert, hat mit den kommunalen Schulen vorliebzunehmen. Dies ist allerdings kein Problem, sehr viele öffentliche Schulen sind ausgezeichnet. Problematisch ist es aber in Quartieren mit vielen Einwanderern. Mangelnde Sprachkenntnisse und soziale Probleme lenken vom Schulstoff ab und drücken die Noten; der schlechte Ruf der Schule schreckt qualifiziertes Lehrpersonal ab, was zu einem Teufelskreis führt.

Das [staatliche Schulamt](#), Bildungsforscher und die [OECD](#) kritisieren, dass Schwedens freie Schulwahl die Segregation fördere. Wie eine faire, sozial ausgleichende Schulwahl aussehen müsste, ist umstritten – weder die Auslosung von Plätzen noch eine bewusste Durchmischung der Klassen sind politisch mehrheitsfähig. Im Juni lehnte das Parlament einen Vorschlag ab, der es Privatschulen verboten hätte, die Länge der Wartezeit als Aufnahmekriterium anzuwenden.

Handys, Kaugummis und Minijupes sind verboten

Auch die Englische Schule in Linköping führt eine Warteliste. Für die kommende vierte Klasse stehen rund 300 Kinder Schlange – Platz hat es nur für knapp 100 Schülerinnen und Schüler. Der Rektor Henrik Svärd betont jedoch, dass es derzeit in den meisten Jahrgängen ein paar freie Stühle habe. Der Markt in Linköping sei sehr umkämpft, den Privatschulen stehe eine Vielzahl starker kommunaler Schulen gegenüber, die sich mit vertieftem Sprach- oder Mathe-Unterricht oder

Musikklassen profilierten. Zudem will die Stadt, dass mehr Eltern und Schüler vom Wahlrecht Gebrauch machen: Alle Sechstklässler müssen vor dem Übertritt in die Oberstufe fünf Schulen wählen. Die Plätze werden nach einem ausgeklügelten Schlüssel verteilt, wobei das Näheprinzip Vorrang hat. Dieses System hat eine bessere geografische Durchmischung zur Folge – viele Kinder pendeln täglich quer durch die Stadt.

Das gängige Bild, wonach Privatschulen eher von ethnischen Schweden besucht werden, straft Svärds Schule Lügen. Hier werden über vierzig Muttersprachen gesprochen, sieben von zehn Schülern haben ausländische Wurzeln, und viele Eltern sind laut dem Rektor nicht Akademiker. Tatsächlich präsentiert sich der parkähnliche Pausenhof als buntes Kaleidoskop von Kindern aller Haar- und Hautfarben. Nur etwas fehlt: Mobiltelefone. Diese sind im Schulalltag ebenso verboten wie Kaugummis, Baseball-Caps, zu kurze Jupes und das Rennen durch die Gänge.

Und noch eine Regel gibt es: Das Lehrpersonal wird nicht mit dem Vornamen angesprochen, sondern mit Mister und Miss – ein Anachronismus in dem Land, dessen Bewohner seit über fünf Jahrzehnten per Du sind. Was den Notendurchschnitt und den Anteil Neuntklässler mit einem gültigen Abschlusszeugnis betrifft, liegt Henrik Svärds Schule zwar über dem Durchschnitt, zu den allerbesten des Landes, wie viele IES-Schulen, gehört sie jedoch nicht.

Heiss umstrittene Schulprofite

Am meisten Zündstoff birgt jedoch die Frage der Gewinne. Nach Berechnung des schwedischen Fernsehens haben die vier grössten privaten Schulkonzerne in den vergangenen vier Jahren rund 420 Millionen Franken verdient; nicht wenig dieser Profite floss als Dividenden an die teilweise ausländischen Eigentümer. Ganz anders in Estland, das ebenfalls öffentlich finanzierte Privatschulen zulässt: Dort sind die Besitzer verpflichtet, Gewinne in den Schulbetrieb zu reinvestieren. Doch selbst ohne Dividenden können sich die Eigentümer eine goldene Nase verdienen. Vor einigen Jahren sorgte die IES-Gründerin für Schlagzeilen, als sie mit dem Verkauf der Aktienmehrheit an einen Risikokapitalfonds einen zweistelligen Millionengewinn einstrich. Die Pläne von Schwedens Links-Grünen, die Schule zu verstaatlichen oder zumindest Profite zu verbieten, sind nach deren Wahlniederlage vom Tisch. Die neue bürgerliche Koalition will es gemäss dem [druckfrischen Regierungsprogramm](#) lediglich verbieten, dass Privatschulen «in den ersten Jahren» nach einer Neugründung oder einem Eigentümerwechsel Gewinne ausschütten. Der IES-Rektor Svärd relativiert das Bild vom Milliardengeschäft Privatschule: Er peile eine bescheidene Gewinnmarge von 3 bis 4 Prozent an – angesichts hoher Fixkosten wie Miete und Personal sei der Spielraum nicht grösser. Flexibilität besteht auf der Einnahmenseite, wo mehr Schüler mehr Einnahmen brächten: «Die Warteschlange ist unser finanzieller Puffer.» Laut einer neueren Untersuchung ist die Lehrerdichte an Schwedens freien Schulen etwas geringer als an kommunalen Schulen. Letztere zahlen zudem höhere Löhne und verfügen über mehr Personal mit pädagogischer Ausbildung; das ist Wasser auf die Mühlen der Freischulgegner.

Unter Generalkritik steht auch das Schulgeld. Obwohl kommunale Schulen einen umfassenderen Auftrag haben als freie Bildungsstätten – sie müssen nicht nur allen Kindern Platz bieten, sondern haben meist auch einen höheren Betreuungsaufwand –, werden sie dafür nicht entschädigt. Zudem bestehen enorme Unterschiede in der Höhe des Schulgelds. Einigen Gemeinden ist die Ausbildung der Kinder fast doppelt so viel wert wie anderen. «Hier muss die schwedische Schule einheitlicher werden», sagt Henrik Svärd. Sein Appell findet Gehör: Die neue Regierung strebt an, das Finanzierungsmodell landesweit zu normieren. Den Rektor plagen derweil ganz andere Probleme. Auch in Schweden herrscht akuter Lehrermangel. Zumindest hier spielt die Eigentümerfrage keine Rolle, schreien doch öffentliche und private Schulen gleichermassen nach Lehrkräften.

Im Gegensatz zu den Politikern haben viele Betroffene eine pragmatischere Sicht auf die Schulfrage. Eltern wählen die Schule selten nach ideologischen Kriterien – für sie ist zentral, dass sich die Kinder wohlfühlen, etwas lernen und gute Lehrer haben. Mundpropaganda, Informationsabende und Statistiken zu Lehrerdichte, Schülerzufriedenheit und Notendurchschnitt können helfen. Oft ist aber das Bauchgefühl ausschlaggebend, so bei Jacob (Name geändert). Als der begabte Fünftklässler in der Dorfschule immer stärker gemobbt wurde, suchten die Eltern nach Alternativen. Ihre Wahl fiel auf eine familiäre Schule in der Nachbarstadt, die kleine Klassen führt und in der ihr Sohn sich sofort wohlfühlte. Dass es sich um eine Freischule von der börsenkotierten Academedia, Schwedens grösstem Bildungskonzern, handelte, war sekundär, wie die Mutter erzählt. Jacobs Schulwechsel hätten sie keine Sekunde bereut.

19 octobre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/klimawissenschaftler-es-ist-fahrlaessig-nur-auf-sie-zu-hoeren-ld.1707711>

GASTKOMMENTAR

Es wäre fahrlässig, nur auf Klimawissenschaftler zu hören

In der Debatte um die Klimaerwärmung gibt es ein starkes Ungleichgewicht: Klimawissenschaftler und Aktivisten kommen häufig zu Wort. Stimmen von anderen Naturwissenschaftlern, Ökonomen und Sozialwissenschaftlern werden oft nicht gehört. Das muss sich dringend ändern.

Frank Scheffold

19.10.2022, 05.30 Uhr



Mitglieder von «Renovate Switzerland» bei einer Blockade in Lausanne, 4. Oktober 2022.

Laurent Gillieron / EPA

Am Samstag vor einer Woche blockierten Klimaaktivisten von «Renovate Switzerland» eine Stunde lang die Zürcher Hardbrücke und verursachten ein Verkehrschaos. Eine der beteiligten Aktivisten hatte einige Tage zuvor an der Universität Freiburg ein Symposium zum Thema **Klimaaktivismus** organisiert. Die Veranstaltung wurde von der Universität öffentlich angekündigt und fand in deren Räumlichkeiten statt.

Die Auswahl der Referenten und des Veranstaltungsortes (im Pavillon des Botanischen Gartens) **lässt vermuten, dass es den Organisatoren vor allem um die Vernetzung und Rekrutierung neuer Aktivisten aus dem akademischen Milieu ging.** Die Gruppe, welche hinter dem Symposium steht, nennt sich **Scientist Rebellion** und ist eng mit Renovate Switzerland verbunden.

Stimmen anderer Wissenschaften

Diese fragwürdige Mischung aus Aktivismus und universitärer Veranstaltung zeigt einmal mehr, dass die Klimadebatte auch im akademischen Umfeld auf eine breitere Basis gestellt werden muss. Universitäten und ihre Wissenschaftler dürfen das Thema nicht einer kleinen Gruppe von Personen überlassen. Wie in der Corona-Krise, wo die Meinung einiger weniger Experten grosses Gewicht hatte, **gibt es auch in der Klimadebatte ein starkes Ungleichgewicht. Klimawissenschaftler und Aktivisten kommen ständig zu Wort, aber die Stimmen von anderen Naturwissenschaftlern, Ökonomen und Sozialwissenschaftlern werden oft nicht gehört oder nur am Rande erwähnt.**

Dabei ist zu bedenken, dass gewisse Disziplinen durch einen massiven Zuwachs an Forschungsgeldern, Aufmerksamkeit und Anerkennung von der Klimakrise profitieren. **Es ist daher fahrlässig, zu glauben, dass Klimaexperten die Situation in der politischen Debatte immer objektiv einschätzen werden. So werden ausgewogene Positionen aus den Fachberichten, zum Beispiel jene des Weltklimarats IPCC, oft verzerrt und dramatisiert wiedergegeben; insbesondere von Wissenschaftern und Aktivisten, die in der Öffentlichkeit stehen. Die Folgen des Klimawandels und der Kollateralschäden der Gegenmassnahmen müssen jedoch von der gesamten Gesellschaft getragen werden.**

Ruf nach «Klimarevolution»

Die Blockade der Hardbrücke sowie ähnliche Proteste – in der Schweiz und in unseren Nachbarländern – lässt vermuten, dass die Häufigkeit solcher Aktionen weiter zunehmen wird. Allein in der letzten Woche hat die Organisation Renovate Switzerland mehrmals den Verkehr auf einer Hauptverkehrsstrasse des Landes unterbrochen. **Auf der Website rufen die beteiligten, meist jungen Wissenschaftler sogar zu einer «Klimarevolution» auf.**

Wie Terrorismusexperten in Deutschland warnen, besteht die Gefahr, dass sich Splittergruppen bilden, denen gewaltfreier Widerstand nicht mehr ausreicht. Um dieser Gefahr vorzubeugen, ist eine ehrliche Debatte über den Klimawandel und die dagegen zu ergreifenden Massnahmen unerlässlich. **Insbesondere müssen die Gefahren für die Schweiz und die Welt realistisch dargestellt werden, und die zu diskutierenden Gegenmassnahmen dürfen sich nicht allein auf die Reduktion von Klimagasen beschränken.**

Das CO₂-Gesetz wurde unlängst vom Stimmvolk abgelehnt. Das Netto-Null-Ziel der Energiestrategie 2050 ist ohne neue Kernkraftwerke ohnehin kaum oder nur unter Inkaufnahme von exorbitant hohen Kosten zu erreichen. Unerreichbare Ziele in den Raum zu stellen und dort zu belassen, ist nicht nur sinnlos, sondern auch gefährlich.

Wenn Politik und Gesellschaft eine offene und ehrliche Diskussion weiter hinausögern, werden sowohl die wirtschaftlichen Kollateralschäden als auch das Frustrationspotenzial bei den Aktivisten zunehmen – beides mit unabsehbaren Folgen.

Frank Scheffold ist Professor für Physik an der Universität Freiburg und ehemaliges Mitglied des Nationalen Forschungsrats beim Schweizerischen Nationalfonds.

19 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/10/18/france-is-sending-air-defence-systems-to-kyiv>

Arming Ukraine

France is sending air-defence systems to Kyiv

Fresh transparency over arms deliveries also exposes their limits



Oct 18th 2022 | PARIS

“Romantic gestures take many forms,” began a witty clip posted by the Ukrainian defence ministry on October 12th, alongside images of red roses, chocolates and sunset over the city of Paris. “But if you really want to win our hearts,” it went on, “nothing beats 155mm highly mobile self-propelled artillery.” Designed as a both cute and serious message to the French government, the video concluded “*Merci beaucoup, France*. Please send us more.”

The Ukrainians could scarcely have hoped for a swifter response. That evening President Emmanuel Macron announced that France would send six more Caesar howitzers, in addition to the 18 already delivered, as well as anti-aircraft systems, radars and other equipment. On October 15th Sébastien Lecornu, his defence minister, spelt out the details. France, he said, would send Crotale air-defence systems, to be operational within two months; train 2,000 Ukrainian soldiers; and it is looking at sending Iru multiple-launch rocket systems (mlrs), similar to the [American himars](#). Some reports suggest that three of the French systems are already on the ground.

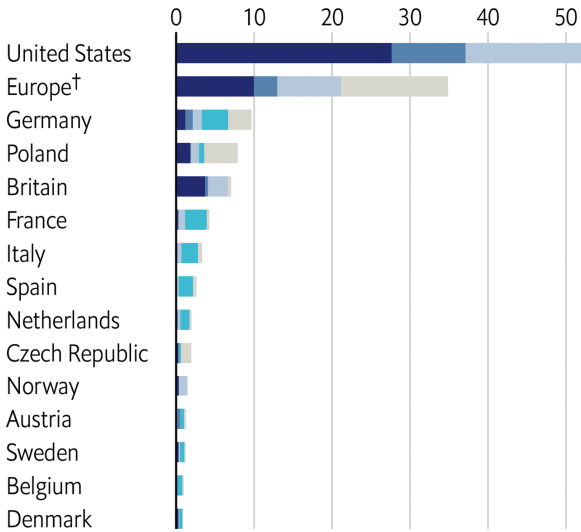
This shift in the French approach to arming Ukraine is arresting on two counts. First, the country is talking more about what it is doing. Although France exported arms to Ukraine long before Russia’s invasion in February, it has since then insisted that information about its weapons deliveries there is classified, and that disclosing it would compromise Ukraine’s tactical advantages on the ground. France contests the [figures compiled](#), for instance, by Germany’s Kiel Institute. Those suggest that, between January 24th and October 3rd, France offered just €220m (\$216m) in military aid, or less than 2% of the total pledged to Ukraine, less than Britain, Germany, Poland and Norway (see chart).

All for one?

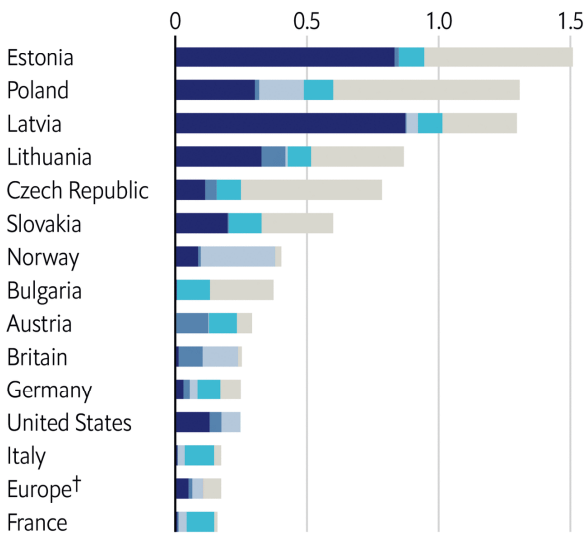
Government support to Ukraine, selected countries



Total, €bn



As % of GDP



*Based on €500 per person, per month

†Includes EU members, European NATO members and Switzerland

Source: "The Ukraine support tracker: which countries help Ukraine and how?", by A. Antezza et al., Kiel Working Paper, 2022

Mr Macron's critics put this meagre effort down to an ambition to keep his diplomatic options open as a [potential mediator](#) between Russia's Vladimir Putin and Ukraine's Volodymyr Zelensky. French officials argue instead that the numbers simply understate their contribution, which includes classified quantities of anti-tank missiles, shoulder-launched anti-aircraft missiles, armoured vehicles, ammunition, intelligence and other aid. They add that France, unlike some others, delivers what it promises, and sends only what Ukraine specifically asks for. Stung by criticism, though, France seems to have decided that it is now time for a bit more disclosure.

Second, the French contribution has come under increasing scrutiny at home. After a visit in September to the main military-aid hub in Poland, for instance, François Heisbourg, a military specialist, agreed that French weaponry did indeed constitute under 2%, in tonnage, of all deliveries to Ukraine. Upstaged by smaller European countries with far less military might, France has started to debate whether this share is enough. “Every day Ukrainians are dying for freedom in Europe,” Benjamin Haddad, one of Mr Macron’s deputies, told parliament on October 3rd. Sending more weaponry, he said, would show that France can “live up to their sacrifice”.

The new French announcements, says Mr Heisbourg, “look like a step change”. In particular, he says, the expected delivery of multiple-launch rocket systems “puts the French on a par with similar transfers by Britain and Germany”. Three such systems could be operational within three to four weeks. In addition, Mr Macron has given Ukraine a €100m fund for the country to buy directly whatever it needs from France. An order for motorised floating bridges is already in the works.

The more difficult question may be how much further France could go. France and Britain each spend about 2% of their gdp on defence. Yet so far a gung-ho Britain and a more cautious France have made quite different assessments of how much they are prepared to run down their own reserves in order to supply Ukraine. The 18 Caesar cannons represent nearly a quarter of the French army’s entire stock. The extra six will come straight off a production line from Nexter, a French firm, as part of an order originally destined for Denmark. Three French mlrs would represent nearly a quarter of what the army possesses. Britain seems to have had fewer qualms about eating quite deeply into stocks of some of its key weapons.

Mr Zelensky has also asked France for its sam/t anti-aircraft defence system; but the country owns just seven. The French are keenly aware of the risks of depletion. “The right balance,” General Pierre Schill, head of the French army, told a parliamentary hearing in July, “would be not to give up too much of our equipment.”

“In French strategic thinking, liberty of action is everything,” says Michael Shurkin, a defence analyst at the Rand Corporation, an American think-tank. In other words, the French want to be able to engage independently in the full range of warfare, and to have the tools to give them those options. They are therefore cautious about running down stocks in a way that might impede this. Moreover, the French army has over time become focused on expeditionary and counter-terrorist operations, rather than the sort of high-intensity land warfare that requires massive reserves. As a consequence, in Mr Shurkin’s words, France is “a strong ally stretched thin”. In short, France is making its military support for Ukraine clearer than ever. But it may not have a lot more to give.

19 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/christophe-guilluy-une-majorite-de-la-population-se-sent-depossedee-de-tout-ce-qui-la-constituait-20221018>

Christophe Guilluy: «Une majorité de la population se sent dépossédée de tout ce qui la constituait»

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié hier à 19:25, mis à jour hier à 20:53



GRAND ENTRETIEN - De livre en livre, l'auteur de *La France périphérique* ne cesse de renouveler et d'affiner son diagnostic. Son nouvel essai, *Les Dépossédés* (Flammarion), est une magistrale explication des soubresauts que traversent les démocraties occidentales ainsi qu'une méditation à la fois mélancolique et optimiste sur le devenir des classes populaires et moyennes.

LE FIGARO - Après les concepts de «France périphérique» ou de «gens ordinaires», votre nouveau livre évoque le sort de ceux que vous appelez désormais les «dépossédés»...

CHRISTOPHE GUILLUY - Le concept de «dépossédés» permet de décrire la véritable nature des mouvements de contestation qui traversent les pays occidentaux depuis une vingtaine d'années, qui ne ressemblent pas aux mouvements sociaux des siècles passés. Ils revêtent une dimension sociale, mais aussi existentielle, en touchant des catégories très diverses qui constituaient hier le socle majoritaire de la classe moyenne occidentale.

Nous sommes dans un moment très particulier de l'Occident, où, après plusieurs décennies d'adaptation aux normes de l'économie-monde, une majorité de la population considère qu'elle est en train d'être dépossédée de tout ce qui la constituait: son travail, ses lieux de vie, son système de représentation politique. Pour comprendre qui sont les dépossédés, il faut revenir au tournant des années 1980, le plus grand plan social de l'histoire, qui a débouché sur la liquidation progressive de cette classe moyenne occidentale. C'est le point de bascule essentiel, celui qui détermine tout. Le grand choc culturel, philosophique, démocratique et intellectuel de l'Occident est là. L'Occident était alors le seul espace géographique au monde à avoir réussi, après la dernière guerre, à faire émerger une classe moyenne majoritaire dans laquelle se reconnaissaient les ouvriers, les employés comme les paysans ou les cadres supérieurs. D'ailleurs, à l'époque, on ne se posait pas la question de la mixité sociale, de savoir par exemple si le fils de l'ouvrier allait à l'école avec le fils de l'avocat puisqu'on était intégré économiquement, mais aussi politiquement, et donc culturellement.

Intégrées économiquement, les classes populaires étaient aussi représentées politiquement et respectées culturellement par le monde d'en haut. Ce qu'on appelle l'élite était alors au service de la majorité, comme l'a longtemps illustré par exemple le gaullo-communiste. Aujourd'hui, nous

avons basculé dans le triptyque thatchéro-blairo-macroniste: «*There is no alternative*» ; «*There is no society*» ; «*There is no majority*.» Ce que l'on vit actuellement n'a donc rien à voir avec un mouvement social du XIX ou du XX siècle, ce n'est pas une résurgence de la classe ouvrière qui réclamerait de nouveaux droits. **Nous sommes dans un moment très particulier de l'histoire occidentale où une classe majoritaire est en train de perdre ce qu'elle a et ce qu'elle est.** Sociologiquement, et à moyen terme, le littoral atlantique ressemblera à la sociologie des quartiers gentrifiés des centres-villes. **Et les grandes agglomérations prévoient de bannir les véhicules des plus pauvres.** En réduisant l'accès à la mer et en interdisant la cité, c'est la ligne d'horizon des plus modestes qui se brise

Leur révolte ne se résume donc pas à une nouvelle lutte des classes?

Ceux que j'appelle les dépossédés se révoltent contre la destruction de leur patrimoine aussi bien matériel qu'immatériel. Encore une fois, la question posée est existentielle. De ce point de vue, la gauche radicale comme la droite identitaire se trompent en s'enfermant dans un discours binaire. Les uns ne veulent voir que la paupérisation économique et sociale tandis que les autres s'en tiennent à la perte de repères culturels. **Je ne nie pas les désordres provoqués par les flux migratoires incessants, au contraire, mais il est illusoire de vouloir séparer la question de l'immigration de celle du travail ou du pouvoir d'achat. Les dépossédés sont, en réalité, victimes d'une double dépossession, sociale et culturelle, qui est le fruit de quatre décennies de mondialisation.**

À cette double dépossession il faut ajouter une troisième, non moins importante: **la dépossession des lieux, c'est-à-dire l'exclusion des plus modestes de leur lieu de vie et de naissance**, liée à la fermeture des usines et plus largement au processus de métropolisation. Le péché originel de l'intelligentsia française est d'avoir accompagné, voire accentué, ce processus consubstantiel à la mondialisation.

L'exode urbain, qui a accompagné la crise du Covid, a-t-il paradoxalement accentué cette dépossession?

Oui. **La maison de pêcheur est en train de devenir la maison du cadre parisien.** La pandémie, et le développement du télétravail, sont venus accélérer le **mouvement de gentrification du littoral.** **Compte tenu de l'accroissement de l'écart entre revenus moyens régionaux et prix de l'immobilier, on peut désormais acter la fin programmée de la présence populaire près des bords de mer.** Sociologiquement, et à moyen terme, le littoral atlantique ressemblera à la sociologie des quartiers gentrifiés des centres-villes. Cette évolution est décrite de manière positive par la plupart des médias et prescripteurs d'opinion, qui mettent en avant les bienfaits, notamment en termes d'activité et d'emplois, générés par l'arrivée des nouveaux habitants. Mais qu'un jeune issu d'un milieu modeste ne puisse plus vivre où il est né ne dérange pas grand monde.

Cette violence sociale invisible est pourtant susceptible de générer des frustrations majeures. C'est déjà le cas depuis de longues années en Corse et ce n'est pas étranger à la montée en puissance du phénomène nationaliste. **La dépossession géographique est également accentuée par la transformation des métropoles en cités interdites.** À ce titre, rappelons que **c'est en 2023 que les véhicules à essence immatriculés avant le 1^{er} janvier 2006 et les moteurs Diesel immatriculés avant le 1^{er} janvier 2011 seront interdits de circulation dans le Grand Paris.** Les grandes agglomérations françaises prévoient, **elles aussi, de bannir les véhicules les plus anciens, et donc ceux des plus pauvres, de leurs rues.** Le bouclage de la cité par de nouvelles frontières invisibles impacte la société populaire à un niveau qui dépasse les tableaux de bord sociaux de Bercy. En réduisant l'accès à la mer et en interdisant la cité, c'est la ligne d'horizon des plus modestes qui se brise et, avec elle, la capacité de se projeter dans l'avenir.

Est-ce parce qu'il est aveugle au mode de vie des classes populaires que le gouvernement a autant tardé à prendre la mesure des conséquences provoquées par la pénurie d'essence actuelle?

L'effet bulle fait que les choses les plus basiques pour le commun des mortels ne le sont plus pour les technocrates de Bercy. Ce que l'on paie aujourd'hui, c'est la rupture presque anthropologique entre un monde d'en haut sécessionniste, dont la représentation est tronquée, et le monde réel.

Si vous insistez sur la fracture élite-peuple, vous semblez sceptique sur le processus de fragmentation de la nation décrit par de nombreux observateurs...

Aussi intéressante et stimulante intellectuellement soit-elle, cette représentation pose question, car elle nie l'existence d'une France majoritaire et, indirectement, valide le narratif néolibéral de segmentation de la société. Qualifier les «gilets jaunes» de «*petits blancs*», c'était une manière de les tribaliser, de les folkloriser, d'en faire une force de répulsion, et in fine de nier le fait qu'ils représentaient une majorité silencieuse et pouvaient potentiellement devenir une force très puissante et attractive, y compris pour des Français issus de l'immigration. Il ne faut pas oublier, du reste, que les DOM-TOM ont été au cœur de la contestation des «gilets jaunes». **Ne pas oublier non plus que l'une des forces du trumpisme est d'avoir su attirer 40 % du vote latino et même une partie du vote noir.** Les Latinos qui sont allés chez Trump, ou plus largement **les populations immigrées qui vont vers le vote dit populiste, sont des gens qui se sont intégrés ou assimilés à l'ancienne, c'est-à-dire qu'ils se sont identifiés à la majorité et ont été attirés par une force d'attraction.**

Je ne suis pas en train d'expliquer que le monde des classes populaires serait idéal. En revanche, ce qui me plaît dans ce monde-là par rapport à celui du salon, c'est qu'on n'y fait pas la morale. **Ce que les classes populaires ne supportent plus, c'est d'entendre ceux qui les dépossèdent leur expliquer comment ils doivent vivre et se comporter**

En France, on aime à discuter des concepts abstraits de valeurs républicaines, de laïcité ou d'identité sans se préoccuper de ceux qui les incarnent et les font vivre au quotidien. Aucun concept n'existe sans les acteurs qui font vivre ces concepts. C'est l'ouvrier autochtone, quelle que soit son origine, par son mode de vie respecté, qui était jadis le meilleur vecteur de l'intégration. Par ailleurs, faire de l'islamisation un phénomène hyperpuissant qui balayerait tout sur son passage est une erreur. Sans nier le danger qu'elle représente, sa force est corrélée à l'impuissance de l'État régalien et au fait que les élites ont abandonné la force intrinsèque des sociétés occidentales, c'est-à-dire, appelez-les comme vous voulez, les gens ordinaires, les classes populaires ou encore les classes moyennes, ceux que j'appelle les dépossédés. Les islamistes ne sont forts que de la faiblesse de l'État et des élites. Et d'ailleurs, quand les dépossédés votent pour les partis dits populistes, ils votent plus contre l'impuissance régaliennne que contre l'islamisation.

Dans un État où les élites auraient encore une forme de confiance en leur propre peuple et dans le destin de leur pays, à condition bien sûr de réguler les flux, l'assimilation serait encore possible. Quand le monde populaire est attractif et respecté culturellement, cela fonctionne. Mais si, comme cela s'est produit depuis les années 1980, ce monde est décrit comme celui des «déplorables», alors la nation est désincarnée. Celle-ci n'est pas seulement un concept vague, une histoire ou une géographie, mais aussi un peuple qui l'incarne. **On ne souligne pas assez que ce qu'on appelle «le déclin de l'Occident» est en fait d'abord la conséquence de l'abandon de ceux qui font vivre les valeurs de l'Occident.** Nous sommes la seule partie du monde où les élites ont fait sécession, non seulement en se confinant dans leurs citadelles métropolitaines, mais aussi par une rhétorique culturelle, partagée aussi bien par la gauche que par une partie de la droite, y compris conservatrice. Ces élites ne cessent de déconsidérer ceux qui font vivre concrètement la République, la nation et in fine l'Occident, les décrivent comme des gens à bannir, «des veaux devant leur télé». C'est pour moi le cœur de l'explication du déclin des sociétés occidentales.

N'avez-vous pas tendance à idéaliser les classes populaires? Ne sont-elles pas autant responsables du déclin occidental que les élites?

Non, je ne suis pas en train d'expliquer que le monde des classes populaires serait un monde idéal. Si «la décence commune» existe, c'est parce que les plus modestes sont souvent liés par des solidarités contraintes. **En revanche, ce qui me plaît dans ce monde-là par rapport à celui du salon, c'est qu'on n'y fait pas la morale matin, midi et soir. Je me méfie de ceux qui font la morale. Ce que les classes**

populaires ne supportent plus, c'est d'entendre ceux qui les dépossèdent leur expliquer comment ils doivent vivre, se comporter et être civilisés. **La caractéristique de la bourgeoisie cool d'aujourd'hui, c'est justement de se placer dans une posture de supériorité morale délirante.** Il fut un temps où même les bourgeois considéraient qu'ils pouvaient pécher. Sans leur faire la morale à mon tour, mon livre est aussi un moyen de rappeler à la nouvelle bourgeoisie son péché originel, la mise à l'écart des plus modestes: *«Certes, vous êtes ouverts, inclusifs, écolos, mais vos actions ont aussi un impact négatif sur le devenir des classes populaires.»*

Sur le mode humoristique, je propose ainsi d'inventer un label socio-responsable sur le modèle du label écolo-responsable. De la même manière que l'on mesure scientifiquement l'empreinte écologique ou l'empreinte carbone, on pourrait mesurer, de manière technocratique et chiffrée, l'«empreinte sociale» de certains choix économiques, sociétaux ou résidentiels. **Pourquoi pas un socio-label qui évaluerait l'impact d'une décision économique sur l'emploi des classes populaires?** Un autre, l'impact de l'achat d'un bien immobilier dans une zone tendue où l'offre de logements est inaccessible aux plus modestes? Un petit dernier qui porterait sur les conséquences de l'évitement scolaire des classes supérieures sur le destin des plus modestes?

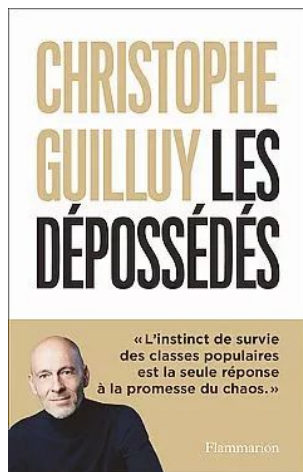
Vous expliquez que le processus d'exclusion économique, culturelle et géographique, s'est accompagné d'un processus d'exclusion politique...

Oui c'est une forme de dépossession politique. Les partis de gauche et de droite, qui structuraient autrefois la vie politique, ont peu à peu spécialisé leur offre en direction de certains segments de la population (les retraités et les cadres pour la droite ; les fonctionnaires et les minorités pour la gauche), s'adressant de moins en moins à la majorité des Français. On peut parler de gentrification de l'offre politique: un peu à la manière du magasin le Bon Marché, attirant autrefois une clientèle populaire et aujourd'hui temple du luxe... De la même manière que les classes populaires ne mettent plus les pieds dans les grands magasins, elles se réfugient dans l'abstention ou le hard-discount électoral constitué par les partis dits «populistes»...

C'est ce qui s'est passé en Italie et en Suède. La France peut-elle échapper au phénomène?

À chaque fois, les mouvements populistes sont portés par la même sociologie et presque la même géographie, hormis quelques spécificités locales, comme l'opposition Nord-Sud en Italie, qui reste en partie structurante. **S'il y a un pays, qui a vu sa classe moyenne fracassée en Europe, c'est bien l'Italie (selon l'OCDE, l'Italie est le seul pays européen où les salaires ont diminué de 2,9 % entre 1990 et 2020, celui également où le taux de chômage, notamment des jeunes, reste supérieur à la moyenne européenne).** Il est également frappant de constater qu'en Suède les sociaux-démocrates ont encore augmenté leur score à Stockholm, la ville la plus riche du pays. L'élection de Meloni, la percée des démocrates de Suède ne sont que des répliques de la grande dépossession des classes moyennes occidentales.

En France, la diabolisation du diagnostic des gens ordinaires et maintenant les menaces apocalyptiques (écologique, sanitaire ou nucléaire avec la guerre en Ukraine) permettent d'évacuer les questions de fond, économiques, sociales et culturelles. Mais ces narratifs demeurent fragiles et ne créent que des moments de sidération ponctuels. **La distribution de chèques est aussi une manière d'apaiser les choses,** mais, à la fin des fins, le monde d'en haut se heurte à un mur qui n'est autre que celui de l'existence. **Si un mouvement social se gère avec un chéquier, ce n'est pas le cas d'un mouvement existentiel.** La mécanique est dès lors pour moi imparable: la réalité du phénomène que l'on vit, c'est **le retour au centre d'une majorité ordinaire qui ne veut pas mourir.** Notons qu'il suffit de quelques pompes à essence pour déstabiliser un ensemble ultra-fragile. **Nous sommes ainsi sur un volcan et il suffira d'une étincelle pour que cela explose.**



Les Dépossédés, par Christophe Guilluy, Flammarion, 204 p., 19 €. *Flammarion*

19 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/annie-ernaux-prix-nobel-de-litterature-et-si-c-etait-nul-20221018>

Annie Ernaux, prix Nobel de littérature: et si c'était nul ?

Par [Nicolas Ungemuth](#)

Publié hier à 10:51, mis à jour hier à 11:27



Annie Ernaux à New York, le 11 octobre 2022. Theo Wargo / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / Getty Images via AFP

CRITIQUE - La papesse de l'autofiction a reçu la récompense suprême pour une vie entière passée à écrire sur elle-même. Pour autant, le concerto de louanges qui a résonné après ce prix ne saura convaincre tout le monde: ces vessies sont loin d'être des lanternes.

Dimanche, elle défilait aux côtés de Jean-Luc Mélenchon « *contre la vie chère et l'inaction climatique* » auréolée de son Prix Nobel de littérature. **Lorsque les jurés, il y a quinze jours ont dévoilé le nom de la lauréate, partout, ce fut un déluge de dithyrambes. Normal, trouver la lauréate médiocre et le dire revient à être misogyne.**

On connaît pourtant beaucoup de femmes qui trouvent ses livres parfaitement nuls, mais qu'importe, il s'agit de ne pas en dire du mal. **Son fameux style plat ? C'est un refus de « faire beau ».** Le **nombrilisme** souligné par les sceptiques ? Un faux constat émis par des lecteurs grossiers, pour ne pas dire rustiques: **elle est « l'écrivain de l'intime. »**

C'est ça, l'autofiction. Il n'y a pas de mal à parler de soi : Céline et Proust n'ont cessé de le faire, mais ils avaient le talent nécessaire pour romancer leur vie. Le principe d'autofiction est à ce titre un attrape-nigaud : **la fiction y est totalement absente.** Qu'importe, les jurés du Nobel souhaitent la féliciter pour « *le courage et l'acuité clinique avec laquelle elle découvre les racines, les éloignements et les contraintes collectives de la mémoire personnelle.* » Un beau programme. Rappelons que **le Prix Nobel de littérature récompense « un écrivain ayant rendu de grands services à l'humanité ».**

Drôle d'idée

Aux rayons des services rendus, Annie Ernaux aura réussi à faire virer de chez Gallimard l'éditeur Richard Millet accusé de fascisme. Elle a également signé d'innombrables pétitions pour soutenir de nobles causes. Avec Mediapart, elle a signé un appel au boycott de l'Eurovision 2019 à Tel Aviv. Israël, c'est pas son truc. Elle a aussi soutenu Houria Bouteldja, chef du parti des Indigènes de la République, que de méchants esprits auraient taxé de racisme et d'antisémitisme. Quelle drôle d'idée... Reconnaisante, Bouteldja vient de la féliciter pour son prix. On attend les applaudissements de Tariq Ramadan. **Mais il ne faut pas confondre l'auteur et l'œuvre, n'est-ce pas.**

Augustin Trapenard, ravi de la crèche de « *La Grande Librairie* » dans un état d'émerveillement permanent quasi-hystérique, la reçoit dans son émission mercredi 19 octobre. Ses yeux seront plus écarquillés que jamais. Pour la promotion de cet événement sensationnel, un mail a été envoyé aux journalistes. Le présentateur est en extase.

D'abord, il énumère les livres aux titres tellement brillants, puis, c'est l'apoplexie : « La Place, L'Évènement, Passion Simple, Les Années ou Mémoire de fille *sont devenus des classiques de la littérature française, et pour certains du cinéma. En mai dernier, Annie Ernaux publiait Le jeune homme, (Gallimard), son 22ème roman. Toujours à part dans le paysage littéraire français, Annie Ernaux n'a cessé, depuis près de 50 ans, d'écrire sur des sujets tus par la société : l'avortement, la honte sociale, la sexualité des femmes en premier lieu... Elle a bouleversé les frontières entre l'autobiographie, la sociologie et la fiction. Son histoire est notre histoire. (...) Notre mémoire, aussi. »*

Son histoire est notre histoire. Ah bon ? Pourquoi donc ? « *La réponse mon ami, se répand dans le vent* », chantait Bob Dylan, qui lui aussi a reçu le prix Nobel de Littérature, ce qui était assez excessif. Autrement dit, il n'y a pas de réponse. Augustin Trapenard évoque son 22^e roman : **Le jeune homme. Parlons-en. En 27 pages**, Annie Ernaux évoque un épisode palpitant de sa vie : elle a eu, à la cinquantaine, une liaison avec un jeune homme qui l'appelait « *ma reum* » ou « *ma meuf* ». Merveilleux : ce qu'on appellerait d'habitude un « *livre de caisse* » se transforme en roman. *Le jeune homme* se lit en 5 minutes montre en main, pourtant, c'est encore trop long. *Pitchié*, comme disent les jeunes.

Frédéric Beigbeder, n'est pas de l'avis de Trapenard, même s'il avait prédit le fameux Nobel dès 2016 dans les pages du Figaro Magazine : « *Il semble que la célébration de Mme Ernaux soit devenue obligatoire en France. Son dernier livre, Mémoire de fille, est unanimement salué par une critique béate. Le public suit (...) La Pléiade est pour bientôt, le Nobel imminent, l'Académie s'impatiente, et ma fille l'étudie au lycée (...)* **Récapitulons: en un demi-siècle, Annie Ernaux a successivement écrit sur son père, sa mère, son amant, son avortement, la maladie de sa mère, son deuil, son hypermarché. Cette fois c'est sur son dépuçelage raté durant l'été 1958, en colonie de vacances, quand elle s'appelait Annie Duchesne. L'événement est raconté à cinquante ans de distance avec un sérieux inouï. Ce qui est étonnant avec Mme Ernaux, c'est à quel point ses livres, qui ne cessent de revenir sur ses origines modestes, ne le sont pas. C'est l'histoire d'un écrivain qui s'est installé au sommet de la société en passant sa vie à ressasser son injustice sociale. Ce dolorisme des origines révèle en réalité une misère de l'embourgeoisement. C'est comme si elle refusait d'admettre qu'elle s'en est très bien sortie (...).** » Puis, Beigbeder résume parfaitement l'œuvre de l'écrivain : « **Mme Ernaux invente la plainte qui frime, la lamentation sûre d'elle.** »

Se plaindra-t-elle encore ? Gallimard réimprime 900.000 exemplaires de ses chefs-d'œuvre. Dans le classement des meilleures ventes, **elle sera juste au-dessus de Guillaume Musso et Virginie Despentes. Un beau tiercé, parfait résumé de l'époque.**

19 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/comment-expliquer-un-tropisme-de-gauche-si-fort-a-sciences-po-20221018>

Comment expliquer un tropisme de gauche si fort à Sciences Po?

Par Martial Foucault et Anne Muxel

Publié hier à 19:28, mis à jour hier à 19:28



Les étudiants de Sciences Po sont plus nombreux à être orientés à gauche aujourd'hui qu'en 2002. *BERTRAND GUAY/AFP*

DÉCRYPTAGE - Les responsables du Cevipof ont étudié le profil sociopolitique des étudiants et son évolution de 2002 à 2022. Déjà très marqué, le tropisme de gauche s'est encore renforcé. Vingt ans après une première consultation ayant cerné le profil sociopolitique des étudiants de [Sciences Po](#) (IEP Paris), nous avons réalisé une nouvelle enquête pour en saisir les évolutions les plus remarquables. **Les résultats donnent un aperçu de ce que seront les futurs responsables économiques, culturels et politiques.**



Une politisation record

Depuis sa création en 1872, la politique ainsi que les sciences qui l'étudient sont la marque de fabrique de l'École. Depuis 2002, soit en l'espace d'une génération, la proportion d'étudiants intéressés par la politique, accordant à celle-ci une place importante dans leur vie, interpellés par les questions de société et les débats qu'elles suscitent, et se mobilisant en grand nombre pour les causes auxquelles ils croient, a très largement progressé. **Neuf étudiants sur dix reconnaissent leur intérêt pour la politique. Et parmi eux, une majorité (54%) déclare s'y intéresser beaucoup. En comparaison, les jeunes âgés de 18-24 ans en France sont 4 fois moins nombreux dans ce cas.** Cette politisation est **particulièrement notable parmi les étudiantes**, qui étaient 32% à manifester un fort niveau de politisation en 2002 et qui sont désormais 48% dans ce cas. C'est un résultat important qu'il faut du reste **rapprocher de l'accroissement significatif du nombre d'étudiantes au sein de l'établissement ces dernières années.**

Néanmoins, une telle politisation n'exclut pas une certaine défiance envers les institutions démocratiques ou les représentants élus: quatre étudiants sur dix estiment que la démocratie ne fonctionne pas bien en France. C'est un avis moins négatif que celui que nous enregistrons pour les Français de moins de 26 ans (50%). Néanmoins, c'est une proportion loin d'être négligeable au sein d'un établissement comme celui de Sciences Po. Par ailleurs, un étudiant sur deux considère que les responsables politiques sont corrompus. Enfin, 28% considèrent qu'il est acceptable d'insulter le président de la République (et 43% que si ce n'est pas acceptable, c'est compréhensible).

● Plus à gauche que la moyenne des 18-26 ans

L'enquête menée il y a vingt ans avait mis en évidence l'orientation à gauche majoritaire parmi les étudiants de la rue Saint-Guillaume. En 2002, 57% d'entre eux se positionnaient à gauche. Aujourd'hui, cette orientation idéologique s'est renforcée et ce sont **71% des étudiants qui revendiquent cette inclinaison (plus 14 points)**. Le positionnement à droite a quant à lui reculé, passant de 22% à 14% (moins 8 points). Les étudiants de Sciences Po se distinguent des autres jeunes de leur génération. En effet, seuls 41% des 18-26 ans se situent à gauche (soit 30 points de moins que les étudiants de Sciences Po), 38% se situent à droite (plus 24 points). Enfin, 21% se situent en position centrale (plus 11 points).

Comme les autres jeunes de leur génération, **les étudiants de Sciences Po ont adopté les comportements et les attitudes d'une culture politique protestataire qui s'est assez largement diffusée**. Près des **deux tiers d'entre eux ont déjà participé à une manifestation (contre 54% en 2002)**. Toutefois, contrairement à une frange croissante des jeunes de leur génération, **leur protestation ne va pas jusqu'à rejeter le système de la démocratie représentative. Leur protestation reste davantage insérée dans le système politique**. En témoigne le fait que les personnalités politiques qu'ils admirent le plus sont non seulement des femmes, mais deux figures internationales d'élus de premier plan et au cœur du dispositif de la représentation démocratique: Alexandria Ocasio-Cortez (membre démocrate de la Chambre des représentants aux États-Unis) et Jacinda Ardern (première ministre de la Nouvelle-Zélande). Dans ce palmarès, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon occupent respectivement les troisième et **quatrième** places, juste avant l'Ukrainien Volodymyr Zelensky.

Par ailleurs, ils ne sont pas vraiment gagnés par le syndrome de l'abstention (plus de neuf étudiants sur dix ont voté lors de la dernière élection présidentielle) et la violence politique ne séduit qu'une minorité d'entre eux. **Ils sont davantage à la recherche d'une amélioration de la démocratie représentative qu'à celle d'un substitut à celle-ci**. Au travers de ces choix, comportements ou attitudes, se dessine le portrait de **jeunes adoptant une citoyenneté critique où l'on observe sinon un affaiblissement de la norme civique des devoirs citoyens, en tout cas une citoyenneté de droits multiples revendiqués. En somme, une citoyenneté en recherche et en quête de sens pour le monde de demain dans lequel ils doivent s'inscrire, non sans inquiétude et anxiété**.

55% pour Mélenchon au 1er tour de 2022

La prédominance renforcée d'une culture politique de gauche est visible dans les choix électoraux exprimés lors de la dernière élection présidentielle. Encore plus politisés qu'en 2002, les étudiants de Sciences Po ont accordé leurs suffrages en premier lieu à la gauche radicale et à son leader Jean-Luc Mélenchon. **Au premier tour du scrutin présidentiel, ce vote concerne plus d'un étudiant sur deux (55%), soit +24 points par rapport à l'ensemble des jeunes Français âgés de 18 à 24 ans ayant voté**.

De jospiniste et socialiste en 2002, la gauche des étudiants de Sciences Po est devenue mélenchoniste et insoumise en 2022. Certes, en vingt ans, l'offre politique à gauche s'est assez largement recomposée - comme, du reste, à droite -, et la disruption macronienne a pu encore troubler le jeu. **Mais l'on retiendra que les étudiants n'ont pas résisté au mélenchonisme, délaissant la mouvance socialiste, et même le parti écologiste Europe Écologie-Les Verts, en tout cas électoralement**. Ils se sont inscrits pleinement dans **un mouvement d'homogénéisation des votes à gauche**.

En 2002, Lionel Jospin avait fédéré 60% des votes de gauche des étudiants de Sciences Po ; en 2022, Jean-Luc Mélenchon a capté 77% d'entre eux. Cette translation en faveur de La France insoumise indique, si ce n'est une radicalisation politique au sein de l'établissement, en tout cas une tentation pour la radicalité portée et revendiquée par cette famille politique au sein de la gauche.

Même s'il existe un vote de droite caché dans le choix d'Emmanuel Macron, **la droite n'a jamais été aussi faible à Sciences Po**

Dans cet univers politique assez univoque, il reste peu de place pour les cultures politiques de la droite. Si l'on remonte vingt ans en arrière, la droite de gouvernement n'était déjà pas très représentée au sein de la population étudiante. Aujourd'hui, elle a quasiment disparu, et ce même si les étudiants militants dans ce camp politique, notamment au sein des Républicains, se montrent parmi les étudiants les plus mobilisés et les plus actifs au sein de Sciences Po.

Même s'il existe un vote de droite caché dans le choix d'Emmanuel Macron, la droite n'a jamais été aussi faible à Sciences Po: alors que ses candidats rassemblaient 28% des intentions de vote en 2002, les quatre candidats de droite n'attirent en 2022 que 7% des suffrages étudiants. L'extrême droite lepéniste reste très marginale sur les bancs de l'École, comme en 2002 (**Marine Le Pen recueille 1% des suffrages**). Quant à **Éric Zemmour, il obtient 3% du vote des étudiants**, soit autant que Valérie Pécresse.

L'affaiblissement de la droite est visible y compris dans les filiations politiques des étudiants et surtout des étudiantes, qui sont nombreuses à témoigner de **ruptures d'allégeances par rapport à leurs parents de droite**. Par ailleurs, même les étudiants s'inscrivant dans une filiation de droite votent autant en faveur d'Emmanuel Macron plutôt qu'en faveur des autres candidats de droite.

La base électorale et politique de la macronie reste relativement limitée. Le président réélu n'a obtenu les suffrages que de 21% des jeunes électeurs de Sciences Po. Les étudiants qui se définissent comme étant plutôt de gauche ont boycotté le président sortant (8%), alors que les étudiants de droite ont voté à une courte majorité absolue (50%) pour lui, les étudiants refusant le clivage gauche-droite le plébiscitant à hauteur de 63%. Le déplacement du centre de gravité de la gauche vers la droite qu'a connu l'électorat Macron de 2017 à 2022 est bien visible.

L'engagement associatif progresse

Les étudiants de Sciences Po témoignent d'un engagement partisan relativement élevé. 11% déclarent être membres d'un parti politique. C'est plus qu'en 2002 (8%). Dans l'ensemble de la population du même âge, c'est entre 1 et 2%. **Le militantisme au sein des partis a donc une place à Sciences Po et connaît même une relative vitalité dans le contexte actuel: 48% des étudiants se disent prêts à adhérer à un parti ou à un mouvement politique.**

Néanmoins, c'est le militantisme associatif ou alternatif qui s'impose et prévaut. Plus du tiers des étudiants font partie d'une association humanitaire ou caritative (36%), soit le double d'il y a vingt ans. Et 16% d'entre eux font partie d'une association de défense de l'environnement, soit trois fois plus qu'en 2002.

Une large majorité des étudiants de Sciences Po fait donc preuve d'engagements concrets, faisant partie d'une organisation politique traditionnelle ou associative (58% contre 35% en 2002). Ces engagements vont de pair avec les causes et les luttes qui les animent ou les inquiètent. **Sans surprise, ils appartiennent à une génération où le combat contre les inégalités et la lutte contre le réchauffement climatique dominent leurs mobilisations et leurs manières de voir le monde.** Pour eux, la politique est avant tout un moyen de régler les conflits à l'origine des désordres de la société et moins une finalité.

19 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/pourquoi-les-obligations-de-quitter-le-territoire-francais-ne-sont-executees-qu-une-fois-sur-dix-20221018>

Pourquoi les obligations de quitter le territoire français ne sont exécutées qu'une fois sur dix

Par [Jean-Marc Leclerc](#)

Publié hier à 15:41, mis à jour hier à 19:50



La France ne dispose, de toute façon, que de 1800 places en CRA. *JULIEN DE ROSA / AFP*

DÉCRYPTAGE - Dabiah B., la tortionnaire présumée de la jeune Lola, faisait l'objet d'une OQTF après avoir été contrôlée par la police aux frontières à Orly.

Encore une OQTF non exécutée! **L'affaire de la petite Lola met tragiquement en lumière les failles de la politique d'immigration.** Dabiah B., la tortionnaire présumée de cette jeune victime de 12 ans était donc **une étrangère de 24 ans en situation irrégulière qui n'aurait jamais dû rester en France. Algérienne, entrée légalement comme étudiante en 2016, elle s'était maintenue sur le territoire de façon illégale.** Elle a fait l'objet d'une Obligation de quitter le territoire français, la fameuse OQTF, après avoir été contrôlée le 20 août dernier par la police aux frontières à l'aéroport d'Orly. L'acte a été notifié le 21 août.

À compter de ce moment, elle avait un mois pour quitter d'elle-même le Pays des Droits de l'Homme. Car c'est ainsi que le système fonctionne - ou plutôt dysfonctionne. Seulement un dixième des quelque 120.000 OQTF prononcées annuellement par les préfets sont exécutés dans l'hexagone. Un taux d'exécution en baisse régulière depuis les années Sarkozy. L'hôte de Beauvau, **Gérald Darmanin, estimait en 2011 le nombre de clandestins en France à 700.000. Chiffre qui a grimpé depuis, puisque les entrées sont plus nombreuses que les sorties.**

Le centre de rétention reste une exception

Parfois l'OQTF est prescrite «sans délai», le départ devant alors se faire dans les 48 heures. En tout état de cause, **une OQTF ne saurait être notifiée si la personne est mineure, si elle peut justifier d'un séjour régulier en France de plus de dix ans ou d'un mariage de plus de trois ans avec un ou une Française, ou bien si elle est père ou mère d'un enfant mineur né en France.** Pour les départs rapides, la règle est l'assignation à résidence ou le placement en **centre de rétention administrative (CRA)**, celui-ci restant l'exception. **La France ne dispose, de toute façon, que de 1800 places en CRA. Ceux-ci sont saturés en permanence.**

Le dernier rapport de la **Cimade** (**puissante association d'aide aux migrants**) nous apprend que depuis 2019, les places en CRA n'ont pas évolué. Certes le gouvernement veut agrandir le parc existant, mais les 140 places du nouveau CRA de Lyon créées cette année compensent seulement les 140 de l'ancien,

fermé jusqu'à la fin des travaux qui y sont réalisés, en principe jusqu'au 31 décembre 2022. Plus tard doivent émerger des CRA à Bordeaux (140 places), Olivet (près d'Orléans, 90 places), ainsi qu'au Mesnil-Amelot (64 places). **C'est peu rapporté aux dizaines de milliers d'OQTF signifiées annuellement en France.**

En 2021, les **Algériens** composaient la seconde nationalité la plus représentée en CRA (1.687 personnes, 10,3% du total), après les **Albanais** (1.521, 11,5%). Les **Tunisiens** (1.387, 9,4%) et les **Marocains** (1.387, 8,6%) suivent. Le sort des personnes retenues? **La majorité des étrangers concernés est libérée avant la fin de la rétention: 51,1% très précisément, dont 40% par les juges (36,5% par le juge judiciaire qui libère dix fois plus que le juge administratif) et 7,4% par les préfets eux-mêmes.**

Pour ceux qui restent, rien n'est joué. Il faut obtenir un laissez-passer consulaire, soit l'autorisation du pays d'origine de reprendre son clandestin. Les Algériens sont parmi les plus rétifs à le faire. Et que dire des Maliens ou des Chinois qui font encore davantage la sourde oreille!

Refus physique d'embarquer

Quand bien même l'indispensable sésame arrive, **il faut encore passer l'épreuve du refus physique d'embarquer.** Le Sénat rappelle que la première cause d'échec de l'éloignement aujourd'hui en France était l'an dernier le refus du clandestin de se plier au test PCR que réclame son pays d'origine pour le reprendre et le refus d'embarquer dans l'avion, la seconde. En 2019 (dernière année pleine, hors Covid), **le taux d'exécution des éloignements en France n'était que de 13% en France, contre de 53% en Allemagne. Paris peut mieux faire, à condition de le vouloir vraiment.**

18 octobre (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/10/17/how-to-detect-an-imminent-russian-nuclear-attack>

Europe | Nukespotting

How to detect an imminent Russian nuclear attack

As NATO holds nuclear exercises, Western spooks watch Russia's warheads for any sign of movement



Oct 17th 2022

On October 17th NATO began a fortnight of nuclear exercises in Belgium called Steadfast Noon. Later this month, NATO expects Russia to hold its own nuclear drills, called Grom, for the second time this year. Steadfast Noon, involving 60 aircraft from 14 allies—including B-52 bombers flown from America—is “a routine, recurring training activity” unconnected to the war in Ukraine, NATO maintains. Yet the context is very far from routine; this week, NATO will be practising nuclear attacks during a [major European war](#) that some analysts fear could lead to [nuclear escalation](#).

The timing might seem alarming, but the risks still look small. **The more Russia's forces are pushed back, however, the greater the fear that its president, Vladimir Putin, will use nukes in Ukraine, as he has from time to time threatened to do. As President Joe Biden put it, the world faces the greatest threat of “Armageddon” since the Cuban missile crisis of 1962.**

Early in the war, America postponed the test-launch of a Minuteman III intercontinental ballistic missile for fear that it might be deemed escalatory. The mood has darkened since then, with the West feeling it necessary to warn Russia of “catastrophic” consequences if it uses nukes. Jens Stoltenberg, the NATO secretary-general, said that to cancel Steadfast Noon would be to show weakness. For Hans Kristensen of the Federation of American Scientists, a think-tank, **the situation is a “textbook example” of escalation, in which both sides want to show they are serious about deterrence and cannot climb down for fear of looking weak.**

Will the world get any warning if Mr Putin is about to go over the nuclear brink? Probably, say Western spooks. To judge from their foreknowledge of Russia's invasion, they seem to have good insight into the Kremlin's decision-making. As for satellites and other technical means, much would depend on which weapons it decided to use.

Russia's and America's arsenals of long-range “strategic” weapons are closely monitored under the **New Start treaty, which limits each side to 1,550 deployed warheads on missiles, bombers and submarines. The trouble is that many of these are held at high readiness and can be fired without warning. Satellites and ground radars would spot and track ballistic missiles only after they were fired; low-flying cruise missiles would be harder to detect.** Using these weapons is unlikely, though, because **they carry a much higher risk of provoking a war with NATO, given that they could be mistaken for an attack on the**

West. nato will be closely watching the Grom exercise, which has in the past involved tests of submarine-launched intercontinental ballistic missiles.

A more feasible option would be a limited nuclear strike using one or more of Russia's 2,000-odd **"tactical" weapons**, which generally have a smaller explosive power and a shorter range. nato has about 100 such weapons stored in Europe.

Russia's tactical warheads are held in several dozen storage sites, separate from the planes and missiles that would be needed to deliver them. **Preparations for their use should thus be detectable.** The key is to watch by satellite and other means for the movement of warheads from the storage sites. The warheads would be transported by train or lorry, guarded by elite units of the 12th Main Directorate, which is responsible for maintaining warheads, and accompanied by fire-engines and special recovery vehicles. Military units that would use the weapons might also show unusual activity. **All this would probably generate more intense electronic chatter.**

Western countries know the tell-tale signs because, after the cold war, they worked for decades with Russia to improve the safety of its nuclear arsenal under the Co-operative Threat Reduction (ctr) programme. Some of Russia's specialist equipment and procedures were designed with the help of Western experts.

William Moon, a veteran of the ctr, says a large movement of warheads would be almost certain to be spotted. **But, for a limited tactical demonstration, Russia could try to slip out one or two warheads concealed in ordinary lorries. Detecting a move like this would be "a coin-flip" he says.**

Pavel Podvig of the United Nations Institute for Disarmament Research, a think-tank in Geneva, notes that **once mounted on mobile missile-launchers and hidden in forests, tactical nukes would be hard to find.** But, he adds, **"Russia will not know whether it is being watched. It will never have certainty."**

In any case, argues James Acton of the Carnegie Endowment, another think-tank, hiding the movement of warheads would be against Russia's purpose: **"Putin would want us to know he is preparing for nuclear use. He would much prefer to threaten to use nuclear weapons and extract concessions than actually use them."**

18 octobre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/10/18/392668-cinquieme-frein-a-lentreprise-les-syndicats>

SYNDICALISME

18 octobre 2022

Cinquième frein à l'entreprise : les syndicats

Claude Goudron

La France est un pays étatiste qui applique, avec ses prélèvements obligatoires confiscatoires, l'inverse du système économique libéral. En pleine crise sanitaire et économique, après une année 2020 terrible dont les conséquences sur l'emploi se profilent dans les prochains mois, une mobilisation de tous les Français est indispensable... Pendant ce temps-là, **la CGT lance plusieurs préavis de grève.**

Un syndicalisme politisé

Il y a longtemps que le syndicalisme français n'a plus comme priorité la défense des intérêts des salariés mais celle de sa propre organisation.

Si ce n'est pas encore devenu un parti politique le Syndicat français, dans sa grande majorité, s'est affilié à un parti politique et n'hésite plus à donner des consignes de vote à ses adhérents.

C'est donc normal que, comme les partis politiques, **les syndicats attirent de moins en moins d'adhésions, déjà les plus faibles parmi les pays européens : 80 % en Suède, 25 % en Allemagne et 8 % chez nous dont une majorité dans les services publics.**

Une représentativité obsolète

En effet, la représentativité de nos syndicats date de l'après-guerre avec la circulaire du 28 mai 1945 qui, entre autres, intégrait « l'attitude patriotique pendant l'occupation » même si, sur ce point **on peut relever que la CGT bras armé du parti communiste manquait de patriotisme pendant le pacte germano-soviétique.**

Aujourd'hui ce critère n'existe plus mais a laissé, pendant de nombreuses années, se développer **les syndicats qui dominent toujours le syndicalisme français : la CGT, FO, CFTC (qui deviendra la CFDT en 1964) et CFE CGC.**

Toute nouvelle entité syndicale ne provenant pas d'une évolution ou d'un éclatement d'un de ces quatre dinosaures aura du mal à émerger.

Un financement complexe et opaque

Il est vrai qu'avec **un taux de syndicalisation aussi bas, les cotisations des adhérents, soit 190 millions d'euros, ne suffisent pas et représentent, selon le rapport Perruchot, en moyenne 5 % des 4 milliards d'euros que les syndicats coûtent à la collectivité.**

Dans ces 4 milliards d'euros, dont 1,34 milliards dans la fonction publique, **sont intégrés les équivalent temps plein mis à disposition de nos syndicats, estimés à 50 000 dont 14 000 pour la fonction publique.**

Dans un système aussi opaque il est très **difficile de quantifier exactement ces financements.** Faut-il y ajouter celui des comités d'établissement tenu à plus de 75 % par les syndicats, lorsque l'on sait **que le seul budget du Comité d'entreprise d'EDF atteint le demi-milliard d'euros (7 % de la masse salariale) avec un effectif dépassant les 5000 employés ?**

Un record européen des jours de grève

Avec le taux de syndicalisation le plus bas la France est le pays qui compte, et de loin, le plus grand nombre de jours de grève pour 1000 salariés :

Suisse 1

Allemagne 16

Royaume-Uni 21

France 118

C'est dire que l'entreprise, directement et indirectement, finance ce qui est devenu son plus grand ennemi !

Syndicats et droits acquis

Une des particularités du combat syndical en France est ce fameux « droit acquis ».

Je ne mets pas en cause le droit des syndicats à revendiquer des avancées sociales et pécuniaires mais contrairement aux syndicats allemands autrement plus constructifs, une baisse même temporaire de ces conquêtes en temps de crise est pratiquement inenvisageable, un jusqu'au-boutisme qui a souvent conduit à la liquidation de l'entreprise qu'il représente.

On peut mettre au même titre les contreparties exigées systématiquement lorsque, dans de rares cas, l'administration fait un geste envers les entreprises, geste qui souvent n'est qu'un juste retour sur une des spécialités du pays consistant à entraver sa compétitivité.

Syndicalisme et libéralisme

Dans [un précédent article](#) j'ai évoqué l'inversion du sens des mots et la dénonciation par nos syndicats du « libéralisme à la française » qui serait à l'origine de tous nos maux. C'est une contre-vérité qu'il nous faut absolument dénoncer.

La France est un pays étatiste qui applique, avec ses prélèvements obligatoires confiscatoires, l'inverse du système économique libéral. Et si vous, syndicats salariés, n'êtes pas satisfaits de cette situation c'est le libéralisme que vous devriez défendre.

Syndicalisme patronal

On peut lui reprocher deux choses.

En premier lieu d'accepter un financement public même partiel qui ne peut le rendre que tributaire du bon vouloir de nos gouvernements (à noter que son nouveau président [Geoffroy Roux de Bézieux](#) milite pour en sortir).

En second, et c'est pour moi très important, le manque de combativité pour exiger de nos gouvernants une diminution drastique des contraintes, taxes et impôts dont la France est devenue championne toutes catégories confondues, ceci afin de retrouver une compétitivité perdue !

En conclusion

Encore une fois un alignement de nos syndicats sur le modèle allemand devient urgent et impératif si nous voulons sortir de cet engrenage mortifère !

18 octobre (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/pouvoir-d-achat-les-7-mesures-que-devraient-reclamer-les-grevistes-plutot-que-de-s-acharner-sur-de-difficiles-hausses-de-salaires-syndicats-cgt-greve-generale-18-octobre-revalorisations-salariales-economie-paralysie-don-diego-de-la-vega>

PAR TEMPS DE CRISE

Pouvoir d'achat : les 7 mesures que devraient réclamer les grévistes (plutôt que de s'acharner sur de difficiles hausses de salaires)



Les salariés du public et du privé sont appelés à cesser le travail et à manifester pour une hausse des salaires ce mardi 18 octobre. Elisabeth Borne souhaite que toutes les entreprises qui le peuvent augmentent les salaires.

[Don Diego De La Vega](#)

Atlantico : « Toutes les entreprises qui le peuvent doivent augmenter les salaires », a plaidé dimanche soir Elisabeth Borne. Au vu du contexte, les grévistes et plus largement les salariés n'auraient-ils pas intérêt à demander autre chose que des hausses de salaires ?

Don Diego de la Vega : Madame le Premier Ministre a parfaitement raison. Toutes les entreprises qui le peuvent (et d'ailleurs en ce cas elles l'ont déjà fait, à moins que dans leur grande distraction capitaliste elles aient besoin au préalable des encouragements gouvernementaux). Seul problème : pratiquement aucune entreprise sérieuse ne le peut, désormais. En effet, les vrais entrepreneurs et les vrais capitaines d'industrie savent que ce sont deux ou trois années de croissance nulle (dans le meilleur des cas) qui sont à l'horizon : pas seulement des vents contraires (énergie, montée des taux d'intérêt...) mais un véritable poteau noir aux contours incertains, peut-être une nouvelle décennie de croissance perdue ; ils ne peuvent pas faire comme dans l'administration, où la conjoncture, les gains de productivité (nuls depuis début 2019 en zone euro !) et le contexte international n'ont pas la moindre importance dans la détermination des évolutions de la masse salariale. Il restera bien quelques firmes pour monter les salaires encore cet hiver, mais mises à part quelques pépites très rentables (dans le secteur du luxe par exemple) ce seront pour l'essentiel des "boîtes à comités", des rentières, des diplodocus et des succursales des services publics (banques, utilities, Air France, etc.). Le genre de boîte qui ne verrait pas une récession peinte en rouge fluo dans un couloir étroit, et où les chefs tiennent tellement au "pas de vague" qu'ils auraient dû tenter un concours de l'Education nationale ou du quai d'Orsay. Ensuite,

fin 2023, viendront les licenciements, qui en France arrivent toujours très tard, vus les blocages juridiques et psychologiques : après avoir comprimé les CDD et les divers "outsiders", **on s'attaquera aux choses sérieuses, et on oubliera que sans Christine Lagarde, sans le laisser-faire sur la petite baisse de l'euro en 2022, ces sales choses auraient été bien pires. Si j'ai à peu près raison, les salariés ne devraient donc pas en rajouter dans les revendications salariales ; à titre individuel, ils devraient raser les murs et s'attendre à un long désert salarial des Tartares, et à titre collectif ils devraient militer afin que le clan germanique cesse ses pressions sur la BCE, pour ne pas rééditer les épisodes de 1991-1996 et de 2008-2014, mais c'est le genre de pancarte que je vois rarement dans les rues.**

Quelles seraient les mesures à prendre ?

1) Ne pas monter les taux d'intérêt

Evidemment la première chose à faire dans la situation est de ne pas monter les taux d'intérêts. La banque centrale européenne est à mon grand étonnement relativement prudente mais elle garde un objectif de lutte contre l'inflation or, il n'y a pas vraiment d'inflation. Si on veut juste passer l'hiver, on peut toujours faire des chèques mais sans augmenter les taux.

2) Promouvoir l'impôt négatif

Il faudrait un OITC à la française. C'est plus facile à dire qu'à faire car il y a des effets de bord et des effets de seuil, mais c'est une question qui s'étudie, tant et si bien que Bercy fait des notes sur le sujet depuis 30 ans, sans implémentation. L'impôt négatif au Etats-Unis est le meilleur outil en faveur des travailleurs pauvres. C'est un programme qui coûte assez peu par rapport à ce qu'il rapporte en réduction des injustices.

3) Mieux cibler les dépenses publiques

C'est tout l'inverse de la politique des chèques qui arrosent tout le monde. Le système social français, c'est 750 milliards d'euros tout confondu. Et parmi cela, énormément de doublons et de flux croisés. Et in fine, cela touche très peu les populations les plus fragiles, les plus à risque, en particulier chez les moins de 30 ans. Donc il faut identifier et éliminer ces doublons afin de dégager des ressources et rediriger les flux.

4) Annuler les dettes

Les personnes les plus en difficulté sont souvent endettées voir multi-endettées. Cela demande de mobiliser les banques centrales, françaises et européennes. Cela ne se fait pas rapidement, mais cela aurait un fort effet. On aurait pu l'utiliser au moment des gilets jaunes, car une bonne partie d'entre eux avaient un problème d'endettement. Et cette mesure ne coûte quasiment rien.

5) Mettre fin à l'immigration

Il faut plus qu'un moratoire, un véritable stop. C'est politiquement compliqué et pas si simple que ça sur le plan logistique. Tant qu'on ne construit pas de nouveaux logements, toute immigration nette positive pose très vite problème quand un tiers du secteur est soviétisé et que le rationnement se fait par la file d'attente. Si nous n'avions pas l'école gratuite, l'hôpital gratuit et les HLM, il n'y aurait aucun problème à avoir de l'immigration. On ne pourra pas augmenter le pricing power du salarié français si on lui met en face une population prête à être corvéable à merci et ubérisée. Évidemment, l'arrêt de l'immigration va créer une pénurie d'offres et il faudra compenser les entreprises.

6) Libéraliser le foncier

Aujourd'hui, nous n'avons pas de construction et c'est le facteur numéro un de l'augmentation des prix. En France l'offre est restreinte, une multitude de facteurs empêchent la construction et font que les prix de l'immobilier augmentent. Cela va à l'encontre de tout ce qui se fait en termes de réglementation depuis des années et ça demande de détricoter beaucoup de choses. La situation actuelle favorise les possédants qui s'en mettent plein les poches. Les autres sont obligés de s'endetter. Donc il faut faire la chasse à tous ceux qui empêchent la construction.

7) Distribuer des titres de propriété

A mon sens, il serait pertinent de décorréliser ceux qui ont le plus de difficultés de la dette pour les corrélés à la propriété. D'un point de vue fiscal et réglementaire, nous avons énormément avantagé le financement par endettement plutôt que celui par fonds propres. L'idée gaulliste, qui était aussi fondamentalement celle de Chesterton, de rendre la propriété accessible à tous a disparu. Elle a été remplacée par l'accès au crédit pour tous. Il faudrait changer la dynamique. Il faut augmenter les gains de productivité et ça n'arrivera pas si les gens ne se sentent pas concernés. La croissance est devenue un sport de spectateurs, il y a un fort jemenfoutisme. Il faut passer du monde de la dette à celui de l'equity. Et c'est un véritable changement. Ça ne peut pas être une mesurette. Mais il y a eu une conjonction des acteurs français pour ne pas aller dans cette voie.

18 octobre (Le Monde)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/annie-ernaux-pascal-bruckner-ueber-die-antisemitismusrvorwuerfe-ld.1707731>

Annie Ernaux steht exemplarisch für eine französische Linke, die die Muslime anstelle der Juden als Opfer der Geschichte sieht

Die neue Nobelpreisträgerin ist in den letzten Jahren mit Kritik an Israel aufgefallen. Hat die Schwedische Akademie sie trotz oder wegen dieses Engagements ausgezeichnet?

Pascal Bruckner

18.10.2022, 05.30 Uhr



Annie Ernaux (Bildmitte) und Jean Luc Mélenchon (links von ihr) protestieren am 16. Oktober in einer Pariser Menschenmenge gegen die hohen Preise und die «Klima-Passivität» der Regierung.

www.imago-images.de

In Paris hat Hubert Bouccara, Besitzer der Buchhandlung «La Rose de Java», im Schaufenster seines Geschäfts die folgende Ankündigung angebracht: «Verschwenden Sie Ihre Zeit nicht damit, mich nach Büchern von Annie Ernaux zu fragen, ich biete keine Bücher an von antisemitischen Kollaborateuren, hysterischen Feministen, Rassialisten und allem, was in Verbindung mit dem Woke-Gestank steht.» Das sind scharfe Worte – was ist davon zu halten?

Annie Ernaux ist unbestritten eine gute Autorin im Bereich der kleinen, lapidaren Bücher. Ihr letztes Werk, «Le jeune homme», die Erzählung einer Liebschaft, die Ernaux im Alter von 54 Jahren mit einem 20-Jährigen hatte, umfasst genau 27 Seiten und ist in einer halben Stunde gelesen. Keines der Bücher, die Ernaux seit Beginn ihrer Karriere publiziert hat, überschreitet 250 Seiten. Aber mit jedem ihrer Werke schafft sie es, die Herzen ihrer Leserinnen und Leser zu berühren.

Dies, indem sie über ihre Erfahrungen als Frau spricht oder über die Scham, die sie mit ihren Eltern, bescheidenen Lebensmittelhändlern in der Normandie, verbindet. Indem sie eine gefährliche und schmerzliche Abtreibung thematisiert oder ihre flüchtigen Lieben wie in «Passion simple» (1992), wo sie von einem Verhältnis mit einem russischen Diplomaten erzählt.

In diesem Segment ist Ernaux herausragend. Doch bei der Nobelpreisvergabe wurden Schwergewichte von anderem Kaliber als Kandidaten gehandelt, Michel Houellebecq in Frankreich, Joyce Carol Oates in den USA und Salman Rushdie in Grossbritannien.

Rushdie auszuzeichnen, wäre in diesem Herbst ein starkes Zeichen gewesen: Im August ist der Autor Opfer eines Anschlags geworden, und gerade eben wird Iran von Protesten durchgeschüttelt. In der Islamischen Republik gehen die Menschen auf die Strasse, seit eine junge Frau getötet wurde, die ihr Kopftuch nicht vorschriftsgemäss getragen hatte. Stockholm hat sich aber gegen ein solches Zeichen entschieden. Das lässt einen Verdacht aufkommen: Hat Annie Ernaux die höchste literarische Auszeichnung vielleicht der Feigheit der Nobelpreis-Jury zu verdanken?

Ein politischer Klassenflüchtling

Allerdings hat Stockholm gewissermassen auch mit der jetzigen Wahl ein Zeichen gesetzt. Denn Annie Ernaux hat zwei Gesichter: Auf der einen Seite gibt es die Autorin, die mit grossem Ernst über ihr Leben und ihre Herkunft schreibt – und auf der anderen Seite ist Ernaux eine engagierte politische Aktivistin.

In «La Place» (1983) erzählt Ernaux vom Tod ihres Vaters, der zuerst Bauernjunge, dann Fabrikarbeiter und schliesslich Kleinhändler war. Sie macht in dem Buch den geringen Spielraum spürbar, den der Vater hatte, um sich einen Platz an der Sonne zu schaffen, und sieht darin das kulturelle Erbe der Dominierten – um es mit dem Vokabular des Soziologen Pierre Bourdieu zu sagen.

Die Erniedrigungen und sozialen Risse sind prägend bei Annie Ernaux. Sie selber, die sie den Aufstieg geschafft hat, beschreibt sich als «Klassenflüchtling» und gleicht dieses Dasein mit einem starken Engagement aufseiten der radikalen Linken aus. Seit langem unterstützt Ernaux den linksextremen Politiker Jean-Luc Mélenchon, an seiner Seite hat sie just am letzten Sonntag an den Massenprotesten gegen hohe Preise und «Klima-Passivität» teilgenommen.

Zu Ernaux' Aktivismus zählen auch dezidierte Stellungnahmen gegen die USA und Israel. In «Les Années» (2008) sind zum Beispiel diese Sätze über den 11. September zu lesen: «Man stand unter Schock und kostete ihn aus, indem man ihn per Handy mit einer möglichst grossen Anzahl von Menschen teilte. (. . .) Man sträubte sich gegen die Schlagzeile von «Le Monde» «Wir sind alle Amerikaner». Mit einem Mal stand unsere Vorstellung von der Welt kopf, ein paar Fanatiker aus obskuren Ländern, nur mit Paketmessern bewaffnet, hatten in knapp zwei Stunden die Symbole der amerikanischen Macht pulverisiert. Das Ausmass der Tat rief Bewunderung hervor. (. . .) Später könnte man immer noch Mitleid haben und über die Konsequenzen nachdenken.»

Der Staat Israel wiederum scheint in Ernaux Gefühle zu wecken, die an Abscheu grenzen. 2018 beanstandete sie zusammen mit anderen Künstlern das positive und euphemistische Bild, das in Frankreich von Israel gezeichnet werde. «Für jede Person, die ein Gewissen hat, ist es eine moralische Pflicht, sich der Normalisierung der Beziehungen mit dem Staat Israel zu widersetzen.» 2019 unterzeichnete sie einen Brief, der zum Boykott des Eurovision Song Contest in Tel Aviv aufrief: Die französischen Sender wurden aufgefordert, die Show nicht zu übertragen. 2021 folgte die Unterzeichnung eines «Briefes gegen die Apartheid», der Israel mit dem früheren Regime in Südafrika verglich. Die israelische Politik im Gazastreifen wird darin vehement verurteilt.

«Zionisten in den Gulag»

Auch unterstützte Ernaux die Kampagne zur Begnadigung eines libanesischen Kommunisten, Georges Abdallah, der in Frankreich einen amerikanischen Offizier und einen israelischen Diplomaten umgebracht hatte. Im fraglichen Text werden die Opfer als Mitglieder von «Mossad

und CIA» beschrieben; von Abdallah heisst es, dass er sich dem palästinensischen Volk und dessen Kampf gegen die Kolonisierung hingegeben habe.

In einer Petition hat sich die Autorin überdies für Houria Bouteldja starkgemacht – die algerisch-französische Politikerin hat 2005 die Bewegung «Les Indigènes de la République» mitgegründet, eine Partei, die sich antikolonial und antirassistisch gibt, aber immer wieder mit Antisemitismus und Homophobie in Verbindung gebracht wird. Bouteldja ist eine veritable islamistische Aktivistin, die terroristische Attentate legitimiert, in Büchern ihren Hass auf Weisse und Juden ausgiesst und auch schon einmal vor einem Graffito mit der Aufschrift «Zionisten in den Gulag» posiert.

Annie Ernaux ist nicht irrtümlich oder per Zufall in diese Kämpfe geraten. Sie hat ihr Lager schon früh gewählt. Es ist ein Lager, in dem Antisemitismus mit Antizionismus vermischt wird: ein Charakteristikum der propalästinensischen Israel-Boykott-Bewegung BDS, die in verschiedenen Ländern aktiv ist und dazu aufruft, die Verbindungen mit dem israelischen Staat zu kappen.

Die Initiativen, die von linken Aktivisten getragen werden, erinnern bisweilen an die Praxis der Nationalsozialisten: Vor wenigen Monaten haben BDS-Anhänger in Massachusetts das sogenannte «Mapping Project» lanciert, eine Karte, die jede jüdische Organisation erfasst, jede Synagoge, jedes Gemeinschaftszentrum, jedes Restaurant und jede Schule, mitsamt Namen und Adressen der Angestellten. In Frankreich setzen sich vor allem Gruppierungen der äussersten Linken für BDS ein, Anarchisten, Trotzlisten; kleine Minderheiten, die jedoch sehr aktiv in Erscheinung treten.

Wer ist das Opfer?

Hass auf den «Zionismus» ist unter Linken nichts Neues. Unter Stalin wurde der Begriff Ende der 1940er Jahre verwendet, um eine grosse Verfolgungskampagne gegen die Juden der Sowjetunion zu starten, die erst durch seinen Tod beendet wurde.

Doch heute rührt die Begeisterung, die manche Linke für den Antizionismus aufbringen, auch von inneren Kämpfen her: In den Reihen der Linken wird um den Status des Dominierten und Ausgestossenen gerungen. Wer ist heute der grösste, der wirkliche Paria? Der Jude oder der Muslim? Wenn man beweisen kann, dass der wahrhaft Unterdrückte arabisch spricht und die Juden keinerlei Anspruch mehr auf diesen Status haben, dann scheint das auch den Antizionismus zu rechtfertigen.

So werden die einst Verachteten, die Juden, als neue Folterknechte präsentiert, während ihr Adelstitel, jener des Opfers, an die Palästinenser und mit ihnen an alle Muslime übergeht: an die neuen Verdammten dieser Erde, denen man selbst dann noch die grösste Nachsicht entgegenbringen muss, wenn sie mörderische Attentate begehen. Indem man die Israeli zu Henkern macht und sie gewissermassen nazifiziert, delegitimiert man auch ihren Staat – während umgekehrt die Araber zu neuen Juden aufrücken. In letzter Konsequenz wird so schon im Voraus das mögliche Verschwinden Israels, dieses «usurpatorischen Gebildes», legitimiert.

Annie Ernaux, die nach eigenem Bekunden ihre Klasse und ihre Rasse rächen will, hat teil an diesem linken Antisemitismus, der sich nur schlecht unter dem Schleier des Antizionismus

versteckt. Mit Jean-Luc Mélenchon befindet sie sich im Umfeld einer rot-braunen Strömung, und man fragt sich fast, ob sie nicht näher beim Israel-Hasser Alain Soral oder beim antisemitischen Komiker Dieudonné steht als bei Simone de Beauvoir oder Albert Camus, mit denen sie sich bescheidenerweise verglich.

Bleibt eine Frage: Hat die Nobelpreis-Jury Annie Ernaux die prestigeträchtige Auszeichnung trotz oder wegen ihres politischen Engagements verliehen?

Der Schriftsteller und Philosoph Pascal Bruckner lebt in Paris. – Aus dem Französischen übersetzt von cmd.

•

•

18 octobre (Le Monde)

<https://www.nzz.ch/meinung/der-andere-blick/akw-streit-kanzler-scholz-beugt-sich-die-gruenen-gewinnen-ld.1707865>

Die Grünen haben gewonnen, zum Schaden des Landes

Deutschlands letzte Kernkraftwerke sollen maximal bis April 2023 weiterlaufen. Mit dieser Entscheidung beugt sich der Kanzler der Ideologie der mitregierenden Umweltpartei und gefährdet die Energiesicherheit des Landes.

Marc Felix Serrao, Chefredaktor der NZZ in Deutschland.

18.10.2022, 11.47 Uhr



Jetzt auch mit Richtlinienkompetenz: Bundeskanzler Olaf Scholz. Imago/Christian Spicker / www.imago-images.de

Von einem Machtwort ist nun die Rede, und der Eindruck dürfte dem Kanzler selbst am besten gefallen. Er habe, liess Olaf Scholz seine Minister für Umwelt, Wirtschaft und Finanzen wissen, «entsprechend Paragraf 1 der [Geschäftsordnung der Bundesregierung](#)» eine Entscheidung getroffen: Die drei letzten deutschen Kernkraftwerke sollen allesamt bis Mitte April 2023 weiterlaufen. Die Minister fügen sich, wie es scheint, und Scholz wirkt wie der Erwachsene, der einen Zank zwischen Kindern beendet hat. Das Bild ist hübsch, aber falsch.

Gewiss, formal hat der Kanzler von seiner sogenannten Richtlinienkompetenz Gebrauch gemacht: Er entscheidet über die grossen Linien der Politik, seine Minister müssen folgen. Oder gehen. Dass ein Kanzler explizit auf diese Kompetenz pocht, ist die Ausnahme, denn letztlich handelt es sich um ein Eingeständnis von Schwäche: Hier stehe ich und kann mir nur noch mit Lautstärke helfen. Helmut Schmidt hat am Ende seiner Amtszeit einmal gesagt, dass er das nie nötig gehabt habe.

Inhaltlich kann das, was Scholz nun verordnet hat, ebenfalls nicht überzeugen. Die AKW namens Isar 2, Neckarwestheim 2 und Emsland mit einer Leistung von zusammen 4,1 Gigawatt sollen «längstens» noch ein halbes Jahr laufen. Parallel soll ein «ambitioniertes Gesetz zur Steigerung der Energieeffizienz» vorgelegt werden und der bereits vereinbarte längere Einsatz von Kohlekraftwerken in Nordrhein-Westfalen gesetzlich fixiert werden.

Keine Linie, sondern Gekritzel

Das ist keine Linie, geschweige denn eine Richtlinie. Das ist ein rot-grün-gelbes Gekritzel ohne Sinn und Richtung. Scholz hat die Forderungen der Grünen (höchstens zwei AKW und maximal bis Frühjahr 2023) und der FDP (alle drei AKW und bis 2024) genommen und einen Punkt irgendwo dazwischen ausgewählt. Den gibt er nun als eigenen Standpunkt aus.

In Wahrheit ist es pure Parteitaktik. Nicht die Energieversorgung des Landes und bezahlbare Strompreise haben Scholz' Entscheidung massgeblich beeinflusst, sondern die Zwänge seiner zuletzt stark auseinandertreibenden Koalition. Dass ihm dafür nun ausgerechnet die gerupfte FDP applaudiert, ist unverständlich. Der Kanzler-Entscheid ist viel näher an der Forderung der Grünen.

Mit seinem Minimalkonsens mag sich der Kanzler für den Moment Ruhe in der Koalition verschafft haben, aber mehr auch nicht. Denn die derzeitigen Gründe für den Weiterbetrieb der AKW – Versorgungssicherheit und Preisdämpfung – werden aller Voraussicht nach in den kommenden Wintern fortbestehen, mindestens aber 2023/2024.

Die AKW müssten länger laufen

Niemand weiss, wie lange der Krieg in der Ukraine dauern wird, ob er möglicherweise eskaliert und wie sich die Energiemärkte in der Folge entwickeln werden. Niemand weiss, ob Deutschlands schwimmende Terminals für flüssiges Erdgas rechtzeitig fertig sein werden und vor allem, ob das Land dann schnell ausreichende Mengen davon am Weltmarkt beschaffen kann. Niemand weiss schliesslich, wie rasch der Ausbau der erneuerbaren Energien vorankommt; in der Vergangenheit war das in Deutschland ein zäher Prozess, und Handwerker und Bauleute sind rar geworden.

Angesichts dieser multiplen Unsicherheiten wäre ein längerer Betrieb der drei AKW die einzig verantwortungsvolle Lösung, nicht nur um ein Jahr, sondern um mehrere Jahre, auch um die dann neu erworbenen Brennstäbe über deren volle Lebenszeit zu nutzen. Aber für einen solchen Beschluss fehlt Scholz die Kraft. Die FDP wäre dabei, aber die Grünen würden auf die Barrikaden gehen.

«Atomkraft isch over», so fasste der stellvertretende Fraktionschef der Grünen, Konstantin von Notz, die Haltung seiner Partei auf Twitter zusammen. Für die Grünen ist die Ablehnung der Kernenergie eine Frage des Glaubens, nicht der Politik. Und weil die anderen beiden Regierungsparteien keine solchen Glaubenssätze mehr kennen, haben sie diesen Machtkampf verloren, zum Schaden des Landes.

18 octobre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/18/au-zimbabwe-l-argent-gagne-est-depense-tout-de-suite-car-il-ne-vaut-plus-rien-quelques-semaines-plus-tard_6146246_3232.html

« Au Zimbabwe, l'argent gagné est dépensé tout de suite, car il ne vaut plus rien quelques semaines plus tard »

[Chronique](#)

Julien Bouissou

Comme le montre le cas du pays d'Afrique australe, le retour de l'inflation risque d'entraîner une grave crise économique et sociale dans les pays en développement, alerte, dans sa chronique, Julien Bouissou, journaliste au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 06h30

Si l'inflation persiste, investissez dans une vache. Non seulement elle ne perdra pas de sa valeur, contrairement à l'argent de votre compte courant, mais elle peut aussi offrir des rendements intéressants en se reproduisant. L'hebdomadaire *The Economist* nous apprend que la compagnie Nhaka Life Assurance, au Zimbabwe, a eu l'idée [de ce placement résistant à l'inflation](#). Celle-ci y est si élevée que les investissements ne peuvent pas être libellés en monnaie locale, sinon ils ne vaudraient rapidement plus rien. Les épargnants investissent donc dans des « parts de vache », élevées à quelques dizaines de kilomètres de la capitale, Harare.

Alors que l'inflation est devenue la principale menace sur l'économie mondiale, le Zimbabwe est un pays riche d'enseignements. Même si sa situation politique et économique est singulière, il nous rappelle que, dans les nations en développement, l'inflation peut vite conduire à la catastrophe sociale et humanitaire.

Au Zimbabwe, la descente aux enfers a été rapide. A l'été 2008, gravé dans la mémoire du pays comme un été maudit, les prix doubleraient toutes les vingt-quatre heures, et l'inflation annuelle avait fini par atteindre les 231 000 000 % avant que le gouvernement ne cesse de publier les statistiques. Deux mois plus tard, en septembre, le Fonds monétaire international l'estimait à 500 000 000 000 %. On échangeait le pain contre des sacs de billets, les rayons des magasins se vidaient. L'inflation a réduit l'espérance de vie de douze ans et a fait des milliers de morts, à cause de la famine, des hôpitaux à l'arrêt et des pénuries de médicaments, sans parler de l'explosion de la pauvreté.

[Monnaie maudite](#)

Certes, les pays en développement n'en sont pas encore là. Mais ils sont plus fragiles que jamais, en raison de la hausse effrénée des taux d'intérêt américains, qui entraîne une sortie des capitaux et la dépréciation de leurs monnaies. Rien qu'en Afrique subsaharienne, dix-sept pays enregistrent depuis cet été une hausse des prix annuelle supérieure à deux chiffres.

En règle générale, l'inflation écorne le pouvoir d'achat, car les prix augmentent plus rapidement que les salaires et les consommateurs réduisent donc leurs dépenses. Au Zimbabwe, c'est tout le contraire. L'argent gagné est dépensé tout de suite, car il ne vaut plus rien quelques semaines plus tard. Si l'on veut se construire une maison, on achète les briques une par une, que l'on met de côté chaque mois, plutôt que d'économiser sur son compte.

La monnaie est tellement maudite qu'il faut s'en séparer au plus vite. L'épargne est impossible, les projets d'avenir comptent moins que le présent. L'inflation dérègle tout. Elle favorise même la corruption. Récemment, le gouvernement du pays a suspendu tous ses contrats avec ses fournisseurs parce que ces

derniers gonflaient leurs factures, soi-disant pour anticiper l'inflation à venir. Sans doute un peu trop : les ordinateurs étaient vendus pour l'équivalent de 10 000 dollars américains.

Dollars au marché noir

Alors que la hausse des prix à la consommation a atteint 280 % en septembre, le spectre du chaos hante de nouveau le pays. **Le gouvernement n'a rien fait pour restaurer la confiance dans le système.** Il a d'abord menacé d'imposer des amendes aux entreprises qui refusaient d'être payées en devises locales, **ou a évoqué l'interdiction du billet vert.** Il a même interdit aux banques... d'accorder des prêts, car il soupçonnait les emprunteurs d'acheter aussitôt des dollars pour spéculer sur la hausse du billet vert.

Lors de pics d'inflation, la banque centrale du Zimbabwe n'avait plus assez de papier pour imprimer suffisamment de billets. En 2019, elle a noté que 99 % des transactions dans le pays étaient électroniques. Mais même ce bénéfice indirect est factice. **Car les économistes ont découvert qu'en réalité les habitants achetaient, par le biais de transactions électroniques, des espèces pour les échanger contre des dollars américains au marché noir, à de bien meilleurs taux. L'inflation est un fléau dans les pays en développement, au même titre que le surendettement et le chômage. Les pays riches devraient s'en préoccuper à chaque fois qu'ils relèvent leurs taux d'intérêt.**

Julien Bouissou

18 octobre (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2022/10/18/proces-en-appel-des-attentats-de-janvier-2015-me-malka-plaide-pour-l-islam-des-lumieres-contre-celui-des-kouachi_6146215_1653578.html#xtor=AL-32280270-\[default\]-\[android\]](https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2022/10/18/proces-en-appel-des-attentats-de-janvier-2015-me-malka-plaide-pour-l-islam-des-lumieres-contre-celui-des-kouachi_6146215_1653578.html#xtor=AL-32280270-[default]-[android])

Procès en appel des attentats de janvier 2015 : Richard Malka plaide pour « l'islam des lumières » contre celui des Kouachi

Pour sa dernière plaidoirie consacrée aux caricatures, l'avocat de « Charlie Hebdo » a choisi non plus de défendre la liberté d'expression, mais de s'attaquer à la religion dans ce qu'elle a de plus intolérant et obtus.

Par [Christophe Ayad](#)

Publié aujourd'hui à 02h30, mis à jour à 09h35



L'avocat Richard Malka à son arrivée au palais de justice de l'île de la Cité, à Paris, le 12 septembre 2022. EMMANUEL DUNAND / AFP

C'était sa dernière plaidoirie pour *Charlie Hebdo*, pour le droit à la caricature et au blasphème. [L'avocat Richard Malka accompagne l'hebdomadaire satirique depuis 1992 et l'a défendu lors du premier procès sur l'affaire des caricatures de Mahomet, en 2007.](#) Chacune de ses plaidoiries a été publiée sous la forme d'un livre et ce sera probablement le cas de celle qu'il a prononcée lundi après-midi 17 octobre, clôturant ainsi le temps consacré aux parties civiles.

Et pour sa dernière, M^e Malka a fait du Malka. Une plaidoirie hors norme, destinée à marquer les esprits. La salle Voltaire du palais de justice de l'île de la Cité, à Paris, est comble. Certains des survivants et des proches des victimes des attaques de *Charlie Hebdo*, de Montrouge et de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes sont venus pour assister aux derniers jours de ce pénible procès en appel qui a ajouté à leur peine et ravivé les douleurs. D'autres, à l'instar d'Elisabeth Badinter ou de Sophia Aram, sont là par conviction ou pour assister à un moment d'histoire attendu depuis l'ouverture de l'audience, le 12 septembre.

Quand il se lève, Richard Malka en appelle aux mannes de **Voltaire, dont l'esprit plane sur les lieux. Il cite le philosophe libre penseur des Lumières : « Le christianisme est la plus ridicule, la plus absurde et la plus sanguinaire des religions ayant jamais infecté le monde. » « Voilà comment on osait parler des religions au XVIII^e siècle ! », s'exclame-t-il.**

Car, cette fois-ci, il ne veut plus plaider pour la liberté d'expression. « Depuis quinze ans, j'ai dit tout ce que j'avais à dire sur la liberté d'expression. » « A quoi bon plaider une fois de plus ? » Non, aujourd'hui il veut s'attaquer à la racine du mal et non à ses conséquences, comme l'on pose « le diagnostic d'une maladie » afin de la soigner pour de bon et faire cesser ses effets. « Quel est cet accusé qui ne comparaitra jamais, qui tue indistinctement juifs, athées, chrétiens et musulmans ? » Cet « accusé dont il faudrait ne jamais prononcer le nom, il faut le regarder en face. Il s'appelle religion ».

Un véritable cours de théologie musulmane

« *Ce n'est pas moi qui m'invente un combat* », souligne encore l'avocat, qui rappelle la revendication des frères Saïd et Chérif Kouachi, « *scandée à trois reprises* » après leur massacre à *Charlie Hebdo* : « *On a vengé le prophète Mahomet.* » « *Ce sont les auteurs de ces crimes qui le crient, qui le revendiquent* », ajoute-t-il. **Leurs crimes sont « motivés par l'islam ».** « *Je parle d'une vision de l'islam, pas des musulmans. Une vision dogmatique dont les principales victimes sont les musulmans* », précise-t-il.

C'est à ce moment que la plaidoirie de Richard Malka a pris un tour tout à fait inhabituel dans une salle d'audience. **Il s'est livré à un véritable cours de théologie musulmane.** Un cours aussi pédagogique que savant et engagé. Naviguant sans cesse entre passé et présent, l'avocat a tenu les deux bouts de sa plaidoirie, avec l'histoire des débuts de l'islam d'un côté et la longue litanie des crimes et des ignominies commis aujourd'hui au nom de cette « *vision de l'islam* », du Nigeria au Pakistan, de la France aux Maldives.

Tout remonte à l'écrasement par le hanbalisme du courant de pensée mutazilite, qui « *vénère par-dessus tout le libre arbitre* » et prône une lecture historiciste du Coran. Au contraire, le hanbalisme défend une lecture « *littéraliste* » du Coran, qui serait « *incrée* », donc immuable et à appliquer au pied de la lettre. Cette « *controverse fondamentale* », qui remonte à mille quatre cents ans, « *n'a jamais cessé* ». **Les hanbalites ne sont « pas les plus populaires, mais ils sont ceux qui gagnent toujours à la fin »**, que ce soit contre l'islam des soufis, celui des alévis, des Berbères ou des Kabyles.

D'un côté, [feu l'intellectuel tunisien Abdelwahab Meddeb](#), les poètes passés, comme [Abou Nawas](#), ou présents, comme le Syrien Adonis et le Palestinien Darwich, décédé en 2008. De l'autre, les Kouachi, qui « *se sont arrogé une prérogative qui revient à Dieu : le châtement* ». « *Il n'existe aucun fondement coranique à la mise à mort pour des caricatures* », ajoute M^e Malka. L'avocat poursuit : « *Tout cela n'est que pure démenche nourrie par l'ignorance, là où l'autre vision de l'islam prônait la raison nourrie par la connaissance.* »

« Des hypocrites et des tartuffes »

A l'appui de sa démonstration, M^e Malka, dont la voix est de plus en plus ferme, le débit de plus en plus rapide, cite nombre de versets coraniques, en précisant à chaque fois la sourate et le numéro du verset. Il appuie son analyse sur **les textes de l'historienne Jacqueline Chabbi, l'une des meilleures connaisseuses du Coran dans le monde universitaire francophone et la tenante d'une lecture anthropologique et historiciste du Coran.** « *Ceux qui disent "on applique le Coran à la lettre" sont des hypocrites et des tartuffes* », ajoute M^e Malka.

Après le Coran, l'avocat s'attaque aux **hadiths**, les « *dires* » du prophète qui sont si nombreux qu'on peut leur faire dire tout et son contraire. Il cite l'intellectuel égyptien Muhammad Abduh (1849-1905), théologien, journaliste et philosophe, franc-maçon et rationaliste. D'autres sources, plus classiques devant une cour spécialement composée, sont appelées en renfort : **Gilles Kepel et Bernard Rougier**, pour leurs travaux sur le djihadisme d'atmosphère et le séparatisme islamiste des quartiers. Mais aussi [l'écrivain turc et Prix Nobel de littérature \(2006\) Orhan Pamuk](#), obligé de vivre sous protection policière, et surtout l'écrivain britannique d'origine indienne [Salman Rushdie](#), qui a failli être assassiné cet été aux Etats-Unis par un jeune chiite d'à peine 20 ans [répondant à l'appel de l'ayatollah Khomeyni datant de 1989](#).

« *Depuis mille quatre cents ans, la pierre angulaire de l'islam auquel ont adhéré les Kouachi, c'est le blasphème*, a expliqué Richard Malka. *La vision des Kouachi tue sur toute la surface de la terre.* » Pour lui, cette vision de l'islam n'a rien de « *marginal* » ni d'« *anecdotique* ». « *Le rigorisme est à la mode, il est tendance. (...) L'islam des Kouachi est en expansion.* »

Comme Salman Rushdie, **Richard Malka en veut à « ces gens de gauche qui font tout pour dissocier l'islam du fondamentalisme »**, en clair, qui trouvent des excuses à l'intolérance. Il leur répond : « *Le questionnement de l'islam, ce n'est pas de l'islamophobie, c'est même une condition de sa survie.* » « *L'accusation de blasphème, d'islamophobie* » est devenue une « *arme de censure massive pour interdire toute critique de la religion au prétexte d'un hypocrite respect dont le vrai nom est peur* », ajoute-t-il. Avant

d'enjoindre aux journalistes, universitaires, directeurs de salle de cinéma, théologiens, politiques, etc., de ne pas se laisser envahir par **la peur, voire la lâcheté**. Il les invite à un « *humanisme militant* » et sans faiblesse.

Après une intense évocation des « *morts* », qu'il aimait, et des « *survivants* » des attentats, M^e Malka conclut : « *Il y a un islam des lumières et un islam des ténèbres, dont le principal ennemi est l'islam des lumières. Il y a un islam des philosophes et un islam des prédicateurs (...). On ne trouvera pas un refuge en dehors de l'espace et du temps, alors exprimons-nous !* » Une dernière fois et pour toujours.

Christophe Ayad

18 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/jean-viard-la-haine-du-riche-est-aujourd-hui-tres-problematique-20221017>

Jean Viard: «La haine du riche est aujourd’hui très problématique»

Par [Éric De La Chesnais](#)

Publié hier à 17:35, mis à jour hier à 17:35

«Nous sommes aujourd’hui dans une extrême ambivalence, comme dans les Années folles où deux courants s’affrontaient, l’un extrêmement créatif et l’autre conservateur ayant peur de l’avenir ou désirant l’instauration d’un régime autoritaire», décrypte Jean Viard. Eric Dervaux/Hans Lucas via Reuters



ENTRETIEN - Pour le sociologue Jean Viard, la crise sanitaire a favorisé l'émergence de nouvelles formes de luttes des classes.

LE FIGARO.- Golfs vandalisés, résidences secondaires taguées... Assiste-t-on à un mouvement d'ampleur contre les riches?

Jean VIARD.-La société française a été totalement bouleversée par le Covid. 1 million de couples se sont séparés, des centaines de milliers de gens ont déménagé. Au travail, les salariés n’hésitent plus à quitter leur entreprise pour avoir une meilleure qualité de vie. D’autres créent leur propre emploi et s’adaptent à la conjoncture. À Caen, j’ai rencontré un chauffeur Uber qui avait également monté une petite société de bois de chauffage qu’il débitait et livrait. Il n’y a jamais eu autant de gens en activité en France: 29,5 millions de personnes.

À côté de ceux-là, il y a des individus qui, au nom de la défense de l’environnement, reprennent des slogans du début du XX^e siècle sur la lutte des classes et la haine entre les groupes sociaux.

La Nupes surfe là-dessus. Nous sommes aujourd’hui dans une extrême ambivalence, comme dans les Années folles où deux courants s’affrontaient, l’un extrêmement créatif et l’autre conservateur ayant peur de l’avenir ou désirant l’instauration d’un régime autoritaire.

Quelle forme prend cette violence?

Elle émane de partout: de la ville comme de la campagne, au sein des couples, dans les stades ou entre les États. Chacun, là où il se trouve, est enfermé dans sa bulle, un phénomène accentué par le Covid. Il croit être le seul à faire le bien à travers les combats qu’il mène. Quitte à justifier la violence et la désobéissance civile pour arriver à ses fins. Les antichasse pénètrent dans des propriétés privées, perturbent des battues et détruisent des miradors au nom du bien-être animal. Ceux qui prônent la sobriété énergétique s’en prennent aux pneus des SUV, à des golfs ou des piscines privées car il s’agit, pour eux, de signes extérieurs de richesse.

Les jeunes se trouvent devant un mur qu'ils ne peuvent pas faire tomber. Il leur faut reconstruire un vrai projet, avec des gestes symboliques, parfois violents.

Jean Viard

Est-ce un phénomène français ou international?

Il touche tous les pays. Après la pandémie, cinq milliards d'êtres humains relâchent la pression. En France, cinq millions de personnes ont changé de vie et 23 % des gens sont dépressifs. Chacun se demande ce qu'il va faire de la vie qui lui reste. Le politique ne montrant pas le chemin, cela crée une violence sous-jacente. Beaucoup se réfugient dans «le grand remplacement» ou «le grand réchauffement». Les jeunes se trouvent devant un mur qu'ils ne peuvent pas faire tomber. Il leur faut reconstruire un vrai projet, avec des gestes symboliques, parfois violents.

Quel rôle les réseaux sociaux jouent-ils dans son expansion?

On a laissé les réseaux sociaux se développer de manière ultralibertaire. Ce sont des armes de combats négatives extraordinaires, cela crée des ego et des conflits de pouvoir. Ils produisent de la contestation horizontale alors que diriger un pays est un pouvoir vertical. D'où la difficulté de trouver des débouchés pour les «gilets jaunes» ou aujourd'hui pour les protestataires en Iran.

Que faudrait-il faire pour calmer les esprits?

La haine du riche est aujourd'hui très problématique. Le président de la République devrait prendre une mesure symbolique pour réunir la société française: taxer de 2 % les superprofits des entreprises et les plus hauts revenus au titre de l'effort de guerre russo-ukrainienne dont nous subissons les retombées. Sur les jets privés, il pourrait imposer le carburant écologique, même s'il coûte sept fois plus cher. Pour les petites entreprises qui sont affectées directement, le gouvernement devrait étaler sur dix ans le remboursement des prêts garantis par l'État pendant la crise sanitaire. Il faut donner de l'air à une société sous pression.

18 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/jets-privés-traques-maisons-taguées-les-activistes-écologues-ont-fait-la-chasse-aux-riches-20221017>

Golfs saccagés, maisons taguées: les activistes écologues font la chasse aux riches

Par [Stéphane Kovacs](#)

Publié hier à 18:53, mis à jour hier à 19:52

Des militants d'Attac bloquent l'accès au «quai des Milliardaires», pour dénoncer la pollution des «mégayachts» qui y sont amarrés, le 24 septembre, à Antibes. *Alice Patalacci/PHOTOPQR/NICE MATIN/MAXPPP*

ENQUÊTE - Au nom de la protection de l'environnement, ces militants rejouent la lutte des classes.

Des «sanglier·es syndicalisé·es» qui saccagent des golfs, des «dégonfleurs de pneus» qui s'en prennent aux SUV, des «perceurs de jacuzzis» qui vident des bassins privés. Et bientôt, des «RinoFéroces», qui appellent à une «action d'envergure», le 5 novembre à Toulouse. «Sauve un arbre, mange un riche!», proclame leur affiche, annonçant la «Rébellion inévitable de novembre (Rino)» du mouvement Extinction Rebellion. En matière de désobéissance civile, l'imagination des activistes écologistes n'a d'égal que leur ressentiment antiriches. Haro sur les avions d'affaires, les résidences secondaires ou les piscines! Depuis un été marqué par les incendies, la sécheresse et la canicule, les signes extérieurs de richesse sont dans le collimateur. «Riche = voleur», «Tremblez bourgeois, on reviendra pour le feu de joie», ont tagué les Sangliers·es sur les greens de golf. Au nom de la protection de l'environnement, et surtout de la lutte des classes.

«Alors que les Français galèrent pour faire un plein, le yacht de Bernard Arnault a consommé 470.000 litres de carburant au mois de septembre, a tweeté, jeudi dernier, l'ONG Attac France. C'est l'équivalent de 7833 pleins de 60 litres!» «Alors que la planète brûle, le séparatisme des riches est inacceptable», s'insurge l'ONG dans un «appel à désarmer les criminels climatiques», signé par plus de 11.000 personnes. «Un milliardaire comme Bernard Arnault émet près de 9000 tonnes d'équivalent CO2 par an, soit les émissions moyennes d'un Français sur 1870 ans, y prétendent-ils. Le patrimoine financier de 63 milliardaires français émet au moins autant de CO2 que celui de 49 % de la population. Les crimes climatiques des ultrariches sont le symbole d'une société d'hyperconsommation, d'un mode de vie détruisant la planète.» Et d'exhorter: «Bloquons les sièges de leurs entreprises, les halls d'embarquement de leurs jets privés, les quais d'amarrage de leurs yachts, les greens de leurs terrains de golf...»

Le 24 septembre, des militants d'Attac ont brièvement investi le célèbre «quai des Milliardaires» du port d'Antibes, dans les Alpes-Maritimes, pour dénoncer la pollution des «mégayachts» qui y sont amarrés, et les «criminels climatiques» que sont à leurs yeux leurs propriétaires. La veille, c'est le décollage des avions d'affaires que des activistes avaient bloqué, à l'aéroport Paris-Le Bourget. La milice de l'écologie a été jusqu'à créer des comptes Twitter, comme @laviondebernard ou @i_fly_Bernard, afin d'«exposer une petite partie» du mode de vie des milliardaires et de «la gestion climaticide de leur capital».

«Vols caprices»

Interdire les jets d'affaires - comme l'a proposé un peu précipitamment le ministre délégué aux Transports, Clément Beaune -, les yachts, ou même le remplissage des piscines? La question est posée. «On demande énormément d'efforts à la population, les Terriens, les 99 %, faisait valoir, fin août sur BFMTV, l'ex-secrétaire national d'EELV, Julien Bayou. On essaye tous de trier, de faire attention à la

consommation d'électricité. Et il y a ces ultrariches qui multiplient les vols caprices qui polluent dix fois plus qu'un vol classique.» Quant au président Renaissance de la commission environnement du Parlement européen, Pascal Canfin, il renchérisait sur RTL: «Le réalisme, c'est de penser qu'il va falloir organiser différemment certaines consommations» qui «n'existaient pas il y a trente ou quarante ans: les superyachts, les jets privés, les piscines, etc.»

«Dans un pays capitaliste, on ne peut pas être riche innocemment», titrait en février 2021 le «média de la lutte des classes», Frustration magazine. «Les riches - que nous préférons appeler les bourgeois - nous posent problème. Et nous leur posons problème, assure l'article. C'est ainsi depuis les débuts du capitalisme. Derrière du capital qui prospère se trament toujours des souffrances et des aliénations humaines. Un peu de haine ne pourra pas être de trop. Beaucoup de révolte sera assurément nécessaire.» Dans le dernier «baromètre de la haine en ligne», publié en septembre 2021 par l'ONG Respect Zone et Netino By Webhelp, les commentaires contre «les riches et les élites» arrivent au dixième rang des différentes catégories. Selon le baromètre économique Odoxa pour BFM Business, Abeille Assurances et Challenges, publié en juillet dernier, 76 % des Français - pour qui «on est riche à partir de 5 000 euros de revenu par mois», soit 1 000 euros de moins qu'il y a deux ans - estiment qu'on n'aime pas les riches en France. Plus de la moitié (52 %) admettent ne pas les aimer eux-mêmes.

Dans le dernier « baromètre de la haine en ligne », publié en septembre 2021 par l'ONG Respect Zone et Netino By Webhelp, les commentaires contre « les riches et les élites » arrivent au dixième rang des différentes catégories

«Les périodes de crise ont toujours éveillé la haine populaire contre les riches, rappelle l'historien Philippe Fabry. En France, on n'a pas tellement de difficultés avec le fait qu'un acteur ou un footballeur soit fortuné. En revanche, dans la psychologie collective, la classe patronale est toujours coupable d'oppression. Même les patrons modestes, et il y en a beaucoup, ont cette image d'exploiteur! C'est dans notre histoire sociale du XIXe siècle, marquée par le suffrage censitaire jusqu'en 1848, l'interdiction des syndicats jusqu'en 1884, qu'il faut trouver l'explication de cette hostilité à l'égard des riches. Les représentations sociales apparues dans la société industrielle du XIXe siècle ont profondément structuré les mentalités, aidées ensuite par la domination de la pensée marxiste sur la vie culturelle française. Aujourd'hui, il y a une mutation qui s'opère vers un nouveau discours écologique ; mais derrière, c'est toujours le vieux combat d'égalité sociale qui resurgit.»

«Délire totalitaire»

D'après le dernier rapport sur les riches en France de l'Observatoire des inégalités, paru en juin, la France compte près de 4,5 millions de «riches», soit 7,1 % de la population: ils disposent d'un niveau de vie supérieur à 3673 euros par mois ou d'un patrimoine d'au moins 490.000 euros. Quelque 4 % des ménages sont millionnaires. *«Les riches représentaient 8,6 % de la population en 2010: leur part dans la population est en baisse et, contrairement à ce que soutiennent certains, ce n'est pas une bonne nouvelle, fait remarquer Nicolas Lecaussin, directeur du think-tank libéral l'Iref et coauteur de A quoi servent les riches?*. Aujourd'hui, ce ne sont que rarement des héritiers, mais des chefs d'entreprise, qui ont constitué leur fortune par l'intelligence et le travail, et qui créent des centaines de milliers d'emplois. Ils font peut-être même vivre certains écolos qui protestent! C'est inquiétant de voir ce délire totalitaire, dans un des pays où l'on taxe le plus les riches, où la moitié des Français ne paie pas d'impôt et où 10 % des foyers fiscaux paient 70 % du total de l'impôt sur le revenu.»*

Il n'y a pas que les milliardaires qui sont visés. À Saint-Gildas-de-Rhuys, dans le Morbihan, deux résidences secondaires ont été, la semaine dernière, recouvertes de tags dénonçant l'inoccupation des nombreuses maisons de vacances. «Fini les riches», peut-on lire sur les photos diffusées par Le Télégramme. À Caurel, 700 habitants et 47 % de maisons secondaires, un incendie criminel avait

ravagé, en mai, l'une de ces propriétés. Plusieurs manifestations ont été organisées ces derniers mois pour demander la surtaxation des résidences secondaires. Cet été, dans la station vosgienne de Gérardmer et dans le Territoire de Belfort, c'est à des jacuzzis privés que des militants se sont attaqués: «L'eau, c'est fait pour boire!», fustigeait à chaque fois un petit mot manuscrit. Né en 2021 au Royaume-Uni, le groupe «Tyre Extinguishers»(dégonfleurs de pneus), a, en quelques semaines, essaimé dans de nombreuses villes françaises: « Nous voulons rendre impossible la possession d'un énorme 4 × 4 polluant dans les zones urbaines», clament ces commandos qui ont revendiqué des actions à Saint-Quentin, Toulouse, Paris, Lyon, Rennes... et jusque sur l'île de Ré.

«Comme les rhinocéros, le braconnage social et écologique des 1 % des plus fortunés menace notre existence», martèlent les RinoFéroces, s'employant à mobiliser ceux que «l'étalage de luxe et de consommation énergétique (...) met en rage». Quant aux Sanglier-es syndicalisé-es, ils préparent leur prochaine offensive contre «les loisirs des riches»: «Bourgeois, votre tranquillité est finie!, jurent-ils. Tant que nous n'aurons pas la justice, vous n'aurez jamais la paix.»

* Éditions JC Lattès, 2012.

18 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/superprofits-la-chasse-aux-boucs-emissaires-20221017>

Superprofits: «La chasse aux boucs émissaires»

Par Le Figaro

Publié hier à 20:06, mis à jour hier à 21:16

L'éditorial du *Figaro*, par Gaëtan de Capèle, directeur adjoint de la rédaction.

«Superprofits», «superdividendes», «superriches». Tout est super dans la France en crise de 2022 lorsqu'il s'agit de trouver des boucs émissaires face à la grogne générale. Abrités derrière un écologisme de façade, des militants anticapitalistes vandalisent tout signe extérieur de richesse. À **l'Assemblée nationale**, où se nouent d'improbables intrigues, on dénonce chaque jour, comme au bon vieux temps, les profiteurs de guerre, à qui il est urgent de faire rendre gorge. Haro sur TotalEnergies! **On y parle surtout d'augmenter les prélèvements - quelle imagination! - sur tout et tout le monde: les bénéfiques, les plus-values, les dividendes, l'épargne, les gros salaires, les départs à l'étranger, les avions d'affaires. Taxer, taxer, taxer: chez nous, tout commence et tout finit la main dans la poche du contribuable. Face à l'offensive, la résistance du gouvernement ne tient qu'à un fil.**

Taxer, taxer, taxer: chez nous, tout finit la main dans la poche du contribuable

Son unique menu consistant à «manger du riche», on pensait la seule Nupes affectée du réflexe pavlovien de l'impôt. Au hasard des séances de nuit, on découvre que la macronie, le MoDem et même Les Républicains ont été contaminés. La droite, lancée dans la chasse aux nantis, n'est pas près de retrouver ses électeurs. Et encore moins sa crédibilité.

Au cours des dernières décennies, la France a appris à ses dépens à quel point une politique fondée sur la lutte des classes avait pu saper sa compétitivité. Surfiscalité, défiance à l'égard de la réussite et de la fortune, obsession de l'égalitarisme, rejet du travail ont contribué à son déclassement économique. Depuis quelques années, on la croyait débarrassée de ses vieux démons. À la première crise, le naturel revient au galop. Les actionnaires et les investisseurs, que l'on cherchait désespérément à attirer vers nos entreprises, sont cloués au pilori. Les grands groupes du CAC 40, fers de lance de notre industrie et de nos services, sont voués aux gémonies. Les entrepreneurs, qui créent de la richesse et des emplois, redeviennent suspects.

Nous rêvions de «superprofits», symboles d'une prospérité retrouvée. Il n'est plus question que de les confisquer. Le piège se referme à nouveau.

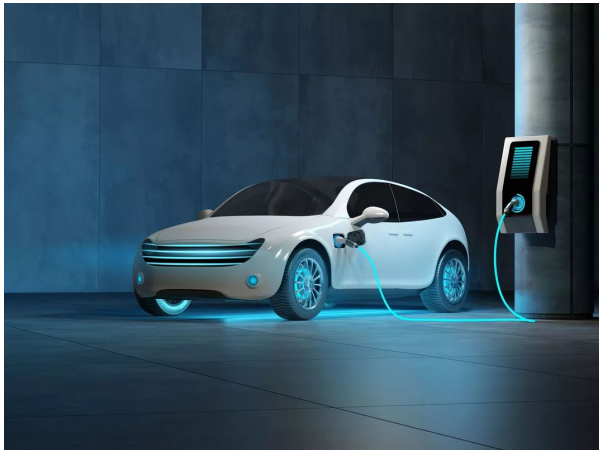
18 octobre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/un-coup-de-gueule-contre-les-voitures-electriques-20221016>

Diktat, casse sociale, jungle tarifaire... Coup de gueule contre la folie des voitures électriques

Par [Valérie Collet](#)

Publié le 16/10/2022 à 22:43, mis à jour hier à 14:40



La décision prise par l'Union européenne de stopper la vente de véhicules neufs à combustion dès 2035 aura de graves répercussions sociales, industrielles et politiques. *Iaremenko Sergii/iaremenko - stock.adobe.com*

CHRONIQUE - Dans son livre *Voiture électrique: ils sont devenus fous!*, François-Xavier Pietri, ancien patron de la rédaction de *La Tribune*, dénonce une «dictature» contre la voiture à combustion menée par l'UE.

L'épigraphe du livre de François-Xavier Pietri, *Voiture électrique: ils sont devenus fous!* donne le ton. L'ancien patron de la rédaction de *La Tribune* et du service économie de TF1 et de LCI a choisi Victor Hugo pour illustrer son état d'esprit: «*Quand la dictature est un fait, la révolution devient un droit.*» Quelle «dictature» dénonce-t-il? La décision prise par l'Union européenne de stopper la vente de véhicules neufs à combustion dès 2035 généralisant les voitures à batterie. Ce qui aura de graves répercussions sociales, industrielles et politiques.

Pour l'auteur, cette décision, qu'il qualifie de «*diktat*», est un suicide collectif. D'abord parce qu'il va conduire à une fracture sociale: seuls les riches pourront s'offrir une «*watture*», expression qu'il affectionne. Les grands groupes engrangent des bénéfiques records en écoulant en priorité ces véhicules beaucoup plus chers. De plus, les Renault, les Stellantis et consorts «*mentent*» à leurs clients en promettant des coûts d'usage plus bas avec des voitures électriques qu'avec leurs modèles thermiques. L'auteur rapporte les mésaventures d'un journaliste dont la recharge pour un trajet de 450 km lui a coûté plus cher qu'un plein de diesel. Il ajoute les tarifs plus élevés des primes d'assurance. La hausse des prix de l'énergie et des recharges...

La «*jungle tarifaire*» et le «*maquis impénétrable*» des bornes de recharge font sortir l'auteur de ses gonds. La généralisation des voitures électriques va aussi entraîner la fermeture des stations essence et contribuer à la désertification des campagnes. Il risque de provoquer un nouveau mouvement de «gilets jaunes».

Plus grave, les conséquences sur l'emploi. En regardant dans le rétroviseur, François-Xavier Pietri rappelle que, «*depuis le début de ce siècle, l'automobile n'a pratiquement pas cessé de détruire des emplois et de délocaliser massivement*». Même la création du pôle électrique de Renault, dans le nord de la France, et la reconversion de l'usine de Flins dans l'économie circulaire sont balayées: «*Une renaissance, donc? Calmons l'enthousiasme.*» Du côté des sous-traitants des groupes au-tomobiles, des réparateurs, des garagistes, des concessions, c'est la casse sociale assurée.

Perte de souveraineté

La question de la perte de souveraineté industrielle n'échappe pas à ce panorama catastrophiste. La fin de la technologie des moteurs à combustion en Europe lève la dernière barrière aux constructeurs automobiles chinois. De plus, l'Europe n'a toujours pas fait décoller son «Airbus des batteries» et continue à s'appuyer sur des géants chinois pour se fournir. L'approvisionnement en matières premières pour la fabrication des batteries suscite la même colère: à cause des «*nantis de la transition écologique*», des dizaines de milliers d'enfants creusent à mains nues dans les mines de cobalt de la République démocratique du Congo. L'exploitation du lithium assèche les sols en Amérique du Sud et la fabrication des semi-conducteurs gaspille l'eau à Taïwan. Enfin, en France, le parc nucléaire ne sera pas en mesure de fournir assez d'électricité et les énergies renouvelables ne seront pas au rendez-vous.

Ce coup de gueule de 200 pages contre la folie de l'électrique attend la dernière page pour évoquer l'objectif de cette révolution: la réduction des émissions de CO₂. L'enjeu climatique n'est jamais évoqué. Sans cette justification, les voitures électriques sont en effet une folie.